

CM
CAHIERS
MARXISTES

1969 - 1989

*20^e
Anniversaire*

chronique européenne

cervetti - glotz

un itinéraire peu banal: hannes meyer

aron

perestroïka suite

cambier

le polar de daeninckx

rosier

avril - mai 1989

167

abonnement

pour la Belgique

700fr

pour l'étranger

800fr

faites vous et faites nous plaisir en effectuant sans tarder un versement au compte de 001-1047600-76 des CM

20, av. de Stalingrad, 1000 Bruxelles

comité de patronage:

Edmond Dubrunfaut, Augustin Duchateau, Robert Dussart, Roger Somville.

comité de rédaction:

Jacques Aron, Francis Chenot, Claudine Cyprès, Pascal Delwit, J.M.De Waele, Anne Drumeaux, Pierre Gillis, Michel Godard, Serge Govaert, J.J.Heirwegh, J.P.Keimeul, Rosine Lewin, Bérengère Marquès-Pereira, Jacques Moins, Jacques Nagels, Marc Rayet, Claude Renard, Jean-Maurice Rosier, Christian Vandermotten, Benoit Verhaegen.

mise en page: Hélène De Noose

rédacteurs en chef: Pierre Gillis, Michel Godard

Avec l'appui de la Commission française de la Culture de l'agglomération bruxelloise.
Edité sous le patronage de la Fondation Jacquemotte.

sommaire

- éditorial		3
- du côté de chez rosine	claire renard	6
- chronique européenne	miel godard	11
- europe 92: quelles stratégies pour la gauche?	gianni cervetti	13
- l'europe à la recherche d'une nouvelle identité	peter glotz	19
<hr/>		
- contribution au 100e anniversaire de la naissance de hannes meyer	jacques aron	27
- l'art jeune en belgique	hannes meyer	46
- thèses sur l'architecture marxiste	hannes meyer	56
<hr/>		
- sur le camarade didier daeninckx	jean-maurice rosier	59
<hr/>		
- diriger l'économie, mais comment?	hubert cambier	65
<hr/>		
livres		96
revues		102
<hr/>		

On n'a pas tous les jours vingt ans.

Les *Cahiers* non plus, et nous sommes heureux que cet anniversaire ait été célébré comme il se devait.

Trente revues européennes ont été associées à l'événement que nous n'avons pas voulu confidentiel, et les lecteurs des *Cahiers* nous ont fait le plaisir de se dérouter en nombre pour assister au débat public qui était censé couronner le colloque «Europe 92 : Quelles stratégies pour la gauche?» des 10 et 11 mars derniers.

Nous espérons que la défection in-extremis de trois des quatre ténors qui nous avaient formellement promis leur concours n'aura pas été une trop grosse déception. Pour le reste, sur le colloque lui-même, et sur le débat du vendredi 10 mars, nous reviendrons au cours de plusieurs numéros. Vous trouverez dans la présente livraison des exposés préparés par Gianni CERVETTI et Peter GLOTZ pour le débat.

Ce vingtième anniversaire fut aussi le moment, sinon le prétexte, d'un changement d'animateur de l'équipe des *Cahiers Marxistes*. Après quinze années essentiellement consacrées à la direction de la revue, Rosine LEWIN a en effet décidé de prendre un peu de recul et de provoquer sa propre succession. D'aucuns chuchotent qu'elle prémédite une étude à propos de l'Islam aussi stimulante que le fut «L'Eglise et le Mouvement ouvrier», publié avec Pierre JOYE voici vingt ans déjà. Voilà en tout cas une retraite qui n'en est pas une, ce dont nous nous réjouissons d'avance.

Chacun comprendra aisément que nous ne serons pas trop de deux pour reprendre le flambeau, et que même dans ces conditions, la prise de relais ne se fait pas sans quelque angoisse.

Ce qui suscite cette angoisse, c'est l'impressionnant bilan des quinze années de direction de Rosine LEWIN : il s'agit de ne pas dilapider l'héritage et de ne pas faire capoter l'entreprise. Y parviendrons-nous ?

En tous cas notre volonté est déterminée. Volonté de maintenir la double exigence qui a sous-tendu le travail de Rosine : l'ouverture à tous les protagonistes du changement social, partout où on peut les débusquer, et une sourcilleuse recherche de qualité dans l'analyse et dans la réflexion. A cet égard, un coup d'oeil sur l'ensemble des sommaires de la revue, sommaires qui furent collationnés et réédités à l'occasion de nos vingt ans en dit long : mission accomplie.

Les quelques trois cent cinquante noms de tous ceux qui, d'une manière ou d'une autre, par un article, une interview, la participation à une table ronde, ont collaboré aux *C.M.*, sont un autre indice du rayonnement de notre revue. Et nous sommes bien placés pour savoir que le rayonnement de la revue fut et reste d'abord celui de sa rédactrice en chef, comme l'organisation de notre colloque de mars l'a encore démontré.

Claude RENARD explique tout cela, et nous retrace l'itinéraire de Rosine LEWIN - ce qui permet sans doute de mieux comprendre le pourquoi du jugement unanimement positif porté sur son travail et sur sa personne, humainement et intellectuellement. Cette unanimité nous inclut, cela va sans dire.

Le marxisme est pluriel, ce fut et c'est à nouveau, depuis quelques années, une évidence. Il en fut peut-être pour déplorer cette situation. Nous pas, puisque nous avons pu, et nous pouvons de la sorte, au sein du comité de rédaction, à la fois nous revendiquer d'une inspiration commune et ne pas craindre la stérilisation qui résulterait d'une uniformité de pensée.

Le comité de rédaction, c'est aussi un acquis de la direction de Rosine. Elle est arrivée à l'enrichir petit à petit, à l'étoffer, à faire appel à de nouvelles compétences, de sorte que notre responsabilité consulaire sera, nous en sommes sûrs, largement partagée par un collectif conscient de fonctionner comme tel.

Nous voici donc, à vingt ans, sortis en principe de l'adolescence. Mais vingt ans, ce n'est généralement pas encore l'âge de la sérénité, et nos lecteurs peuvent être assurés que nous continuerons à privilégier le débat, à nous pencher sur des réalités dérangeantes, à soulever des questions inconvenantes, plutôt qu'à nous laisser porter par les eaux calmes des certitudes rassurantes. A collaborer avec Rosine, nous en avons acquis (au moins) une conviction : la vie n'est pas un long fleuve tranquille.

Pierre GILLIS Michel GODARD

P.S. Pour faciliter un travail plus collectif et permettre aussi à l'occasion, des développements plus abondants, le comité de rédaction a décidé de systématiser la formule des «numéros doubles» de quatre-vingts à cent pages, avec reliure brochée.

En quantité, ce sera le statu-quo. Pour le saut qualitatif, on se contentera de la reliure.



du côté de chez rosine

Janvier 1974: les *Cahiers Marxistes* entrent tout juste dans leur sixième année d'existence et plusieurs faits nouveaux marquent cet anniversaire déjà rondeliet. Le plus important n'est pas le changement de présentation (à l'époque, on laisse avec raison le «look» aux anglophones); d'autres suivront en janvier 1980 et en janvier-février 1986, qui ne seront sûrement pas les derniers. C'est qu'une revue a, sur ceux qui la fabriquent, l'avantage insigne d'accroître son bagage d'expériences tout en rajeunissant son aspect.

A partir de ce n°1 (20), nouvelle série, on relève surtout un changement de périodicité et de rédacteur en chef. «Depuis cinq ans qu'ils existent, lit-on dans l'éditorial, les *Cahiers Marxistes* ont contribué à diffuser une culture politique. Maintenant qu'à la parution trimestrielle va succéder le rythme mensuel, nous pensons qu'ils peuvent devenir un outil plus actif de formation idéologique». Rosine Lewin, signataire de ces lignes, prend la relève d'Augustin Duchâteau.

Les initiés reconnaîtront en cette dame celle-là même qui vient de déployer tant de ruse pour réussir un départ couleur muraille dans le remue-ménage du colloque organisé à l'occasion du vingtième anniversaire des *Cahiers*. Tentative qui semble bien avoir été son seul échec notoire en quinze années de fonction.

point de roman

C'est pendant une interruption de séance de ce colloque que je fus invité à écrire «un papier sur Ro» par l'un des deux jeunes gens vigoureux et doués qui conjuguent présentement leurs efforts pour diriger la revue.

- Et pourquoi moi? demandai-je, pressentant déjà que toute résistance serait vaine.

- Parce que, me fut-il répondu, tu es, dans le comité de rédaction, celui qui la connaît depuis le plus longtemps.

Argument, hélas! irréfutable; j'ai vérifié.

On comprendra mon (léger) embarras. Quelques jours plus tôt, ayant eu à la remercier au nom du nouveau Comité central du P.C. d'avoir été si utile et assidue au sein du Bureau sortant, je m'étais fait gratifier, en quittant la tribune, de la remarque suivante:

- Merci pour l'éloge funèbre...

Alors, vous pensez bien, tout un «papier»! Et voilà qu'avant même d'avoir écrit la première ligne, j'apprends de sa bouche qu'elle est informée du projet -par quelle rumeur?- et qu'elle a sur lui des vues soupçonneuses:

- Tu ne vas pas, me dit-elle, en faire un roman? Sois court!

Bon, si ce n'est que cela, il n'y a aucun risque. Parmi les nombreuses aptitudes qui me manquent, celle de faire un roman se distingue par l'ampleur de son absence. Jadis, cela n'avait rien de remarquable. Mais cela peut être mal perçu depuis que Pivot et Poivre d'Arvor nous font voir chaque semaine un tas de gens qui, sans avoir l'air plus malin que vous et moi, produisent quantité de choses romanesques d'une épaisseur considérable.

Donc, point de roman.

ouverture et renouvellement

Les notions de culture politique et de formation idéologique évoquées par Rosine Lewin dans l'éditorial déjà cité, ont sensiblement évolué en vingt ans et de la façon la plus nette au cours des sept ou huit dernières années. Le vocabulaire lui-même n'a pas échappé à cette évolution

nécessaire qui va certainement s'accélérer et se préciser encore avec le mouvement de rénovation du marxisme que l'on observe aujourd'hui dans le monde.

On peut croire que cette belle vitalité de la revue doit beaucoup à un souci de renouvellement qui s'est manifesté par l'apport assez continu de plumes fraîches aussi bien que par les contributions de personnalités au fait de ce qui bouge dans les multiples sphères de la pensée contemporaine.

Mais il faut ajouter que l'esprit d'ouverture des *Cahiers*, sans lequel aucun renouvellement n'eût été possible, fut présent dès l'origine. Il constitue même une des caractéristiques de l'article inaugural que Jean Terfve signa dans le n°1 de mars 1969; on y faisait appel à la recherche, au dialogue, à la libre confrontation des idées.

Que ces trois préoccupations connexes soient restées, dans une très large mesure grâce à Rosine Lewin, une règle d'or de la revue n'est pas un mince sujet de satisfaction pour les quelques rescapés des premiers comités de rédaction. Satisfaction d'avoir fait mentir Anatole France qui, dans son «Jardin d'Epicure», louait les habitants des îles Fidji de faciliter l'évolution en tuant leurs vieillards, «tandis que nous en retardons la marche en faisant des académies».

Un des grands mérites des *Cahiers* est d'avoir plutôt bien résisté à cette forme de sénescence académique qui a sévi durant trop d'années sous le couvert de références, d'ailleurs abusives, au marxisme-léninisme. A cet égard, la longue collaboration de Pierre Joye, disparu en 1984, a été d'une utilité toute particulière; on s'en convaincra en lisant ou en relisant les textes que J.J. Herweigh a réunis dans un numéro hors série des C.M., notamment le tonique «Un peu moins de marxisme, un peu plus de Marx» (mai 1983).

l'anniversaire oublié

En parcourant les sommaires de la revue, j'ai constaté une injustice commise aux dépens du dixième anniversaire qui passa complètement inaperçu, alors que, cinq ans plus tard, les mêmes circonstances allaient amener Madame Lewin à recevoir ses amis marxistes, marxistes et marxisants dans le cadre choisi de la Maison de la Bellone, si approprié aux exercices de l'esprit.

C'était l'occasion pour moi de vérifier la tenue de notre prose avec un recul de dix ans. Epreuve redoutable s'il en fut, mais finalement assez encourageante dans l'ensemble. A titre d'échantillon, le n°51 (70), de janvier 1979, qui contient notamment deux articles, l'un de Rosine Lewin, l'autre de Pierre Mertens, sur un sujet d'une actualité toujours brûlante: l'Iran. Ces textes aident encore à comprendre les problèmes d'un peuple que la vague du khomeïnisme venait alors de soulever contre le chah. Et comment ne pas relever la lucidité de Pierre Mertens qui notait au passage: «Ce n'est pas parce que l'on vient du pire qu'on se dirige vers le mieux».

On le voit: notre ex-rédacteur en chef sut décidément se ménager le concours de grands talents, et c'est là un excellent exemple qu'elle donne à la relève. Mais cela ne doit pas nous faire oublier les autres: ceux qui, avec moins de talent peut-être ou faute de temps pour en avoir du cousu main, ont tissé patiemment la réussite dans sa durée. C'est chaque jour qu'on les rencontrait du côté de chez Rosine, au 18-20, avenue de Stalingrad.

Claude RENARD



chronique européenne - suite et pas fin

michel godard

Le colloque organisé en mars par les *Cahiers* a fourni un matériau intéressant et abondant, dont la mise en forme est en cours, et dont nous ne manquerons pas de faire profiter nos lecteurs, à mesure de l'avancement des travaux de dactylographie, traduction et correction qui ne sont pas une mince affaire.

Nous publions ci-après, et pour commencer, les textes préparés par Gianni CERVETTI et Peter GLOTZ - respectivement euro-député du PCI et député du SPD - pour le débat public du 11 mars.

Mais il n'est pas inutile de rappeler le sens de notre démarche, pour ce colloque comme pour cette chronique.

Sans doute est-ce une fibre plutôt syndicale qui, plus particulièrement, nous fait sentir que «l'espace social (européen) est à conquérir», comme l'expliquait Rosine LEWIN (cf. le N° 165 des *C.M.*, janvier-février 1989).

Une fibre plus politicienne sera sensible aux enjeux des élections de juin prochain. Ou encore la fibre philosophique ou sentimentale nous pincera au souvenir de deux vieux camarades qui commençaient jadis un manifeste - «Un spectre hante l'Europe,...» - et constataient en préambule que «la grande industrie a créé le marché mondial» : ils voyaient loin et hardiment.

D'aucuns par contre, qui n'iraient jamais visiter le Loch'Ness, devront néanmoins concéder qu'une certaine idée de l'internationalisme a pris un coup de neuf, et trouve en tout cas dans l'espace européen visité par l'esprit de 92 quelques nécessités de déploiement.

L'eurogauche reste en l'occurrence une idée neuve, un concept pluraliste à construire comme tel, ce que CERVETTI dit aussi à sa façon, d'ailleurs, et à quoi les revues de gauche peuvent contribuer (cf *C.M.* n°152 - juin 87, et n°164 - décembre 88, bilans des rencontres de Paris et Vienne).

En l'espèce, un des journalistes rendant compte de notre colloque nous posait d'emblée la bonne question: «Pourquoi y-a-t-il un "retard" de la gauche?». Ce n'est pas vraiment une lapalissade de constater que le-dit «retard» est le produit autant que l'expression d'une décennie marquée par la défensive et la crise.

Même pour qui a pu en douter, il est clair aujourd'hui que l'espace européen donne une dimension majeure de la restructuration du système capitaliste qui s'est opérée dans et par la crise. Il s'agit donc bien pour les gauches européennes de trouver le moyen de reprendre l'initiative à ce niveau. Notre colloque a discuté plus particulièrement de quatre axes ou projets : régional, social, Est/Ouest et Nord/Sud, politique.

Nous disposons donc déjà de contributions sur ces quatre thèmes, et dans l'ordre, de:

- Jean-Pierre DAWANCE (*Bulletin de la FAR*) et Francesc ROCA (*Nous Horizons*, Barcelone);
- Pim JUFFERMANS (*Politiek en Cultuur*, Amsterdam) et Bérangère MARQUES-PEREIRA (*C.M.*);
- Guerman DILIGUENSKI (*Economie Mondiale et Relations Internationales*, Moscou) et Pierre JONCKHEER (*Contradictions/Notabene*, Bruxelles);
- Claude RENARD (*C.M.*) et Stelios BABAS (*Epihiramata*, Athènes).

Nous n'avons pas encore décidé de la forme de publication - actes complets en édition distincte ou découpage de telle ou telle façon - mais nos lecteurs seront évidemment bénéficiaires de l'investissement intellectuel réalisé. Puisse ce bref plan de publication les avoir mis en appétit.



europe 92: quelles stratégies pour la gauche?

gianni cervetti

Gianni Cervetti est euro-député du PCI, président du groupe parlementaire communiste et apparentés. Le texte ci-après reproduit les notes de son exposé au colloque organisé par les Cahiers Marxistes le 11 mars 1989. Quelques italianismes de formulation coloraient agréablement le propos. La rédaction a toutefois pris sur elle d'en traduire quelques-uns qui apportaient plus d'obscurité qu'ils ne stimulaient l'imagination politique. Les intertitres ont également été ajoutés.

La nécessité et la signification de ce débat et, par conséquent, du travail méritoire de la revue *Cahiers Marxistes*, sont mis en évidence non seulement par l'échéance très rapprochée des élections européennes, mais aussi par la confrontation politique, sociale et d'idées qui se développe sur les problèmes de l'intégration et de l'union européenne et, finalement, sur le grand thème du rôle, de la configuration, de

l'identité de l'Europe, de la fonction, de la mise en place et des contenus de la Communauté des Douze.

une confrontation transformée

Il faut tenir compte, avec clarté, qu'il s'agit là d'une confrontation dont le profil et les bases sont tout à fait nouveaux. Prenons deux de ses caractères spécifiques. En premier lieu cette confrontation a, en tant que protagonistes, d'un côté les forces conservatrices et de la droite, de l'autre les forces du progrès et de la gauche. Ce qui ne signifie pas, naturellement, que les deux forces soient homogènes et compactes (il y a des positions anti-européennes dans l'une et dans l'autre), ni qu'entre elles n'existe pas une vaste zone intermédiaire et incertaine. Toutefois, les vrais protagonistes restent toujours ceux qu'on vient de dire, la lutte devient de plus en plus rapprochée et pressante, et l'enjeu de cette lutte, pour la gauche, est représenté de plus en plus clairement par la possibilité d'imposer, dans leur étroite connexion, une idée bien nette d'Europe et une idée bien définie de progrès.

En deuxième lieu, c'est tout à fait vrai que cette confrontation a été ravivée dans la perspective du marché unique et du dépassement, non nécessairement irréversible, de la crise qui avait bloqué la Communauté ces dernières années.

D'ailleurs nous serions les derniers à le nier puisque l'Acte Unique qui se trouve à la base des processus de «quatre-vingt-douze» a été une réponse -limitée et dévoyante, mais tout de même une réponse- au projet de Traité pour l'union voulu par Altiero Spinelli et appuyé avec cohérence par les communistes italiens et d'autres forces de gauche et démocratiques.

C'est encore vrai, d'ailleurs, qu'à la base d'une telle reprise -et même de la reprise de la construction européenne- il y a des raisons plus profondes et **objectives**: le processus de détente qui s'est développé en Europe et dans le monde ces dernières années; la compétition et la compétitivité accrues, résultat non seulement des transformations techniques et scientifiques mais aussi de la constitution de vastes espaces supra-nationaux, c'est-à-dire des nouvelles réalités où s'organise l'économie internationale et où peut s'organiser un système multipolaire de la politique et du gouvernement mondiaux.

Quoi qu'il en soit, le choc est à l'ordre du jour et il est même superflu de dire que les forces conservatrices y participent avec une stratégie et

des objectifs bien définis. Certains ont pensé que le discours de Bruges de Madame Thatcher était purement et simplement un manifeste anti-européiste. Je ne le crois pas. Il se peut -et nous sommes tentés de le croire- que l'éventuelle victoire des intentions «thatchériennes» se traduirait, au fond, par un résultat de non-Europe. Mais ça ne signifie pas que le **premier** conservateur ne cultive un dessein bien à lui et sa propre idée de l'Europe et de la Communauté. C'est l'idée d'une Europe zone de libre échange grand espace dérégulé, forêt sauvage de tous contre tous. Et le Chancelier de l'échiquier Nigel Lawson arrive à dévoiler -comme cela a été justement observé- la tactique que son gouvernement cherche à développer lorsqu'il déclare qu'il n'acceptera jamais les propositions qui pourraient être présentées pour la monnaie et la banque.

Mais il n'y a pas seulement les conservateurs britanniques. L'UNICE (Union des confédérations de l'industrie et des employeurs d'Europe -ndlr), malgré les contrastes et les différences internes à la grande industrie, comme l'a prouvé le récent congrès de Bruxelles, exprime des lignes et des intentions générales lorsqu'elle donne sa propre interprétation -par ailleurs extravagante- de la politique et de l'espace sociaux. Pour commencer elle nie leur nécessité; par la suite, rappelée aux dispositions des traités, elle en exclut toute autonomie et réduit l'une et l'autre à de simples dérivations des décisions économiques. Les administrations nationales renforcent leurs résistances bureaucratiques et corporatistes en poursuivant des objectifs nationalistes. Les partis démocrates-chrétiens assument une position ambiguë et ambivalente puisque, d'un côté, ils élaborent des lignes -sur l'Union politique, par exemple- sur la plupart desquelles on peut être d'accord, et de l'autre ils s'appuient sur l'action des gouvernements. Les gouvernements et le Conseil des ministres avancent toutes leurs réserves et, pour certains d'entre eux, élèvent leurs barrières sur les terrains de l'harmonisation fiscale, de l'union monétaire, de la dimension sociale. Même la Présidence espagnole en exercice donne l'impression, malheureusement, de reculer par rapport aux premiers engagements de caractère social. Et nous avons, comme résultat, le développement aussi de nouvelles difficultés pour la Commission exécutive et une augmentation des différences en son sein.

La réalisation et l'interprétation de l'Acte unique sont sous observation et en point de mire.

Il est tout à fait vrai qu'à la négociation de Vienne sur les armes conventionnelles, les problèmes de l'Europe et aussi les aspirations des peuples et des Etats européens se posent avec une énergie nouvelle. Et

nous nous en réjouissons. Toutefois ceci prouve que la question européenne possède sa propre force objective et naturelle, mais qu'elle n'est pas encore l'occasion d'une politique extérieure bien définie et coordonnée, d'un renforcement de la coopération politique, d'un pas en avant dans l'unité de la Communauté.

C'est dans ces conditions concrètes que se situe aujourd'hui le thème de notre débat, c'est-à-dire de la stratégie des forces progressistes pour affirmer une idée spécifique d'Europe et de progrès.

Il n'y a pas de doute que, en la développant, les forces progressistes et européistes doivent agir pour la réalisation de certaines priorités bien connues: l'union monétaire et fiscale, la sauvegarde de l'environnement, la réforme de la politique agricole commune, la recherche, l'éducation, la culture, la télévision sans frontières -et d'autres priorités, souvent oubliées: la condition de la femme, qui constitue une question d'énorme signification, le renouvellement des finances du Budget, pour rappeler un objectif de l'Acte unique -des priorités qui découlent de cette grande ambition qui s'appelle Europe sociale et Union politique, et qui signifient emploi, Charte des travailleurs, cohésion territoriale, socialité non subalterne, réforme institutionnelle pour effacer tout déficit démocratique -et tout ceci à l'intérieur; action pour la détente, le désarmement, la sécurité Est-Ouest, la coopération Nord-Sud, à l'extérieur.

trois points centraux d'une stratégie

Mais je voudrais, ici, insister sur trois points qui me semblent aujourd'hui centraux dans la définition de la stratégie, et sur lesquels il est indispensable d'apporter le maximum de lumière.

Le premier concerne ce que nous pourrions appeler la dimension, l'amplitude que doit assumer l'action pour l'Europe. Nous voulons réaliser maintenant tout l'Acte Unique et en même temps aller au-delà: aller à l'union politique de l'Europe. Notre engagement en tant que forces européistes et progressistes doit être par conséquent fixé sur la réalisation du mot d'ordre: «passer du marché unique à l'Europe sociale, à l'Union politique» avec lequel nous devons nous présenter (et en ce qui nous concerne avec lequel nous nous présenterons), aux électrices et aux électeurs à l'occasion de la prochaine consultation populaire. D'autres pourront insister sur le slogan: «oui à l'Acte unique, mais à tout l'Acte unique». Nous ne pouvons qu'agir avec les objectifs et les dimensions d'action que je viens de rappeler.

Le deuxième point concerne la conception même de l'unité européenne. Sur ce thème nous voyons trop souvent se manifester incertitude et confusion. Il n'est pas toujours clair quelle Europe il faut unir. Il y a ceux qui laissent entendre ou qui parlent - à l'intérieur et à l'extérieur des forces de la gauche, à l'intérieur ou à l'extérieur de l'Europe occidentale- d'une Europe de l'Atlantique à l'Oural, d'une Europe communautaire et de Mitteleurope, d'une Europe de l'Atlantique à Brest-Litovsk. Il faut avoir ici le maximum de clarté. Par « Europe intégrée économiquement et unie politiquement », nous affirmons qu'il faut entendre l'Europe de la communauté, autonome par rapport à l'URSS et suffisamment indépendante des Etats-Unis. Et cette même Europe, naturellement, ne peut pas être une Europe forteresse, mais doit être une construction ouverte sur le reste du monde et, en particulier, sur l'Est du continent.

Pour cela, nous parlons non seulement de détente ou même de sécurité, mais de collaboration, d'une nouvelle vraie et propre Ostpolitik.

Le troisième point est au moins aussi complexe et décisif, il a trait à la substance et l'ampleur de l'ensemble des forces de gauche ou progressistes et à la nature de leur nécessaire union. Il faut ici aussi de



la clarté. Il ne faut pas seulement dépasser les vieilles divisions anachroniques et les oppositions, non seulement il faut en ériger des neuves, mais surtout, il faut affirmer des idées précises et neuves quant à l'ensemble et à l'union.

En ce qui concerne cet ensemble des forces, il faut qu'en fassent partie non seulement les forces politiques de formation traditionnelle ou récente, mais aussi les syndicats, les organisations et mouvements de masse, tous les porteurs de causes sociales et d'idéaux progressistes et européistes. La tâche à accomplir pour réaliser un tel rassemblement n'est pas simple; il y faut deux conditions. Primo, il doit être recherché sur la base de choix d'abord idéologiques, ou même purement d'organisation, mais sur la base d'élaboration et de convergences de programme. Secondo, celui-ci doit être accompli en faisant levier sur un concept non totalisateur mais au contraire, pluraliste dans son unité. Il a été dit que l'Europe sera pluraliste ou elle ne sera pas. Cela vaut à plus forte raison pour l'union de la gauche. Celle-ci sera pluraliste ou ne sera pas. C'est la seule façon -nous le pensons- de construire la «maison commune» des forces progressistes d'Europe et pour définir non seulement une quelconque stratégie, mais une stratégie qui vise à garantir l'hégémonie face à d'autres forces, et à faire vaincre les valeurs d'efficacité et de solidarité, de justice, de liberté, de démocratie et de paix.

C'est cela notre tâche. C'est l'engagement pour lequel nous nous battons avec cohérence et avec ténacité.



l'europe à la recherche d'une nouvelle identité

peter glotz

*éditeur en chef de la revue
Neue Gesellschaft/Frankfurter
Hefte*

*Le texte ci-après a été pré-
senté au débat public organisé
par les Cahiers Marxistes le 10
mars 1989, à Bruxelles.
Il a été traduit par Thierry
Dufour*

I. quatre processus

Depuis la moitié des années 80, quatre processus importants d'une signification historique mondiale ont évolué simultanément en Europe. En bref, ce sont: l'intégration européenne; l'impact de la perestroïka en Europe de l'Est; le déclin de la population européenne, accompagné par un taux de natalité dans les pays du Tiers-Monde inégalé dans notre histoire; et finalement, l'effet de nivellement de la culture de masse des Etats-Unis. Ces processus doivent être analysés ensemble. Nous avons tendance à perdre de vue l'avenir quand nous fixons notre regard seulement sur le marché intérieur, sur ce qu'on appelle «Europe sociale», ou sur l'unité monétaire ouest-européenne, pendant que nous ignorons les processus véritablement révolutionnaires qui se passent en Hongrie et en Pologne. C'est faire preuve d'étroitesse d'esprit que de se concentrer exclusivement sur les questions dites «grandes» de la politique internationale -de débattre de la modernisation ou du démantèlement des missiles, par exemple- pendant que l'on oublie ces processus démographiques et culturels qui ont un impact décisif sur la conscience de millions de gens. Celui qui veut se créer une vision de l'Europe doit d'abord sortir de la tour d'ivoire du spécialiste.

Les quatre processus historiques que j'ai déjà mentionnés peuvent être décrits de la manière suivante :

1. Le marché intérieur qui doit être créé en Europe occidentale va être la plus grande entité économique unifiée dans le monde. Elle n'incluera pas seulement les 320 millions de citoyens des pays appartenant à la CEE; en même temps, elle va être étroitement liée à d'autres pays européens, tels les pays scandinaves, les Etats neutres comme l'Autriche, ou les Etats qui ont un statut de «relations spéciales», comme la RDA. L'Union économique d'Europe de l'Ouest n'est qu'une composante du processus plus important de l'union européenne; cependant, elle va exercer une force magnétique que beaucoup d'entre nous ne peuvent encore imaginer aujourd'hui. L'Europe va de nouveau recevoir une possibilité de se prendre en charge, vis-à-vis de l'Amérique et de l'Extrême-Orient. Cependant, l'opposé est vrai aussi: si l'Europe ne réussit pas à prendre quelques décisions stratégiques importantes, elle deviendra une colonie, un énorme marché pour acheteurs et un fantastique musée d'histoire culturelle qui procurera un style de vie agréable pour quelques décades, mais qui, à la fin, sera un continent en déclin.

2. En même temps, M. Gorbatchev a été forcé d'organiser une réforme gigantesque -dont le résultat est inconnu- en Europe de l'Est. C'est un personnage audacieux. Il a prélevé parmi les cadres économiques de rang moyen en URSS -une «armée» de plusieurs millions de gens- parce qu'il veut (et doit) les propulser vers une plus grande efficacité. Il a retiré aux militaires des systèmes d'armements coûteux, car il a besoin d'argent pour le développement économique. La question qui se pose est la suivante: est-il possible, avec le soutien précaire du KGB et des intellectuels, de réformer une superpuissance croulante? Des fissures profondes lézardent les fondations de cette puissance mondiale, mais des millions et des millions de citoyens soviétiques n'ont jamais vu ces fissures. Comment va évoluer ce processus?

Essayez d'imaginer quelle émotion va naître en URSS si, maintenant que les troupes soviétiques ont été retirées d'Afghanistan, les leaders fondamentalistes de la résistance coupent la tête à l'ami de Moscou, le Président Najibullah, et ensuite massacrent des milliers de ses soldats. Les cercles nationalistes orthodoxes ne vont-ils pas crier à la «trahison», à la «trahison honteuse» de la révolution afghane? Comment va se passer l'expérience du multipartisme en Hongrie? Et le dialogue entre le gouvernement polonais de Rakowski et Solidarité? Jusqu'où peut aller Pamiat, cette organisation nationaliste pan-russe et -bien souvent- antisémite, qui devient de plus en plus forte? Et que va-t-il se passer si les ennemis de Gorbatchev en Lithuanie et en Estonie, invoquent des

arguments nationalistes pour soutenir leur cause? Le chemin de Gorbatchev est sans aucun doute difficile. Il n'a pas encore trébuché. Et l'Occident a encore la possibilité de l'aider. Nous avons encore la chance -peut-être pour les quatre ou cinq années à venir- d'établir de nouvelles politiques européennes et de mettre en pratique un nouveau concept de paix. Mais la question est: l'Occident va-t-il saisir cette chance?

3. Nous connaissons une croissance explosive de la population dans les pays pauvres du Sud, et une population stagnante dans les pays riches du Nord, spécialement en Europe. En Inde, des milliers d'enfants meurent de faim. En RFA, les politiciens se tracassent pour savoir comment ils vont payer demain les pensions de la main-d'oeuvre d'aujourd'hui. Ces Européens vont-ils enfin promouvoir une politique d'immigration sensée ou vont-ils continuer à prétendre qu'ils ne conviennent plus comme «pays d'immigration», jusqu'à ce que leurs institutions se désagrègent lentement et que la terre entière se retourne contre eux avec haine et envie? Les Européens vont-ils vraiment risquer un avenir dans lequel cinq milliards d'êtres humains agonisent dans l'hémisphère sud pendant qu'un milliard de personnes dans l'hémisphère nord jouissent d'une infrastructure fantastique qui est utilisée à peut-être la moitié de ses capacités.

4. Culturellement parlant, qui dit Europe dit multiplicité. La petite nation tchécoslovaque, par exemple, a une tradition culturelle vaste et raffinée; regardons simplement le court espace entre J. Hasek et B. Hrabel. Il y a un monde de différence entre les traditions du Sud-Tyrol et de la Sicile, bien que ces deux régions soient nominalement «italiennes». Face à cette multiplicité, nous trouvons une culture de masse avec un effet de nivellement au niveau mondial, ce qui veut dire, évidemment, des produits conçus par des compagnies importantes aux Etats-Unis, qui peuvent être vendus en Europe, tout comme ils peuvent l'être en Arizona, en Inde ou au Japon. Nous ne pourrions parler d'identité européenne que si une certaine partie du marché continue d'être accessible pour la culture, et que les communications européennes restent diversifiées. Pour parler d'une manière un peu moins technocratique: s'il reste des media européens pour exprimer la multiplicité européenne. L'Europe a besoin de la grande culture américaine allant de Chaplin à Woody Allen, de William Faulkner à Philip Roth. Ce dont l'Europe n'a pas besoin, cependant, c'est de l'hégémonie culturelle des plus grands studios d'Hollywood. Quand des adolescentes au Pays de Galles, en Bavière, en Andalousie ou en Bretagne veulent porter les mêmes vêtements que Sue Ellen, et que les leaders d'opinion veulent copier le style de vie de JR, alors «bonsoir» l'identité européenne.

II. sept thèses

Que pouvons-nous tirer comme conséquence de cette analyse? Je voudrais discuter sept thèses pour «européaniser» nos politiques:

1. Nous devons aller résolument de l'avant avec l'intégration ouest-européenne, tout en gardant à l'esprit deux conditions. La première est la suivante: l'Europe occidentale n'est pas toute l'Europe. Dans un futur proche, il est peu probable qu'il y ait quelque chose comme une nation multinationale appelée «pan-Europe», et ceci, en fait, n'est pas vraiment nécessaire. Mais en établissant la nation multinationale de l'Europe occidentale, nous ne devons jamais oublier que Prague, Budapest et Varsovie sont aussi des villes européennes, et qu'il y a des liens profonds avec les cultures des pays européens de l'Est. Il pourrait y avoir plusieurs états multinationaux dans la future Europe, mais l'identité européenne embrasse toute l'Europe. La seconde condition est la suivante: nous avons besoin de structures supranationales, mais seulement dans la mesure où elles servent des besoins de base. Nous n'avons pas spécialement besoin de l'harmonisation des lieux de débauche européens. Les mécanismes supranationaux d'harmonisation dans les domaines de la politique économique, étrangère et de défense ne devraient pas être à même de détruire les caractéristiques uniques des différentes régions européennes.

2. L'Europe doit faire tout ce qui est possible pour rester indépendante économiquement. Si la microélectronique -technologie de base qui va déterminer la prochaine grande vague de croissance économique- est laissée comme monopole aux Japonais, le sort de l'Europe sera plus ou moins scellé. Les gouvernements, les syndicats et le patronat doivent finalement prendre les décisions stratégiques. La gauche européenne, avec ses idéaux internationaux haut-placés, a parfois considéré les dures réalités de la compétition économique comme une sale affaire. Elle devra dépasser cette façon de penser: l'Europe ne sera en paix envers ceux de l'extérieur que quand le chômage de masse aura été réduit à l'intérieur.

3. L'Europe doit réaliser que l'Etat-nation du 19^e siècle a vécu et est à présent inutile. Il ne survivra que sous la forme d'un Etat multinational. Le conservatisme national allemand est aussi catastrophique que l'agitation de groupes nationalistes orthodoxes en Lituanie ou en Estonie, ou les activités impétueuses du populiste serbe Milosevicz. Une Europe composée de régions et avec des structures supranationales efficaces serait imbattable. Un ensemble bigarré de nations dirigées par des

hommes vieux et nostalgiques, embrassant de vieux drapeaux et chantant de vieux hymnes, n'a aucune chance de survie à long terme.

4. L'Europe -et cela m'amène à l'aspect international du concept européen- doit délibérément opter pour une société multiculturelle. Au cours des siècles, différentes nations ont vécu plus ou moins pacifiquement côte à côte sur le sol européen; le concept de séparation du 19^e siècle donna lieu à une vague de violence et de massacres en Europe centrale. A long terme, la réalisation du concept européen signifiera de plus grands échanges entre les peuples d'Europe. C'est pour cela que les droits garantis pour les groupes et les minorités ethniques constituent le concept de base le plus important pour l'avenir de l'Europe; même si les travailleurs slovènes ou italiens sont totalement intégrés en RFA et ne parlent que l'allemand à la deuxième génération; même si les familles turques et islamiques veulent maintenir leur propre identité et donc vivre dans leurs propres secteurs de la ville; même si les «ingénieurs» allemands infiltrent le patronat espagnol : l'Europe doit être assez forte pour répondre à ce type de développement d'une manière pacifique et avec des garanties pour les minorités concernées. Les chefs politiques doivent se rendre compte d'une chose en particulier : si la seule réalité «multiculturelle» à propos de l'Europe, ce sont les bidonvilles des métropoles européennes, il y aura une révolte populiste de droite. Bien entendu, il ne peut y avoir une augmentation incontrôlée et non systématique du nombre de travailleurs étrangers, d'émigrants de l'Est et de réfugiés. Quand le nombre d'immigrants juifs d'Europe de l'Est vivant à Vienne décupla pendant la deuxième moitié du 19^e siècle, des mouvements de protestation antisémite augmentèrent; ce fut d'ailleurs d'eux qu'Hitler apprit sa leçon. Nous ne voulons pas provoquer de réaction similaire. Mais si l'Europe ferme peureusement ses portes, et ignore simplement la menace de xénophobie, à la fin, elle deviendra objet de haine de soi-même, de haine du reste du monde.

5. L'Europe centrale et de l'Est est à l'aube de quelque chose de neuf, particulièrement la Hongrie et la Pologne. La même chose pour l'Europe du Sud (Yougoslavie). L'Occident doit se rendre compte qu'il ne retirera pas de profit en contribuant à déstabiliser ce système politique. Nous avons besoin d'une «ostpolitik» stable, et, en même temps, d'un «concept politique complexe». Suivre une politique complexe signifie garder des contacts raisonnables avec les partis communistes au pouvoir (jusqu'à présent) en Europe de l'Est, en soutenant en même temps les efforts des mouvements d'opposition contre les atteintes aux droits de l'homme dans ces pays. Si l'Occident commence à motiver les groupes d'opposition (qui ont gagné de l'élan depuis Gorbatchev) à s'engager dans la confrontation au lieu du dialogue, alors, dans un futur proche, le

pouvoir de Gorbatchev sera remplacé par un pouvoir dogmatique. Un processus similaire a déjà eu lieu dans l'histoire : Krouchtchev a suivi Staline, et après Krouchtchev est venu le règne néo-dogmatique de Brejnev. L'Occident devrait faire tout son possible pour éviter que l'histoire ne se répète. L'Alliance occidentale, en particulier, doit reconnaître que jouer avec le feu du nationalisme en Europe de l'Est serait une erreur fatale. Tout ce qui soutient l'émancipation à long terme des Etats de l'Est vis-à-vis de l'URSS, doit éviter des mouvements de politique étrangère erratiques et soudains. Ceci montre combien la politique européenne est devenue paradoxale depuis Yalta; reste à voir comment l'Occident «libre» va se comporter face à ce paradoxe.

6. L'identité européenne, c'est la préservation des modes européens d'expression, c'est-à-dire la préservation de la culture diversifiée européenne. Ceci signifie, cependant, que nous ne devons pas considérer les processus culturels seulement en tant que processus économiques. En RFA, le maintien des prix des livres d'occasion a assuré la survie de différents types de librairies; mêmes les petites villes ont une librairie où les clients peuvent commander presque n'importe quel livre. Dans d'autres pays, ce réseau de librairies a été détruit depuis longtemps. Nous, les Allemands, ne voulons pas accepter ce type de processus de destruction sur le marché intérieur. Les pays d'Europe ont aussi besoin de leurs propres systèmes de promotion du cinéma. Nous devons nous demander comment nous allons faire pour que la culture de masse uniformisante qui existe actuellement au niveau mondial -ces produits omniprésents de NBC- ne domine pas les média et les communications de nos sociétés européennes. Pour atteindre ce but, nous avons besoin, d'une part, de la création d'une politique culturelle européenne souveraine, incluant une puissante industrie cinématographique, des stations émettrices européennes de premier rang, des écoles d'acteurs, des centres d'échanges interculturels, etc... Mais nous avons aussi besoin d'une structure médiatique qui puisse faciliter l'épanouissement de la diversité européenne et l'expression de la nature multiculturelle européenne. Si ceci est possible sans protectionisme médiatique européen, tant mieux. Mais mieux vaut ce protectionisme, que la perte de la multiplicité européenne.

7. Finalement, il doit y avoir une forme de dialogue entre les différentes élites européennes. Aux Etats-Unis, il est tout à fait naturel qu'un industriel devienne Secrétaire d'Etat et retourne plus tard dans l'industrie. Dans certains pays européens, la Grande-Bretagne par exemple, un philologue classique peut même finir directeur de banque. Cependant, dans la plupart des pays européens, la politique, l'économie, la science et la culture sont des subcultures complètement isolées. L'industrie veut

vendre des outils, des machines et des vidéos, et c'est tout. Les intellectuels, d'autre part, baissent la tête devant la croissance économique, ou haussent les épaules, impuissants -parfois méprisants- quand ils sont confrontés à la lutte pour la survie de diverses branches d'industrie. Dans le même temps, beaucoup de scientifiques restent confinés dans leur tour d'ivoire; ils se fixent sur la recherche de base, ignorent les politiciens, et restent seuls, tellement plongés dans la lutte avec leurs concurrents qu'ils en oublient parfois les raisons initiales de leur lutte. Personne ne tient sérieusement à restaurer les élites aristocratiques d'hier. Nous avons plutôt bien besoin, si l'Europe doit survivre, d'élites capables de hautes performances et disposées à prendre part au dialogue.

III. conclusion

L'Europe a atteint une étape critique de son voyage. J'estimerai que nous disposons de cinq ans à dix ans. Nous ne pouvons pas choisir de nous concentrer soit sur l'Est, soit sur l'Ouest; nous devons continuer à examiner et à influencer les deux processus. De même, nous ne pouvons pas discuter soit des questions économiques, soit de culture; nous devons comprendre qu'elles sont liées. Mon objectif utopique serait donc une Europe occidentale caractérisée par la démocratie sociale qui a réussi à gagner son indépendance par ses propres mérites. Pas une troisième superpuissance, mais qu'elle soit capable de se défendre. Sans prétentions impérialistes, mais avec une certaine attraction pour nos frères et soeurs d'Europe de l'Est. L'Europe a une dernière chance de se prendre en charge. Ne la ratons pas.

meyer, pourquoi meyer?

Il y a peu, une exposition au Musée d'Art moderne de Bruxelles rassemblait un certain nombre de travaux des élèves et professeurs du Bauhaus, école d'art allemande de l'entre-deux-guerres dont l'activité se développa de 1919 à 1933.

Déformée par ses laudateurs ou caricaturée par ses critiques, cette école fut dirigée de 1928 à 1930 par un homme qui se réclamait du marxisme et fut limogé en conséquence.

Cet architecte suisse, Hannes Meyer, avait auparavant noué des liens avec notre pays. A Gand, plus précisément, en 1924, à l'occasion du Congrès des sociétés coopératives. Et dans l'enthousiasme de sa découverte, il consacra (à Bâle) en 1925 une exposition à notre avant-garde artistique ainsi qu'un long article dont nous avons jugé intéressant de donner ici la première traduction française, sans qu'il nous soit malheureusement possible d'en reproduire toute l'illustration.

Chassé du Bauhaus, Meyer part en URSS et ensuite au Mexique. Partout, il a laissé les traces d'une activité et d'une pensée originales et d'un engagement social cohérent.

C'est pourquoi nous publions et commentons aussi ses thèses sur l'architecture marxiste.

Le centenaire de sa naissance nous a paru l'occasion propice de mieux le présenter aux lecteurs des *Cahiers Marxistes*.

On ne perdra pas de vue, en particulier, que la période où, avec Hannes Meyer l'enseignement de l'architecture (et aussi de l'urbanisme) entre formellement au Bauhaus, est aussi celle de la fondation des Congrès internationaux d'architecture moderne (CIAM), fondation nettement marquée par la conjonction d'un engagement social et d'un projet technique et esthétique.

Nos lecteurs retrouveront ici Jacques ARON, dont on peut relire avec profit l'article sur le Bauhaus (*CM*: n°159 - avril 1988).

Ils pourront voir aussi prochainement que, conformément aux principes -le sujet déteignant sans doute sur l'auteur- notre collaborateur architecte et théoricien est aussi peintre et dessinateur. A «l'angle aigu», 96, avenue Louise, à Bruxelles, du 1er au 20 juin 1989.

architecture et politique: contribution au 100e anniversaire de la naissance de hannes meyer

jacques aron

La célébration des anniversaires est un rituel auquel je ne sacrifierais pas, si l'action du jubilaire n'était encore si mal connue aujourd'hui et si les questions auxquelles il avait tenté de répondre n'étaient demeurées si actuelles.

L'architecte suisse Hannes Meyer n'est pas une figure majeure de l'architecture contemporaine. Son oeuvre, bien qu'estimable, est peu étoffée et s'est accomplie dans des circonstances tellement diverses qu'elle présente apparemment peu de continuité. De telle façon que le centenaire de sa naissance ne suscitera que des réactions tout aussi dispersées, dans son pays d'origine, dans les différents pays où il a travaillé quelques mois ou quelques années, en Allemagne, en Belgique, en URSS ou au Mexique. L'hommage le plus important lui sera sans doute rendu en RDA, à Dessau, cette ville où il fut, pendant deux ans, l'éphémère directeur du Bauhaus. L'engagement politique de Meyer nous intéressera au premier chef, non seulement parce qu'il lui a valu d'être longtemps banni des histoires officielles de l'architecture contemporaine mais surtout par les problèmes qu'il soulève de la liaison des arts et de l'architecture avec la politique, prise dans son sens le plus large: la définition des objectifs que s'assigne une société. Meyer n'a cessé de réfléchir à ces problèmes et de consigner par écrit ses réflexions, pressé par le rythme, parfois forcené, des événements. Le temps de la maturation lui a souvent fait défaut pour tenter de surmonter ses propres contradictions. Il conviendra aussi de faire la part de la polémique dans ses propos dont le schématisme et la volonté pédagogique ne sont pas absents.

L'important chez Meyer, c'est l'orbite sur laquelle il a accompli la trajectoire internationale qui l'a contraint à des adaptations et à des révisions successives.

Nous commencerons donc par retracer les lignes essentielles d'une carrière ou plutôt d'une vie vouée à la conciliation de son apostolat social et de ses capacités ou connaissances professionnelles.

des cités patronales à la ville socialiste

Issu d'une famille d'architectes, Meyer reçut un apprentissage professionnel et artisanal qu'il lui fut donné d'élargir à l'occasion de voyages à l'étranger. Il suit à Berlin des cours d'urbanisme, se rend en Grande-Bretagne pour découvrir les cités-jardins qui servent, depuis la fin du XIXe siècle, de modèles à tous ceux qui rêvent d'améliorer la condition ouvrière.

De 1916 à 1918, il collabore à la conception de cités-jardins allemandes notamment pour la société Krupp.

L'association des coopératives suisses lui commande en 1919 un ensemble de 150 logements groupés autour d'une maison communautaire, ce qui lui permet de rompre avec la conception paternaliste de l'industriel de la Ruhr. La cité Freidorf, dans les faubourgs de Bâle, représente la première expérience du genre tentée par le mouvement coopératif helvétique; son bâtiment central est un véritable complexe culturel, éducatif et sportif. L'ensemble est équilibré en plan et en masses et présente une version simplifiée des principes classiques de composition auxquels Meyer a été formé.

Pendant l'exécution des travaux, Meyer continue de prêter attention aux expériences étrangères, voyage en Allemagne, en France et en Scandinavie. C'est encore le mouvement coopératif qui lui offre l'occasion de connaître la Belgique. Au congrès international des sociétés coopératives qui se tient à Gand en 1924, Meyer déploie dans la section suisse ses talents multiples d'architecte, d'illustrateur et de scénographe. La salle du pavillon présente au public varié du congrès un spectacle muet dans lequel acteurs et marionnettes géantes illustrent les vertus de la coopération; Meyer a collaboré avec monsieur et madame Bard à sa réalisation.

Séduit par la vitalité des mouvements artistiques du pays, il demeure six mois en Belgique, nouant des relations dans les milieux les plus divers. En 1925, il consacrera à l'art moderne belge une exposition au Kunsthalle de Bâle ainsi qu'un long article, remarquablement documenté et illustré, dans la revue suisse de langue allemande, *Das Werk*. La relation rédigée par Meyer n'est pas banale; elle témoigne d'une curio-

sité qui déborde largement le seul intérêt professionnel. Nous la publions ci-après(1).

Dans un numéro spécial d'une autre revue suisse, *ABC*, Meyer exalte la peinture et la sculpture constructivistes, tandis que *Das Werk* publie un nouveau texte de sa main, un manifeste lyrique de la technique moderne: «Le nouveau monde».

La même année -1926- débute une fructueuse collaboration avec Hans Wittwer, de cinq ans son cadet. Leur premier projet commun, une école pour la ville de Bâle (non réalisée), illustre à merveille les théories de Meyer. La surface des cours de récréation est multipliée par d'audacieuses terrasses en porte-à-faux soutenues par des tirants à la toiture du bâtiment des classes. La réputation de la nouvelle équipe d'architectes sera bientôt confirmée par la troisième place obtenue dans le concours international le plus prestigieux et le plus controversé des années vingt, en vue de l'érection à Genève du siège permanent de la Société des Nations. Trois cent septante-sept projets avaient été soumis au jury. Tandis qu'il travaillait encore à l'élaboration de sa participation au concours, Meyer avait fait acte de candidature pour prendre en charge la section d'architecture du Bauhaus, l'école allemande fondée et dirigée par Walter Gropius(2), dont la réputation s'étend rapidement depuis son transfert de Weimar à Dessau, mais où l'art de bâtir n'est pas encore enseigné. Les plans des nouveaux bâtiments de Dessau, comme les autres projets liés à l'enseignement, sont dressés dans le bureau privé de Gropius. En avril 1927, Meyer entre au Bauhaus.

Après un an d'activité dans le département d'architecture fraîchement créé, Meyer se voit proposer par Gropius la direction du Bauhaus. Fatigué par près de dix ans de combat quotidien pour la survie de l'école, désireux de se consacrer à ses propres travaux, le fondateur a décidé de s'éloigner, suivi par certains de ses enseignants. A peine nommé, Meyer se retrouve parmi les signataires de l'acte de fondation des Congrès internationaux d'architecture moderne (CIAM), rédigé à La Sarraz (Suisse) en 1928. A titre personnel, il vient de remporter le concours restreint organisé par l'Association générale des syndicats allemands (ADGB) pour la construction de son école dans la banlieue de Berlin. Son projet devance largement ceux de concurrents prestigieux: E. Mendelsohn, Max Taut, A. Klement, Max Berg et d'autres. La revue belge *La Cité* publie aussitôt les résultats du concours(3).

L'association compte alors 4,5 millions d'affiliés; son école peut accueillir 120 adultes pendant quatre semaines afin de parfaire leur formation syndicale.

Meyer associera les ateliers du Bauhaus à cette réalisation. Ses principaux efforts se concentrent sur la section d'architecture avec laquelle il poursuit le développement de la cité de Törten, faubourg de Dessau. Ses rapports avec les responsables d'autres sections sont parfois moins heureux. Il n'a ni l'autorité ni la diplomatie de Gropius. Sa volonté de combattre un engouement à la mode pour le «style Bauhaus», récupération commerciale des caractères formels de sa production, son désir de restreindre l'influence des artistes (des peintres abstraits en particulier) dans l'approche des problèmes architecturaux et d'engager plus profondément l'école dans la satisfaction des besoins populaires, irritent certains professeurs.

Meyer s'affirme comme marxiste à un moment où la crise économique avive les tensions sociales, où les critiques, nazies notamment, se font plus virulentes.

Sous les pressions diverses qu'il subit, le bourgmestre F. Hesse, principal artisan de l'installation du Bauhaus à Dessau, limoge Meyer pendant les congés de l'été 1930.

Nous examinerons ultérieurement les circonstances et les conséquences de cette mesure arbitraire à laquelle Meyer répond par une violente lettre ouverte. Une procédure de conciliation entre la municipalité et Meyer aboutit à laver ce dernier de tout reproche. Son remplacement demeure cependant acquis, dans l'intérêt -dira-t-on- du Bauhaus. L'école ne sera plus la même après son départ. Une direction autoritaire s'y est installée. La dimension sociale des questions artistiques ne sera plus prise en compte.

A l'automne 1930, Meyer, répondant à l'invitation qui lui avait été adressée, partit avec sept anciens étudiants du Bauhaus en Union soviétique. La crise économique détermina d'autres architectes à agir de même. Ernst May qui avait dirigé la construction de milliers de logements sociaux à Francfort rejoignit l'URSS avec dix-sept collaborateurs.

Pendant plus de cinq ans, Meyer participera à la planification de différentes villes soviétiques et aux débats passionnés sur la conception de la ville socialiste et de son architecture. A partir de 1932, à la fin du premier plan quinquennal, le parti communiste interviendra de façon de plus en plus dirigiste dans ces discussions.

Quelques années plus tard, avec le triomphe d'une architecture officielle dont il ne partageait pas les vues et avec le discrédit croissant

qui frappait les experts étrangers, dont certains furent arrêtés et déportés, Meyer quitta l'URSS et rejoignit son pays natal en juin 1936. Il emportait cependant le sentiment d'avoir participé à la transformation impressionnante d'un pays qu'il ne cessera de défendre.

Après quelques travaux en Suisse, Meyer prit, en 1939, le chemin du Mexique.

Lors d'un congrès international d'architectes à Mexico, au printemps 1938, il avait noué sur place des relations qui sont probablement à l'origine de l'invitation qui lui est faite d'enseigner dans le nouvel Institut d'urbanisme et de planification de l'Ecole polytechnique.

A ses activités d'enseignant, d'urbaniste et d'architecte, s'ajoute l'animation de l'atelier coopératif d'art graphique populaire. Avec des fortunes diverses, Meyer demeure au Mexique jusqu'à la fin de l'année 1949. Rentré en Suisse, il y meurt en 1954. A cette occasion, Victor Bourgeois lui rend hommage dans la presse belge, nous apportant ainsi la preuve que son passage dans le pays n'a pas été totalement oublié(4).

l'exclu du Bauhaus

Après la fermeture de l'école par les nazis en 1933, les propagandistes les plus actifs du Bauhaus se sont retrouvés aux Etats-Unis. L'inter-règne de Meyer, entre Gropius et Mies van der Rohe dont les carrières se poursuivent outre-Atlantique, tombe dans l'oubli. Après la guerre, éloigné de la scène européenne, retiré et malade ensuite, l'éphémère directeur ne prend aucune part aux tentatives de renaissance de l'école à l'Est ou à l'Ouest. Il a tourné la page.

1965: Claude Schnaidt, professeur à l'école d'ULM, continuatrice du Bauhaus en RFA, dissoute ultérieurement en raison de l'animosité qu'elle rencontre, publie la première monographie sur Meyer(5).

Depuis lors, une partie importante de ses écrits a été éditée(6). Les allusions à Meyer se sont multipliées dans les ouvrages de plus en plus abondants sur le Bauhaus, ses professeurs, ses étudiants, son entourage. Plus de cinquante ans après les faits, l'historien amateur que je suis a bien dû se rendre à l'évidence: l'engrenage qui conduisit au licenciement de Meyer est encore difficile à reconstituer et les responsabilités à établir. Une part des archives et des documents demeure inaccessible. La situation de l'école est déjà tendue au moment de son entrée en fonction, mais Meyer semble avoir bénéficié au départ du soutien du

corps enseignant. Il agit en continuateur de Gropius dont il partage certaines convictions: la nécessité de donner la priorité à la production de masse, d'obtenir des commandes pour l'école, une conception de l'architecture comme un processus organique dans lequel il importe de limiter les a priori esthétiques.

Des auteurs ont tenté d'attribuer à cette dernière attitude les frictions entre Meyer et certains professeurs dont Kandinsky. La thèse me paraît indéfendable.

Sans pouvoir entrer ici dans le détail d'un débat pourtant passionnant, il faut savoir que des divergences importantes opposent peintres et architectes au Bauhaus depuis sa fondation. Ces divergences tiennent à une contradiction fondamentale que l'école ne peut surmonter. Elle est fondée et dirigée par des architectes qui considèrent l'apport des artistes comme irremplaçable dans la création d'un style contemporain unifié de l'architecture, de ses prolongements et des objets d'usage quotidien, notamment issus de l'industrie. Les peintres sont nombreux et influents au Bauhaus, mais leur propre production ou leurs préoccupations passent au second plan. A l'origine de cette situation se trouvait la volonté de ne pas refaire du Bauhaus une académie de peinture, de rompre la hiérarchie qui éloignait les Beaux-Arts des arts appliqués, de rapprocher les artistes du peuple dans l'esprit romantique et utopique qui présida à l'ouverture de cet établissement profondément original.

Gropius connut des périodes de conflit avec J. Itten, Klee, Kandinsky, Schlemmer.

Ce dernier écrit au moment où Gropius quitte l'école: «Hannes Meyer, parfois controversé, conduira bien l'affaire, objectivement, froidement et avec intelligence. Avec Gropius disparaîtra un peu d'aristocratie, quelque élan, mais aussi un bon bout d'escroquerie et de phraséologie.»(7)

Il ne sera pas plus tendre, un an plus tard, à l'égard de Meyer qui le déçoit parce qu'il préfère des spectacles plus «sociopolitiques» que ceux que Schlemmer monte sur la scène du Bauhaus ou présente en-dehors de l'école. Meyer effectivement ne fait pas mystère de ses sentiments personnels ni de ses principes pédagogiques. Incontestablement, il a la volonté de réduire l'approche intuitive des problèmes et d'élargir la formation scientifique. Mais paradoxalement, tous les observateurs sont obligés de reconnaître que les peintres du Bauhaus, maîtres et élèves n'ont jamais bénéficié d'autant de publicité. Les expositions qui leur sont consacrées se succèdent.

Après que les peintres Muche, Klee, Kandinsky aient exposé leurs opinions dans la revue du Bauhaus, Meyer y publie en 1928 un texte qu'il intitule «Bâtir»:

«Toutes les choses de ce monde sont le produit de la formule: fonction x économie.

»Elles ne sont donc pas des oeuvres d'art. Tout art est composition et donc antifonctionnel. Toute vie est fonction et donc non artistique... Comment donc se développe un projet urbain? Ou le plan d'une habitation? Composition ou fonction? Art ou vie?

»Bâtir est un processus biologique; ce n'est pas un processus esthétique. Par les éléments qui la composent, la maison moderne n'est pas qu'une machine à habiter; c'est un organe biologique qui répond à nos besoins spirituels et corporels... (8).»

On a tenté a posteriori de faire de cet écrit, qu'il faut replacer dans son contexte, une déclaration de guerre aux artistes. Or Meyer n'y exprime à sa façon rien d'autre que ce que Gropius défend au même moment: «... la question du logement est devenue une affaire vitale (souligné par l'auteur) en regard de laquelle tous les débats esthétiques n'ont qu'une importance secondaire... Sous ce rapport, j'aimerais cerner la mission de l'architecte moderne. Contrairement au passé où il mettait l'accent sur l'esthétique décorative, l'architecte affirmera son pouvoir et son importance par sa capacité d'agir dans l'esprit technico-scientifique de son temps, c'est-à-dire de considérer la construction comme la résolution pratique de processus vitaux.»(9)

L'échange de correspondance entre Gropius et Meyer, qui précède l'engagement de ce dernier, est absolument clair à ce sujet: Meyer se méfie des sectes esthétiques et affirme: «La tendance fondamentale de mon enseignement sera totalement fonctionnelle-collectiviste-constructive, dans l'esprit de la revue ABC et de mon article: Le nouveau monde.»(10)

Dans le débat engagé bien avant sa venue sur les rapports de la vie, de l'art et de la technique, Meyer défend incontestablement un point de vue qui n'est pas partagé par des hommes comme Klee ou Kandinsky. Mais le débat est ouvert et Meyer n'utilise d'aucun moyen de répression à l'égard de ses contradicteurs. Mieux même - et certains lui en feront grief - il cède à une revendication ancienne de ces peintres, jamais rencontrée par Gropius: leur permettre l'ouverture d'ateliers «libres» où les élèves soient autorisés à peindre sous leur conduite sans autre finalité que le

plaisir qu'ils y prennent. Singulière concession pour un adversaire résolu de «l'art pour l'art.»

Répétons-le: si les positions sont tranchées, rien ne permet de voir dans les divergences sur le rôle de l'art et la place des artistes l'origine de la campagne qui préludera à l'éviction de Meyer. Kandinsky en sera incontestablement l'artisan, mais son ami et biographe attitré, W. Grohmann, fait encore l'éloge de Meyer peu avant son renvoi.

A l'opposé de Kandinsky, Klee refusera de s'associer à cette campagne, ce dont Meyer lui restera reconnaissant sa vie entière. Que dans le débat, Meyer ait été maladroit, ne peut expliquer le cours des événements dont il faudra chercher les causes ailleurs.

la politisation du Bauhaus

Dans sa lettre de protestation contre sa destitution, Meyer écrivait au bourgmestre Hesse:

«Ici est le noeud du conflit: vous vous pavanez avec votre institut de culture bolchevique et en même temps vous voudriez empêcher ceux qui s'y trouvent d'être marxistes...

»Monsieur le Bourgmestre! Vous voulez désormais extirper l'esprit du marxisme du Bauhaus que j'ai tellement contaminé. La morale, la décence, les bonnes moeurs, l'ordre pourront à nouveau faire leur entrée au bras des muses. Comme successeur, vous vous êtes laissé prescrire Mies van der Rohe... Mon collègue est bien digne de pitié; il détruira à la hache le travail que j'ai accompli au Bauhaus... L'infâme matérialisme sera combattu par les moyens les plus puissants; le souffle de la vie s'échappera ainsi de l'enveloppe immaculée et innocente du Bauhaus. Extirpez-le, le marxisme! C'est pour cela qu'ils ont été chercher Mies van der Rohe, l'auteur du monument à Karl Liebknecht et Rosa la rouge!»(11)

Meyer a-t-il effectivement été écarté de la direction pour des raisons essentiellement politiques? Il aura fallu attendre les années soixante pour que les aveux et les témoignages permettent de donner tout son poids à cette hypothèse.

Quand il eut connaissance de la biographie que Cl. Schnaidt allait consacrer à Meyer, Gropius écrivit: «... Je suis responsable de l'avoir laissé me succéder car je n'avais pas vu le masque sous lequel il

dissimulait son visage... Avant de proposer Meyer comme nouveau directeur, je m'entretins avec lui... et j'obtins l'assurance qu'il partageait mon point de vue selon lequel l'institut devait être maintenu en dehors des querelles de partis. Il était à cet égard tout à fait de mon avis. Quand il fut nommé, le masque tomba. Avec sa vision matérialiste du monde, qu'il nous avait dissimulée, il détruisit l'idée du Bauhaus, jeta l'école de Charybde en Scylla et se saborda lui-même.»(12)

Gropius s'exprime en termes moins voilés dans d'autres lettres de la même époque qui n'ont été rendues publiques qu'ultérieurement. «Non seulement moi, mais d'autres au Bauhaus, furent totalement surpris lorsque ses tendances communistes apparurent, après qu'il ait pris ses fonctions de directeur... C'est peu après cela qu'il devint patent qu'il voulait utiliser sa position au service de la politique communiste et ce fut en fin de compte la cause de son éviction.»(13)

Nous savons aujourd'hui que l'accusation de politiser le Bauhaus fut lancée par Kandinsky. Directeur-adjoint de l'école, Kandinsky a 23 ans de plus que Meyer. Les manifestations qui ont marqué son 60ème anniversaire en 1926 ont élargi sa réputation et son autorité.

Nina Kandinsky rapporte ceci dans ses mémoires: «Le Bauhaus sous la direction de Meyer fonctionna au début sans frictions. Cependant une nouvelle choquante frappa Kandinsky dans ce ciel sans nuage. Il revint un jour et me dit: une étudiante m'a prétendu aujourd'hui que Meyer était communiste et faisait au Bauhaus de la propagande communiste. Il semblait à la fois irrité et déçu car il avait placé en Meyer de grands espoirs.»(14)

Les idées de Meyer avaient évolué -aussi rapidement qu'elles l'avaient fait auparavant- et il ne cachait pas son intérêt pour le marxisme. Sa référence au marxisme constituait une profession de foi, une manifestation d'engagement social bien plus que l'assimilation des écrits de l'auteur du «Capital». Le directeur se défendait d'être affilié au parti communiste. Kandinsky cependant aurait souhaité le voir agir pour réprimer l'activité politique des étudiants parmi lesquels les communistes avaient accru leur influence. Les deux représentants étudiants au conseil des professeurs étaient communistes.

Par l'intermédiaire de L. Grote, conservateur des musées du Land, Kandinsky fit pression sur le bourgmestre, ainsi que ce dernier le rapportera dans ses mémoires. Il accusa Meyer de duperie et de duplicité.

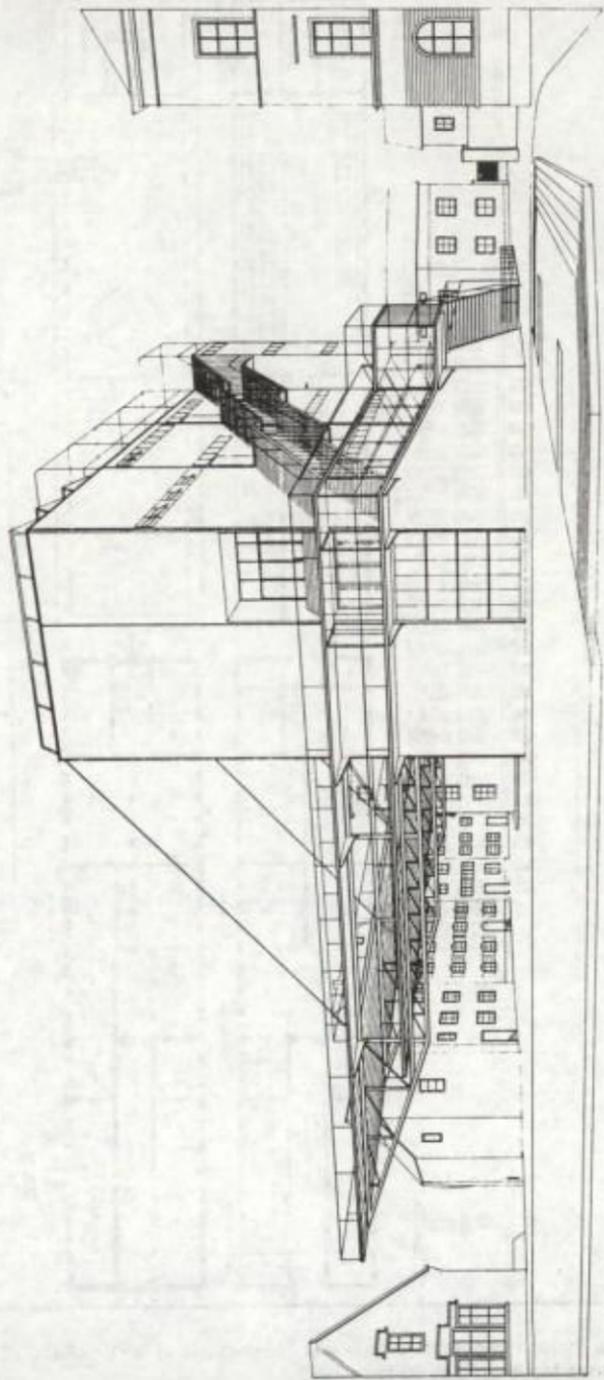
F. Hesse somma Meyer de dissoudre la cellule du Bauhaus, ce que Meyer négocia avec le parti communiste afin de réduire les attaques dont l'école était l'objet. Peine perdue. Sa démission lui fut notifiée avant même le résultat d'une enquête décidée par la municipalité pour juger de la situation effective dans l'école.

Gropius, oubliant délibérément que le Bauhaus avait été dès l'origine la cible des nationalistes et des réactionnaires, n'hésita pas à rendre Meyer responsable de la répression sévère par laquelle Mies espérait se concilier les faveurs de l'opposition. «Je suis certain que l'engagement politique de Meyer a accéléré la fermeture définitive du Bauhaus, qui avait acquis ainsi la réputation d'être de gauche et s'était exposé de ce fait aux attaques des nazis. Et ceci sans égard pour les efforts énergiques de Mies d'éloigner les éléments politisés du Bauhaus.»(15)

Effectivement, Mies fut énergique: il interdit les discussions politiques, le séjour à la cantine après la fin des repas, supprima les logements d'étudiants au Bauhaus, expulsa les récalcitrants et fit appel à la police. Quand le Bauhaus fut fermé définitivement en 1932 par les nazis devenus majoritaires à Dessau, les quatre élus communistes furent les seuls avec le bourgmestre Hesse à voter au conseil municipal contre cette mesure.

Toutefois, Mies ne désespérait pas de s'entendre avec les nouveaux détenteurs du pouvoir. Dans sa récente Encyclopédie du Bauhaus, L. Richard a publié pour la première fois la lettre qu'il adresse en juin 1933 au nouveau bourgmestre nazi de la ville: «Je dois rappeler qu'à mon entrée en service, j'ai fermé le Bauhaus, que j'ai établi de nouveaux statuts, lesquels interdisaient entre autres aux étudiants toute activité politique... En même temps... j'ai supprimé les ateliers où logeaient les étudiants et je les ai transformés en salles de cours... Toutes ces mesures ont influencé les étudiants de telle sorte qu'un travail tranquille et concret fut garanti. L'influence d'un très petit nombre d'entre eux qui dans leur conviction étaient communistes diminua notablement. Le nombre de ceux qui les suivaient s'amoindrit de manière continue et la direction des opérations passa peu à peu aux étudiants d'opinion nationaliste, qui trouvaient un appui de la part du corps enseignant. La tentative du parti communiste d'exercer une influence au cours de l'hiver 1931-32... fut repoussée par nous avec rigueur, et à Pâques 1932, nous avons exclu de la maison... les étudiants qui soutenaient cette tentative et se trouvaient soupçonnés d'avoir formé une cellule illégale. La transformation était si avancée à l'automne 1932 que la fermeture de la maison ne toucha plus, presque exclusivement, que des jeunes gens aux opinions nationalistes.»(16)

2. Projet pour l'école St Pierre à Bâle, 1926. En association avec Hans Wittwer (Source: Idem).





3. Hannes Meyer. Los Remedios, Mexique, dessin à la plume, 1945 (Source: H.M. Bauen und Gesellschaft. Verlag der Kunst, Dresden 1980).

Mies ne renonça à négocier la réouverture de l'école avec les nazis que devant les conditions posées, notamment le renvoi de certains professeurs dont Kandinsky! (en raison de son origine russe).

une architecture marxiste?

Sa destitution va précipiter Meyer dans une nouvelle phase de son existence, qu'il aborde avec l'exaltation et le caractère entier qui sont les siens. Nous sommes au creux de la crise économique mondiale. Avant son départ en URSS, en octobre 1930, Meyer rédige ce message que transmet à Moscou le correspondant de la Pravda: «Aux termes de nombreuses années de travail en régime capitaliste, je suis convaincu que travailler dans les conditions du capitalisme est insensé. Etant donné notre conception marxiste et révolutionnaire du monde, nous, les architectes révolutionnaires, sommes soumis aux contradictions insolubles de ce monde édifié sur un individualisme animal et sur l'exploitation de l'homme par l'homme. J'ai dit, et je dis à tous les architectes, à tous les ingénieurs, à tous les constructeurs: «Notre voie est et doit être celle du prolétariat révolutionnaire, du parti communiste, de ceux qui édifient et réalisent le socialisme.» Je pars pour l'URSS, pour travailler dans le cadre où se forge une véritable culture révolutionnaire, où se réalise le socialisme, là où existe cette société pour laquelle nous avons lutté ici dans les conditions du capitalisme.»(17)

Pendant les premières années de son séjour en Union soviétique, Meyer se partage entre l'enseignement et la conception architecturale et urbanistique. Son expérience du Bauhaus (rejet de l'approche esthétique des problèmes) et son radicalisme de prosélyte du marxisme le font adhérer à l'association V.O.P.R.A., l'Union des architectes prolétariens.

Anatole Kopp porte sur cette descendance du Proletcult un jugement peu amène: «... dans les années 28-30, le Proletcult... n'est plus qu'un mouvement figé, sectaire et borné, dont l'activité créatrice est nulle, mais grande l'habileté dans le maniement de la citation politique. Entre 1929 et 1932, la V.O.P.R.A. déploiera une activité fébrile en ce domaine. C'est elle qui transformera le contenu des débats sur l'architecture en des joutes oratoires où seule compte la référence trouvée au bon moment aux classiques du marxisme. Ce mouvement démagogue, tapageur et vide ne mériterait pas une ligne dans une étude consacrée à l'architecture moderne, car rien dans sa doctrine ne concerne l'architecture et pendant les trois années que durera son existence, rien de positif ne sera accompli par cette organisation.»(18)

La V.O.P.R.A. dirige ses polémiques avant tout contre les architectes constructivistes et fonctionnalistes qui se regroupent en 1931 dans l'association des Architectes de la construction du socialisme (S.A.S.S.). C'est dans ce contexte que Meyer s'essaya à définir l'architecture marxiste dans deux écrits qui ne furent pas publiés.(19)

S'il est parfaitement légitime que la philosophie marxiste propose une interprétation des manifestations architecturales, on sait aujourd'hui à quelles aberrations peuvent conduire les notions de science ou d'architecture marxistes. Les textes de Meyer portent irrémédiablement tous les stigmates du transfert dogmatique des formules politiques dans le domaine de l'architecture. Dans ses «thèses», Meyer fait de l'architecte un rouage impersonnel dans un processus d'organisation empreint de rigueur scientifique. «Il fuit le projet utopique, cette déviation gauchiste, et le formalisme moderniste ou classique, cette déviation de droite. Avec une objectivité scientifique, il se préoccupe continuellement d'insérer dans le processus de construction les derniers résultats de sa recherche.»(20)

On notera avec intérêt l'écart entre le jugement du préfacier des écrits de Meyer, publiée en RDA, K.J. Winkler, qui voit dans la V.O.P.R.A. «cette organisation d'architectes qui intervint de façon décisive en vue du développement du contenu socialiste de l'architecture soviétique»(21), et la conclusion de Kopp: «... la V.O.P.R.A. avant de disparaître aura contribué à rendre toute discussion architecturale sérieuse impossible, car il sera toujours plus facile pour condamner un projet d'en «mettre à nu l'essence» opportuniste, réactionnaire, féodale ou trotskyste que d'en faire un meilleur.»(22) La V.O.P.R.A. en effet disparaîtra, comme toutes les autres associations, lorsque le comité central du parti communiste aura décidé en avril 1932 de mettre fin à l'existence de groupements artistiques pour procéder à l'unification et au contrôle des différents milieux professionnels.

Meyer aura d'abord vécu en URSS de 1930 à 33 la confrontation d'idées et de projets la plus intense, internationale et pas encore dominée par le primat du réalisme socialiste.

C'est l'époque où douze architectes occidentaux éminents -Le Corbusier, Perret, Gropius, Mendelsohn, etc...- sont invités à introduire leurs projets en vue de l'édification du Palais des Soviets.

Leur rejet et le choix des propositions soviétiques les plus conventionnelles entraînent la protestation des membres des Congrès internationaux d'Architecture moderne (CIAM) qui écrivent à Staline: «Le

verdict du comité du palais des soviets est une insulte directe à l'esprit de la révolution russe et à la réalisation du plan quinquennal. Tournant le dos aux inspirations de la société moderne qui a trouvé sa première expression en Russie soviétique, ce verdict consacre l'architecture d'apparat des anciens régimes monarchiques. Le palais des soviets proposé (...) montrera l'asservissement des techniques modernes au service de la réaction spirituelle: le palais des soviets incarnera (...) les régimes anciens et manifestera le dédain total du gigantesque effort culturel des temps modernes. Dramatique trahison: le monde qui a les yeux fixés sur le développement de l'oeuvre soviétique en sera stupéfait.»(23)

Le Congrès des CIAM qui doit se tenir à Moscou est sans cesse différé au point que les organisateurs lui préféreront en fin de compte une croisière en Méditerranée d'où émanera le texte célèbre de la Charte d'Athènes. Dans ces débats, Meyer hésite. Il est profondément engagé dans les transformations du pays qu'impulse le parti communiste. Il comprend que l'on ne peut faire abstraction du poids des traditions, qu'un fossé sépare les goûts populaires des préoccupations de l'avant-garde. Mais il ne peut se rallier, comme le feront beaucoup de membres de la V.O.P.R.A. au réalisme socialiste mis en oeuvre dans ses formes officielles par les architectes traditionnalistes qui se sont toujours tenus soigneusement à l'écart des querelles politiques entre modernistes. Il est de plus en plus écarté des projets architecturaux, se replie sur la planification urbaine de villes de plus en plus éloignées de la capitale. Une organisation bureaucratique rend tout aussi utopique son idéal d'un développement organique de l'architecture, fruit d'une rencontre du peuple et de l'architecte, renvoyant dos à dos les a priori esthétiques modernistes ou antiquisants.

Comme étranger, il se sent ou se croit incapable de prendre part à la formation d'une architecture nationale qu'il considère comme politiquement nécessaire.

Après avoir quitté l'URSS, il racontera plaisamment, à l'une de ses correspondantes tchèques, sa dernière expérience à l'Académie d'architecture: «... on me confie (sur papier) le projet d'un grand sanatorium près de Sotchi et je commence mes schémas d'organisation. Sur un terrain voisin, le professeur Kouznetsov projette également un grand sanatorium de 200 lits. Son projet contient environ 1860 colonnes, soit environ 9 par lit. Que peut bien faire le malade de toute cette «richesse»? Et l'on voudrait que je fasse un travail valable dans un tel voisinage...»(24)

Un peu plus tard, revenu dans son élément, Meyer réalise en Suisse une maison d'enfants pour une fondation créée à l'initiative du promoteur des coopératives Bernhard Jäggi et de son épouse.

diversité du modernisme

Passé de la situation allemande à celle de l'Union soviétique, Meyer a été amené à relativiser très rapidement le refus radical de la tradition et l'ascétisme de l'avant-garde moderniste. Son attitude est très différente selon le public auquel il s'adresse.

Aux architectes soviétiques, il écrit: «Nous, architectes soviétiques, nous nous devons d'étudier convenablement la manière des classiques de toutes les époques (sans oublier l'expression architecturale des classes inférieures au même moment!); nous ne devons cependant pas les copier mais les retravailler. L'étude de l'architecture classique, de ses ordres et de ses possibilités expressives est pour nous, architectes, ce qu'est l'étude du contrepoint pour le musicien.»(25)

Aux collègues tchèques ou allemands, il se dépeint en ces termes: «Dégoutés par le mensonge et le vide des succédanés artistiques dans la pratique architecturale du capitalisme, nous avons, nous autres «architectes progressistes», posé comme axiome le caractère non artistique de l'architecture. Les meilleurs d'entre nous s'efforçaient «d'organiser le processus de la vie en société par l'architecture.» Ces efforts pour une architecture sociale étaient le fruit d'un rapport de force passagèrement modifié dans la lutte des classes de l'après-guerre. Pendant un certain temps, il avait semblé que le pouvoir penchait du côté des travailleurs. Dans le domaine de la construction, cela s'est manifesté par la réalisation de nombreux programmes émanant des syndicats et des coopératives. Nous, les architectes, «mettions le facteur social au premier plan de notre travail et prétendions faire de «l'architecture fonctionnelle», bien que cette architecture fût celle d'un appareil social dont les perturbations fonctionnelles étaient de plus en plus apparentes. Rien d'étonnant à ce que ces tentatives de réforme de l'architecture bourgeoise aient engendré, au mieux, un univers mécaniste!»(26)

Avec quelques années de recul, au moment d'aborder une fois encore un terrain nouveau, au Mexique, Meyer se sera fait de son rôle d'architecte une vision plus complète. Il met son auditoire en garde contre une modernité vide de sens social:

«C'est sous le couvert d'une prétendue modernité que l'on édifiera en béton armé l'école de quelque région forestière éloignée, alors que le bois et l'argile, matériaux locaux, auraient fourni une solution naturelle moins coûteuse. Tout cela, parce qu'une entreprise de construction distribue des dividendes élevés. (...)

»L'appel à la constitution d'une architecture internationale, à l'époque de l'indépendance nationale, de l'éveil des peuples coloniaux, de l'union de l'Amérique latine contre l'impérialisme, de la construction du socialisme en Union soviétique, à l'époque de l'expropriation des chemins de fer, des latifundia et des puits de pétrole au profit des travailleurs du Mexique, etc..., cet appel est le rêve de quelques esthètes snobs qui s'imaginent, hors de tout contexte social, un environnement unifié de verre, de béton et d'acier -à la satisfaction des trusts de ces secteurs. (...)

»Nous devons résoudre les problèmes d'architecture de façon dialectique (c'est-à-dire dans leur contexte sans cesse renouvelé) et nous devons leur donner des formes différenciées (c'est-à-dire en correspondance avec les fonctions nouvelles). (...)

»La participation du public est d'une importance fondamentale pour la formation de l'architecte. J'entends par là la critique collective active des couches progressistes, en particulier des travailleurs agricoles, manuels et intellectuels. Ici, à Mexico, je suis frappé par l'isolement du milieu architectural, coupé du peuple, alors que la peinture murale jouit d'une grande popularité.»(27)

Hannes Meyer, l'architecte engagé, théoricien autant que praticien, dans son effort constant pour surmonter les contradictions de son temps et de sa situation, annonce une problématique nouvelle qu'il aura contribué à faire naître.

notes

1. *Das Werk*, 1925, numéro 9. Vu l'intérêt que l'article de Meyer présente pour les lecteurs belges, nous en publions pour la première fois la traduction française. Celle-ci a été établie par J. Aron avec l'aimable collaboration de F.P. Van Boxelaer. Sauf indication contraire, toutes les citations de Meyer ont été traduites par J. Aron.
2. Sur les origines du Bauhaus, voir mon article dans les Cahiers marxistes n° 159, avril 1988, pp.38-53.
3. La critique est signée A. Behne. *La Cité*, 1928, volume VII n°6.
4. *Ruimte*, n° 2, 1955.
5. SCHNAIDT, C, *H. Meyer*. A. Niggli éditeur. Suisse 1965.
6. *H. Meyer, Bauen und Gesellschaft. Schriften, Briefe, Projekte*, Verlag der Kunst, Dresden. R.D.A. 1980.
7. Cité dans A. FLOCON, *Scénographies au Bauhaus*, Archimbaud 1987. De son vrai nom A. Menzel, l'auteur a étudié au Bauhaus de 1927 à 1931.
8. Extrait de *H. Meyer...* op.cit. (6)
9. «Bauen und wohnen», 1928, publié dans PROBST-SCHAEDLICH, *Walter Gropius, Ausgewählte Schriften*. Tome 3. Berlin 1987.
10. Lettre du 16/02/27, reprise dans *H. Meyer...* op.cit. (6)
11. Extrait de *H. Meyer...* op.cit. (6). (Voir aussi l'article cité en (2) pour l'historique et les illustrations).
12. Extrait de *H. Meyer*, op.cit. (5)
13. Lettre à R. Sherwood, 1963, citée dans R.R. ISAACS, W. Gropius, *Der Mensch und sein Werk*, Mann Verlag, Berlin 1984.
14. N. KANDINSKY, *Kandinsky und ich*, Knaur, München 1987.
15. Lettre à R. Sherwood... op.cit. (13)
16. L. RICHARD, *Encyclopédie du Bauhaus*, Somogy, Paris 1985. L'étude récente la plus complète en langue française.
17. Cité dans A. KOPP, *Ville et révolution*, Anthropos 1967. Réédité sans les illustrations en livre de poche, collection Point n°32 -Le Seuil 1976.
18. Ibidem. Il semble que Meyer ait adhéré au parti communiste allemand juste entre son renvoi du Bauhaus et son départ en URSS.
19. Il s'agit des textes suivants: «Sur l'architecture marxiste» et «Thèses sur l'architecture marxiste» qui datent de 1931. Ils sont reproduits dans les écrits, *H. Meyer...* op.cit. (6).
20. Extrait de la thèse n°13.
21. *H. Meyer...* op.cit. (6).
22. *Ville et révolution...* op.cit. (17).
23. *CIAM, Dokumente 1928-1939*, Birkhäuser, Bâle 1979.
24. Lettre à K. Bloch-Pjotrskawska du 18/8/1937, publiée dans *H. Meyer...* op.cit. (6).
25. «Comment je travaille», 1933 dans *H. Meyer...* op.cit. (6).
26. Réponses aux architectes du groupe tchécoslovaque Leva Fronta, 1932. Traduction Cl. Schnaidt.
27. «L'éducation de l'architecte», 1939, repris dans *H. Meyer...* op.cit. (6).

l'art jeune en belgique

hannes meyer

(traduction J. Aron)

publication originale: *Das Werk* n° 9-1925.

Le Suisse qui, après 4 heures de vol Sabena en direction du Nord-ouest, découvre la Belgique, ce pays qui offre des similitudes avec le sien, est étonné à la fois par la violence du conflit communautaire et par le niveau élevé de sa contribution à l'économie internationale et à la civilisation contemporaine.

Etat tampon secoué par de grands voisins, état intermédiaire, mélange de peuples métissés, puissance coloniale présente au sein de l'économie mondiale, la Belgique vit toujours se briser chez elle les assauts des peuples et du commerce. Elle fut une digue contre les débordement culturels et économiques. Elle fut le rempart de la guerre mondiale. Elle fut constamment le lieu de l'affrontement culturel des peuples romans et germaniques. La confrontation violente de deux races et l'irruption incessante d'éléments étrangers dans sa conscience et son économie obligent toutes les forces du pays à se tendre.

Elles engendrent -sous l'oeil étonné du public européen- les performances belges les plus connues: son réseau de chemin de fer, ses voyages en ballon libre, son raisin de table, son mouvement syndical, ses cultures florales, ses six-jours, ses eaux minérales; le front de l'Yser en 1914-18, Ostende, cité balnéaire, la Bourse de Bruxelles, le Congo, le port d'Anvers.

Etre riche, tout est là. La Belgique est riche. Riche en charbon, riche en églises, riche en canaux, riche en colonies, riche en arts. Riche aussi de contrastes, de passions. Traversée par le bruit des querelles linguistiques sur un front dont le tracé s'établit difficilement et parfois (comme à Gand), abandonne la notion géographique de lieu pour se situer par rapport aux clivages sociaux. Dominants contre dominés. Paysans, petits-bourgeois, ouvriers, flamands de coeur contre -de temps en temps seulement- la bourgeoisie francisée. Flamingant contre Fransquillon. Ainsi, le concept artificiel d'art belge s'est littéralement décomposé en art «flamand» et «wallon».

L'observateur ne peut que reconnaître l'apport inégal des deux parties du pays à l'effort artistique. Pris par son labeur dans les charbonnages et les usines, le Wallon n'a presque pas le loisir de s'adonner à l'art. A moins de considérer ses produits finis de qualité, résultat d'une pensée précise et d'une organisation disciplinée comme une contribution inconsciente à l'art abstrait. Il en va autrement du Flamand. Il est plein d'inspiration, de joie de vivre et d'imagination. Sensible, sensuel et rêveur (voyez donc Georges Eekhoud, «Kermesses» et Pierre Hamp, «Le lin!»), il exprime la vie avec une belle impudicité biblique, loin de la sirène d'usine et de la bride du législateur. Au jeu de boules ou au tir à l'arc. A la pêche le long de la Lys ou en mer du Nord. Au hâlage des chalands ou aux flonflons des kermesses. Dans la danse, au café, à l'église, au ciné.

Bien que majoritaire, il se tient sur la défensive et envoie les forces vives de sa nation en première ligne: dans les manifestations artistiques et spirituelles. Ainsi est la Flandre, maintenant comme autrefois, fertile et féconde.

Et pourtant cette espèce de vivisection relève d'une subtilité indigne de l'homme contemporain. La véritable qualité de l'art belge ne se trouve-t-elle pas dans toute production qui, débarassée de l'étiquette «flamande» ou «wallonne», sans réminiscence de folklore ou d'histoire de l'art, peut traverser les frontières comme témoignage de cet Esprit nouveau de la jeune Europe?

Anvers et Bruxelles témoignent de leur adhésion à une conception transnationale de l'art. L'avant-guerre nous montrait une Belgique plongée elle aussi dans un climat de déclin de l'Occident. Trois trios y dominaient: Rodenbach, Maeterlinck, Verhaeren, en poésie; Meunier, Laermans, Ensor, en peinture; Hankar, Horta, Van de Velde, en architecture. Leur production artistique ne peut plus se mesurer aujourd'hui avec le même étalon. Et pourtant, combien ces précurseurs sont-ils encore proches de nous: Verhaeren par son dynamisme, Ensor par son nihilisme, Van de Velde par son esthétique. Il n'est pas étonnant que les autres artistes de cette époque, «vers 1900», l'oeil tourné vers le passé, consacraient leurs efforts à le répéter en répétitions répétées.

Le sentiment artistique du bourgeois restait en effet prisonnier des oeuvres d'un passé glorieux et le retable de l'Agneau mystique était un inépuisable réservoir pour l'histoire de l'art. La peinture la plus progressiste fit un pacte avec le socialisme, et la presse ouvrière fit connaître aux camarades l'oeuvre de Léon Frédéric, Eugène Laermans, Constantin Meunier. La poussée syndicale entraîna à côté du travailleur l'artiste

créateur. Celui-ci adhéra à un cercle ou fonda un groupe. «Les XX», à Bruxelles en 1884; «Als ik kan», à Anvers. Un cercle d'amis, de jeunes Flamands, désirait retourner à ses sources. Il s'établit en communauté libre dans le village de Laethem St Martin, près de Gand. Le sculpteur Georges Minne, le peintre Valerius de Saedeleer, G. van de Woestyne, Albert Servaes, Binus van den Abeele, Jules de Praetere et le poète Herman Teirlinck. Ainsi prit corps ce que l'on a coutume d'appeler «l'école mystique» de Laethem.

Ce village compte aujourd'hui déjà trois générations d'artistes. Si l'on accepte de rassembler sous le vocable «Art jeune» tous les «ismes» qui succèdent à la période impressionniste, il faut considérer Ensor (né en 1860) comme le père de la «jeune peinture belge». A vingt ans, doué comme pas un, il peignit en 1888 -les expressionnistes étaient encore des gamins- cette toile gesticulante: «L'entrée du Christ à Bruxelles.» L'acte de naissance de l'expressionnisme, 4m. x 2,50 m., jamais exposé. Environ 2.000 personnages. Tous, peints en couleurs locales, avec une déformation et un emportement inouï dans la couleur et le dessin.

Dynamique, comme un poème de Verhaeren, mêlant autopersécution, moquerie, cruauté, nombrilisme et intérêt général, caractère flamand et citoyenneté du monde.

Les porteurs du renouveau de l'architecture et des arts appliqués, Henry van de Velde et Jules de Praetere s'enfuirent à l'étranger. Le premier abandonnait sa villa d'Uccle -jusqu'à ce jour seule trace de son art dans sa patrie; le second les ouvrages imprimés sur sa presse à main à Laethem.

Le premier trouva chez Bing à Paris, dans le cercle Folkwang à Hagen, à Weimar, la compréhension et l'occasion de concrétiser la science de la beauté qu'il avait formulée. Le second vint à Krefeld et en Suisse, régénérer l'enseignement des métiers d'art: réformateur des écoles d'art industriel à Zurich et à Bâle, organisateur de la première foire-exposition suisse. (Van de Velde travaille aujourd'hui à La Haye. J. de Praetere vit à Bruxelles. Aucun d'eux n'a reçu de commande en 1925 à l'Exposition des Arts Décoratifs de Paris où Horta obtient, 25 ans trop tard, le Pavillon belge).

L'Académie a pesé sur les études architecturales en Belgique. Sa référence: le Palais de Justice de Bruxelles. Les formes architecturales sont empruntées. A Paris ou aux anciens de toutes époques. Des architectes éclairés comme Horta et Hankar admiraient Berlage. L'absence d'immeubles-casernes empêche -quelle chance!- les plus affreux

avortons de ce bric-à-brac de formes. La forme principale de l'habitat en ville et hors des villes reste encore et toujours la maison individuelle. C'est dans ce nid douillet qu'un étranger vint déposer un oeuf de coucou: Josef Hoffmann, le Viennois, construisit en 1907 l'Hôtel Stoclet dans un faubourg bruxellois. Sept ans plus tard apparut sur le sol allemand le premier chef-d'oeuvre d'un belge moderne: le théâtre de l'Exposition du Werkbund -Cologne, 1914- de Henry van de Velde.

Vint la guerre. 1915. 1916. 1917. 1918. Patrie et idées sont envahies. La période d'après-guerre s'ouvre avec le retrait de l'ennemi. Avec les réparations allemandes et la reconstruction. Standardisation, aviation, cinéma, art abstrait. Henri Ford, Handley-Page, Charlie Chaplin, Fernand Léger. Bolchevisme, dadaïsme, surréalisme, zénithisme, super-idéalisme. La nouvelle internationale envahit la Jeune Belgique. La géographie de cette terre nouvelle est marquée comme un paysage lunaire. Les anciens cratères disparaissent. De nouveaux impacts se dessinent. En leur centre une revue.

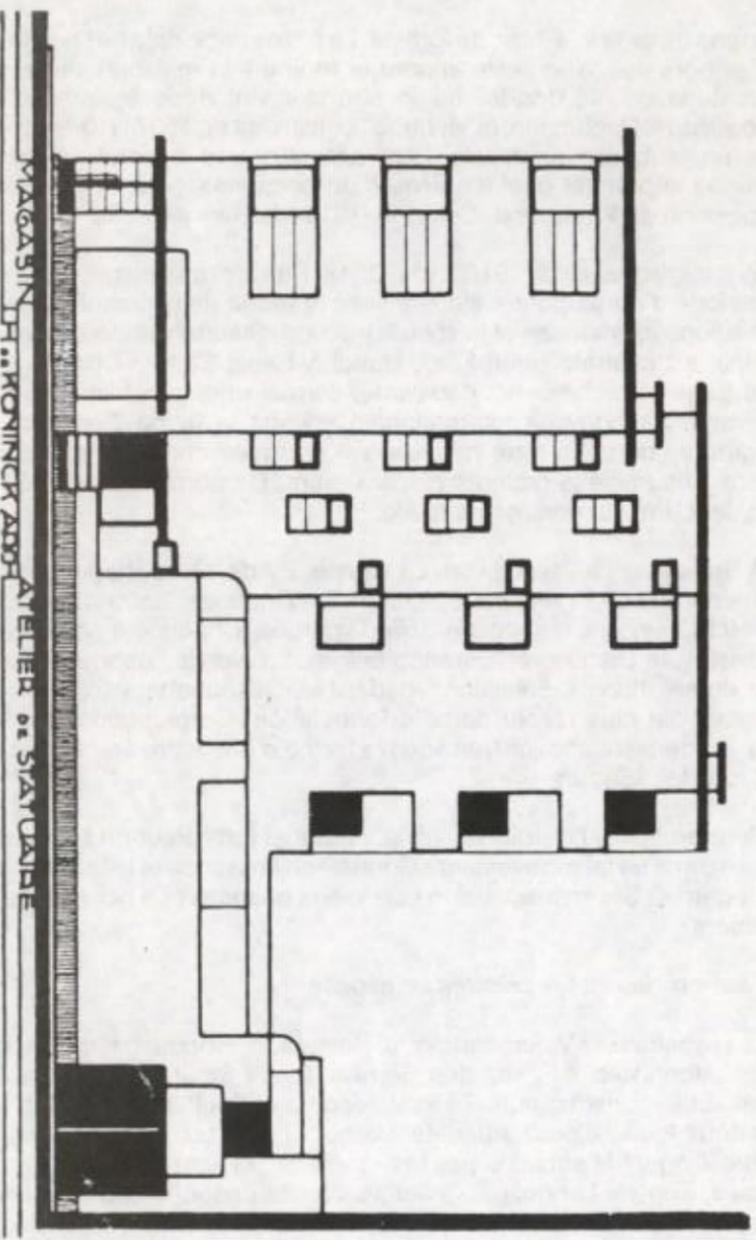
A Bruxelles: Le Disque vert, La Nervie, 7 Arts, Oesophage, La Cité, Correspondance. A Anvers: Sélection, De Driehoek, Bouwkunde ainsi que Het Overzicht et Lumière déjà disparues. Chacune a sa couleur: «activiste», le Disque vert; «franco-belge», La Nervie; «moderniste», 7 Arts; «international», Sélection; «dadaïste», Oesophage; «abstrait», De Driehoek. Le plus résolu dans la formulation: Correspondance: une pilule moderniste administrée sous la forme d'une lettre épicée paraissant tous les 15 jours.

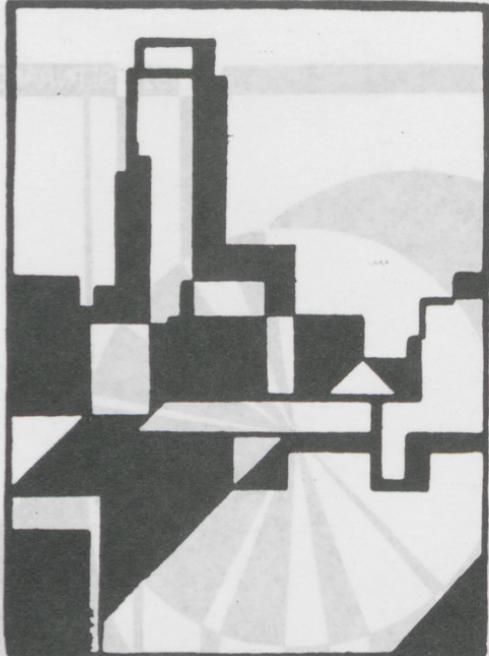
Peut-on écrire l'histoire, là où la vie bat si fort? Peut-on tracer des cercles dans un tel mouvement? Connaît-on l'essence et le but de cette avant-garde? Ses meneurs, son esprit, ses nuances? Le pourquoi et le comment?

Peut-on classer les peintres en espèces?

Les «abstraits»? V. Servranckx, J. Peeters, P. Flouquet, K. Maes. Les «expressionnistes»? F. van den Berghe, G. de Smet, C. Permeke, H. Malfait. Les «constructeurs»? Floris Jaspers et Paul Jostens. Séparons-nous les Wallons? Auguste Mambour, Marcel Caron. L'artisan: Edgard Tytgat? N'oublions pas les «anciens»: G. van de Woestyne, A. Servaes, Eugène Laermans, l'aveugle, James Ensor, le capricieux. Où classer les autres? F. Schirren, R. van Gindertael, Ramah, J. Cockx, J. Brusselmans? Et puis, quelles influences? «Le Fauconnier et l'expressionnisme belge» ou «le breughelianisme des jeunes peintres flamands»? Rendrons-nous hommage aux talents précoces? Le génial Rik

1. L.H. De Koninck. Projet d'immeuble polyvalent, 1925.





2



3

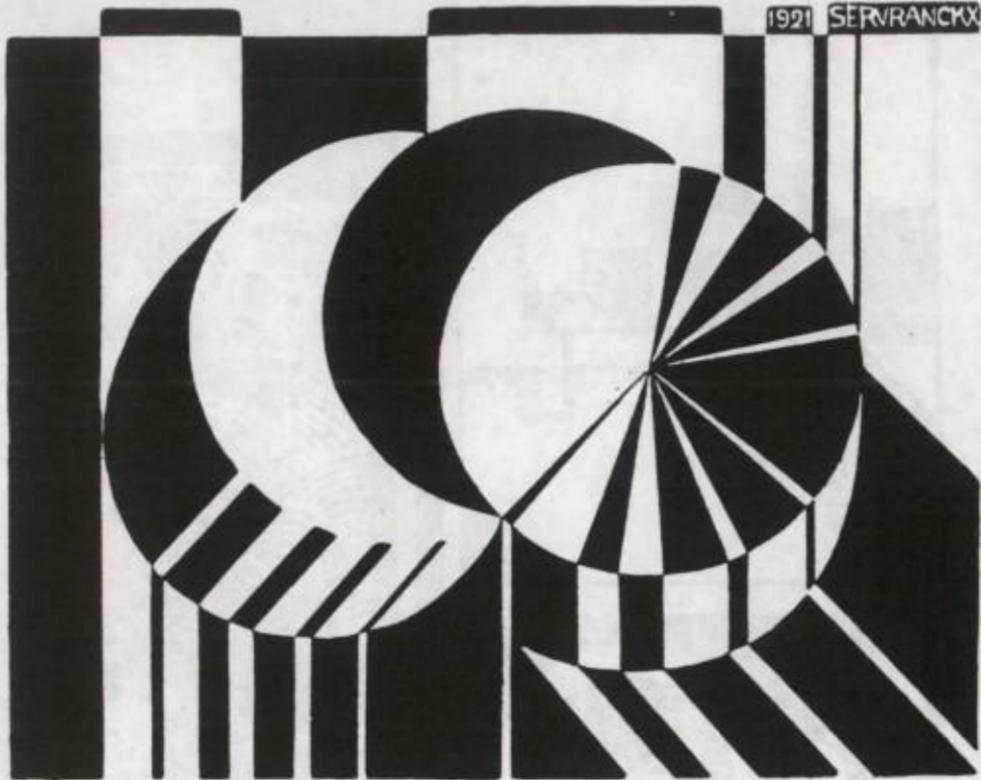


4

2. Jos. Leonard - Lino gravé, 1925.

3. Marc Eemans - Lino gravé, 1925.

4. Karel Maes - Lino gravé, 1925.



5. Victor Servranckx - Lino gravé, 1925.

Wouters, le futuriste Jules Schmalzigaug. Aux maîtres de la gravure sur bois? Jan Cantré et Joris Minne, et les exilés, Frans Masereel à Paris, Josef Cantré à Blaricum.

Comptérons-nous les six sculpteurs? O. Jespers, E. Wynants, G. van Tongerloo, J. Vermeire, H. Puvrez, J. Cantré. Irons-nous en pèlerinage dans l'entourage frissonnant de George Minne à Laethem?

Représenterons-nous Bruxelles comme plaque tournante du marché de l'art moderne? Ses galeries: Giroux, du Centaure, Manteau, Maldoror. Leur directeur, P. Fierens-Gevaert, plaisante sur l'attitude des galeries officielles à l'égard de l'art jeune.

Rendrons-nous visite au «salon annuel de l'art contemporain» à Anvers? Tenterons-nous de classer l'architecture de H. Hoste, L. van der Swaelmen, V. Bourgeois, A. Pompe, J. Hoeben, P. Rubbers, St. Jasinsky, A. Francken, P. Smekens et de nous prononcer en outre sur l'influence respective des Ecoles d'Amsterdam et de Rotterdam? Nous arrêterons-nous à la «Société belge des Urbanistes et Architectes modernistes»? ou à la coopérative d'éditions modernes «L'Equerre»?

Signalerons-nous l'intérêt général pour le cinéma et les cinéastes? Pour Griffith, Wiene, Epstein, L'Herbier? Ceci vaut aussi pour les concerts «Pro Arte» et la musique atonale de K. Albert, A.L. Baeyens, E.L.T. Mesens, F. Quinet, A. Souris. Ferons-nous la critique des critiques, écrivains et poètes? A. De Ridder, R. Avermaete, F. Hellens, F. Berke-laers, P. Bourgeois, P.G. van Hecke, G. Marlier, L. Chenoy, M. Casteels, P. Neuhuys, C. Goemans...? Lirons-nous Félix Timmermans ou Cyriel Buysse? Suivrons-nous les conférences de «La Lanterne sourde», ou les pièces du «Théâtre du Marais», du «Théâtre flamand», du «Théâtre du Groupe Libre»? Etudierons-nous l'évolution de la scénographie dans les pièces d'Herman Teirlinck: «Ik dien», «De verdraagde film», «De man zonder lijf»? Notre louange ne touche-t-elle pas aussi le chef-d'oeuvre international de F. Crommelynck, d'origine belge: «Le Cocu magnifique»?

Non! Non! Non! Refusons d'être des fossoyeurs et renonçons à écrire l'histoire de notre vie. Nous indiquons seulement par l'image et le commentaire, sans jugement de valeur ou de goût, un aperçu de la culture vivante en Belgique. C'est dans cet esprit que nous renseignons ce qui se fait en matière de cités-jardins, monuments et logements sociaux, meubles de série, vélomoteurs, vêtements, concerts, tapis, livres pour enfants, autos, décors de théâtre ou linogravure, peinture, sculpture, art abstrait.

C'est dans les faubourgs de Bruxelles que se trouvent les nouvelles cités-jardins «Le Logis» (800 maisons) et «Floréal» (600 maisons) à Boitsfort, «les Pins noirs» à Woluwé Saint-Pierre (400 maisons), «Kappelveld» à Woluwé Saint-Lambert (600 maisons) et «La Cité moderne» (339 maisons). Cette dernière est une coopérative de locataires et son aménagement le résultat de la collaboration de Victor Bourgeois et de l'architecte-paysagiste L. van der Swaelmen. Un produit typique d'une manière d'habiter typiquement belge. Cependant le plan terrier surprend et l'on devine les difficultés résultant des rues existantes, de la configuration du terrain, des souhaits de l'habitant.

Les bâtiments élevés expriment pleinement la volonté d'un maître d'oeuvre dépassant les limites nationales. Chaque maison est un cube de béton. Clairement exprimé par l'usage du toit plat, des plaques de recouvrement, des entablements en saillie. Pas de jardins le long des rues. Espaces libres agrémentés du jeu coquet et contrasté des conifères en groupes. Et sur la «Place des Coopérateurs» deux blocs en dents de scie, qui démontrent avec audace la recherche des nouveaux lotissements. Ils assurent un ensoleillement correct des pièces de séjour malgré l'orientation défavorable de la voirie et permettent à l'habitant de participer pleinement à l'animation de la rue. «La Cité moderne», par l'ordonnance mesurée des maisons et cheminées cubiques, des pleins et des vides, forme ainsi l'habitat ordonné d'une communauté et démontre la richesse de l'apport du Belge V. Bourgeois à cet art de bâtir qui ne connaît pas de frontières.

A Anvers, le jeune Alphons Francken, avec une grande maîtrise, cultive le logement de masse. Trois blocs, «Cyclope», «Vulcain», «Titan», 9 étages, 48 logements, 1300 portes, escalier principal de 110 cm de large avec marches 20/20 cm (attention au règlement de la bâtisse!). Un bâtiment digne d'un chantier naval. Bien que la façade à rue indique encore par ses pignons l'influence du maître de l'ouvrage et de l'habitant, l'intérieur a l'objectivité d'une cabine de bateau. Les façades sur cour sont traitées dans l'esprit du paquebot, ne montrent que la machine à habiter, cages d'ascenseur, murs coupe-feu, terrasses de cuisine et escaliers de secours.

Parmi les principales productions de guerre figure le monument aux morts. On peut en admettre l'intention, rarement la concrétisation. Le meilleur exemple belge se trouve hors des frontières du pays, en Hollande. Le monument d'Amersfoort. Conçu par le Flamand Huib Hoste avec la collaboration du sculpteur hollandais Hildo Krop et du Suisse François Gos, construit en 1917 par des prisonniers belges sur une colline près d'Amersfoort dans la Province d'Utrecht. Pilastres, murs

de refends, loggias, escalier, salle d'honneur, ce monument respecte les règles du genre... et pourtant ce n'est pas une réussite. Le constructeur y a mis trop de réflexions et l'on sent la peine que le Flamand s'est donnée pour quitter le type national au profit de l'international.

A moins que pour les meilleurs, le monument ne soit plus aujourd'hui qu'un geste vide. Combien plus émouvant -ce n'est pas par hasard- est le Tombeau du Soldat Inconnu, rue Royale à Bruxelles, devant lequel chaque passant se découvre. Où le monument n'est qu'un lieu commun à la mémoire d'un homme du commun.

La véritable maîtrise d'Huib Hoste se remarque davantage dans sa cité de Selzaete en Flandre occidentale. Ici se devine partout la joie de créer un bâtiment utile. L'expression extérieure traduit fidèlement l'intérieure, avec son toit plat, ses retraits et ses saillies, loggias et auvents. L'ensemble est une manifestation contemporaine dans la zone sinistrée par la guerre, alors qu'aujourd'hui, à l'instigation d'une industrie du bâtiment ingénieuse mais sans imagination, toutes les formes du passé sont mises à profit dans la reconstruction.

thèses sur l'architecture marxiste

hannes meyer

(Traduction J. Aron
publication originale dans *Hannes Meyer,
Bauen und Gesellschaft, Schriften, Briefe, Projekte,*
Verlag der Kunst, Dresden 1980).

1. L'architecture n'est plus l'art de bâtir.
Bâtir est devenu une science.
L'architecture est la science du bâtir.
2. Bâtir n'est pas affaire de sentiment mais de savoir.
Bâtir, dès lors, n'est pas l'acte de composer selon le sentiment.
Bâtir est l'acte d'organiser de façon réfléchie.
3. L'architecte est l'organisateur des sciences du bâtir.
L'architecte n'est, à proprement parler, pas un homme de science.
4. Bâtir étant un processus d'organisation, c'est la construction de l'économie socialiste planifiée, selon la méthode scientifique, qui fournit la seule possibilité du plus haut déploiement de l'architecture organisée.
5. L'application de normes, types, standards constitue l'ABC de l'architecture de l'économie socialiste planifiée. Nous normalisons les besoins des masses en espaces et équipements. Nous organisons ces éléments-types en organes standardisés du bâtiment adaptés au mode de vie socialiste.
6. La diminution croissante du nombre des éléments standardisés (équipements, éléments de construction, espaces) est un indicateur de la socialisation croissante de la vie des masses, la concrétisation de l'économie socialiste planifiée dans le secteur de la construction.
7. Le produit final de la pratique socialiste n'est pas le bâtiment isolé, mais le bâtiment comme articulation du centre de production ou de reproduction de la ville socialiste (sozgorod), ou de la campagne. Ces centres de travail ou de délasserement sont le seul but final de l'architecture socialiste.

8. Le système constructif de la ville socialiste est souple et non rigide. Au plus souple est le système de construction pour l'industrie, le logement, l'éducation et le délassement, au plus grande est son utilité dans le processus progressif de socialisation de l'existence des masses.

9. Le rôle artistique de l'architecture prolétarienne consiste en ceci: produire les organes bâtis dans lesquels puisse se concrétiser l'action conjointe des différents modes d'expression de l'art prolétarien: cinéma de masses, démonstrations de masses, théâtre de masses, sport de masses; coin rouge, mot d'ordre, affiche politique, portrait de Lénine, buste de Staline. Le bâtiment lui-même n'est pas une oeuvre d'art, sa grandeur dépend des données et mesures de son programme, pas du pathos vide de quelque adjonction.

10. La construction socialiste n'est ni belle ni laide. Elle est parfaite ou imparfaite, correcte ou incorrecte. Le résultat d'un processus d'organisation ne peut être évalué par un jugement esthétique. Le dépeçage de nos souhaits esthétiques en matière de construction démontre l'atavisme des valeurs symboliques religieuses, familiales ou de classes, et comment ces sentiments s'associent aux expériences passées des individus, à la beauté enseignée du classicisme ou du modernisme.

11. Conformément à la formule marxiste selon laquelle «l'être détermine la conscience», la construction socialiste est un facteur de la psychologie des masses. C'est pourquoi l'organisation psychologique des villes et des bâtiments doit se conformer aux résultats d'une science de la psychologie. Il ne faut pas que l'action psychologique du bâti soit déterminée par les prétentions de «l'architecte-artiste» à exprimer ses sentiments; au contraire, les éléments qui produisent un effet psychologique (surfaces d'affichage, haut-parleurs, appareils d'éclairage, volées d'escalier, couleurs, etc...) doivent être organiquement intégrés au bâti selon notre connaissance la plus profonde des lois qui régissent les sensations. L'expression la plus forte de cette psychologie des masses dans la construction socialiste est l'organisation consciente des démonstrations du 7 novembre et du 1er mai dans la conception de Sozgorod (La ville socialiste).

12. L'architecture socialiste exige un changement fondamental de la pédagogie. L'apprentissage socialiste de l'architecture est une science qui introduit dans le processus de construction les lois du marxisme et l'idéologie du prolétariat. En conséquence, rejet de l'enseignement intuitif de la composition au profit de l'apprentissage rationnel de l'organisation. Cet enseignement socialiste doit inculquer au praticien, par l'apprentissage des normes qui forment l'ABC de la construction, les

standards techniques, économiques et sociaux. Il rendra les étudiants capables d'analyser les processus vitaux et les mettra en état d'articuler ces connaissances de façon organique dans l'oeuvre bâtie.

13. Ainsi est devenu clair le rôle de l'architecte dans la construction socialiste: il n'est pas un laquais esthétique, ni (à l'instar de son collègue occidental) un défenseur et un représentant du profit capitaliste de la classe dirigeante. La possibilité qui lui est offerte de participer à la construction du socialisme n'est pas pour lui l'occasion de prostituer ses désirs et sentiments individuels. Il est un agent d'organisation à l'intérieur du processus de construction planifié de la société socialiste. Toute oeuvre est pour lui un travail impersonnel dont la structure est déterminée par les besoins des masses. Normalisation, standardisation, réduction au type, rationalisation des moyens et procédés, utilisation des matériaux disponibles caractérisent son activité. Il fuit le projet utopique, cette déviation gauchiste, et le formalisme moderniste ou classique, cette déviation de droite. Avec une objectivité scientifique, il se préoccupe continuellement d'insérer dans le processus de construction les derniers résultats de la recherche. Souplesse révolutionnaire et objectivité scientifique forment l'essence de l'architecte léniniste. Pour lui, l'architecture n'est pas un excitant esthétique mais une arme tranchante dans la lutte des classes.

sur le camarade didier daeninckx

jean-maurice rosier

Le roman policier est avec la science-fiction l'un des genres littéraires nouveaux propres au vingtième siècle. Comme forme d'expression, il a rencontré des réticences et ce malgré la caution d'écrivains célèbres, de Gide à Sartre, en passant par Cocteau et Malraux.

Le genre policier est en effet toujours suspect à nombre d'intellectuels, peu étudié dans l'institution scolaire, et ses auteurs sont méconnus pour la plupart.

A gauche, malgré ou à cause de Marx, lisant **Les Mystères de Paris**, le roman policier a été accusé de criminaliser les conflits sociaux ou de justifier l'ordre établi. De manière plus subtile et dans la lignée des réflexions de Brecht sur la littérature populaire, des critiques ont avancé l'idée d'un roman policier, reflet pur et simple de la société bourgeoise dans la mesure où le genre illustre «l'histoire de la propriété et sa négation» comme l'écrit Ernest Mandel (1).

Pour l'école allemande des années vingt, dans la foulée de Lukàcs, au contraire, la fiction policière manifeste l'absence d'idéal de la société bourgeoise et montre que la recherche de valeurs implique souvent le crime ou la folie. Dans cette optique, le détective incarne la raison dans un monde où les lois n'ont aucune évidence, et cette fonction intellectuelle et rassurante du héros redresseur de torts occulte la production sociale du crime. Ainsi, le genre reste livré au soupçon et inévitablement la même question est posée à l'auteur de roman policier : est-il du côté de l'ordre et de la répression ou prend-il parti pour la victime?

On peut également porter l'interrogation sur l'ensemble du phénomène et se demander quelle est la situation du «polar» en France aujourd'hui en cette période de glissement à droite de la société, de déstructuration de la classe ouvrière et de désengagement des intellectuels.

(1) Cf *Meurtres exquis, histoire sociale du roman policier*. Ed. La Brèche, Paris, 1986.



Comme le suggèrent des philosophes comme Labica ou Tort qui participent du renouveau de la pensée marxiste en France, il convient de travailler à une nouvelle rencontre historique entre le marxisme et les dominés de la société, c'est-à-dire le peuple, dominé économiquement, idéologiquement et politiquement.

De ce point de vue, Didier Daeninckx, auteur de romans policiers, ne cache pas son jeu.

En l'absence d'une littérature française de contestation, l'injection comme le souhaitait Aragon d'une idéologie de contrebande dans le roman policier, en d'autres termes, le détournement ou le dysfonctionnement des formes de la culture de masse (on songe ici au traitement de la bande dessinée opéré par les situationnistes en mai 68) peut aider à la transformation des mentalités. Dans cette optique d'une renaissance d'une littérature nationale et populaire (après l'échec du réalisme socialiste) le polar historique de Didier Daeninckx constitue une tentative intéressante d'intervenir par la fiction populaire dans le combat idéologique, au moment où la capacité hypertrophiée de lutte idéologique de la classe capitaliste (par la main-mise médiatique) désintègre la conscience de classe et crée sur le plan culturel des consensus profitables en dernière analyse aux dominants de la société.

situation éditoriale et stratégie d'émergence

La littérature populaire possède ses hiérarchies et le roman sentimental, par exemple, n'a pas le même statut qu'un ouvrage de la série noire publié par les éditions Gallimard. La littérature policière jouit en effet d'un prestige qui permet bien des investissements (nous songeons en effet au célèbre **Nom de la rose** d'Umberto Eco) et des lectures diverses.

Souvent, le prix à payer pour cette légitimation est une baisse de tirage et la relative désaffection d'un public accroché à la veine du roman à énigme et aux règles d'écriture fortement codées.

La publication d'un livre de série noire tourne aujourd'hui autour de dix mille exemplaires, c'est-à-dire qu'un auteur de polar ne vit pas de sa plume, et si l'on rappelle que les droits d'auteur sont moindres pour un ouvrage qui paraît directement dans une collection de poche, on comprend que Daeninckx exerce des métiers divers, et que chacun de ses livres relève d'une prouesse comme **Lumière noire**.

C'est l'initiative du Conseil général de la Seine-Saint-Denis (d'orientation communiste) invitant chaque année un écrivain et lui fournissant les moyens de subsistance (10.000 FF par mois), avec une obligation: le livre doit porter trace du département, qui est à l'origine de **Lumière noire**.

En outre, la démarche de Daeninckx qui combine réflexion politique et pratique d'écriture est rare dans le domaine de la littérature commerciale. Les responsables de collection ne s'y sont pas trompés, suspectant l'ambiguïté de la tentative.

Le premier roman de Daeninckx mettra cinq ans à être publié presque accidentellement par les éditions Le Masque, lesquelles lui refuseront ensuite tout nouveau roman. L'ambition de Daeninckx est de construire une mémoire pour le peuple de gauche. Le crime dans ses récits est un événement qui bouleverse l'hagiographie officielle et permet de ramener à la surface des pans entiers de l'histoire du peuple de France: déportation des Juifs à Drancy en 1942, répression de la manifestation algérienne à Paris le 17 octobre 1961, exécutions dans l'armée franco-russe dans la Creuse en 1917, torture en Algérie par l'armée française, partisans condamnés en 1948 à Saint-Omer... L'enquête policière est alors une manière de donner la parole aux vaincus de l'histoire: militants politiques, syndicalistes, ouvriers, soldats, immigrés.

Un certain état de crise à l'intérieur du champ de la littérature policière a permis que des thèses semblables affleurent dans une oeuvre grand-public. En vérité, une amertume critique née de l'échec de mai 68 avait ouvert la voie à Daeninckx et donné naissance à un nouveau roman policier français, baptisé néo-polar, dont le chef de file est sans conteste Jean Patrick Manchette. Ce néo-look noir français se caractérise par une mise en cause radicale des appareils d'état de la société bourgeoise, et transmet de la réalité sociale une image dure et pessimiste. Les intrigues se déroulent dans un environnement en proie à la déglingue, sur fond de crise économique. Dans des faubourgs délabrés, gangsters, chômeurs misérables, et immigrés, tirés comme des lapins par des flics véreux, admirateurs de Le Pen, se croisent en une ronde infernale, et la fin du récit ne laisse apparaître aucune lueur d'espoir.

Le néo-polar dénonce la collusion permanente du Pouvoir et de la Police (dans *Police*, il y a *Politique*, dit avec humour Daeninckx); mais comme réponse à la violence institutionnelle, celle de la raison d'état, le néo-polar instaure l'attentat individuel, la protestation anarchisante, le terrorisme groupusculaire. Pourtant ce roman noir nouveau mérite, selon Mandel, l'appellation de polar révolutionnaire, pour les problèmes qu'il soulève et non pour les solutions qu'il dessine.

Tard venu à l'école du noir français, Daeninckx s'écarte de cette problématique par un enracinement plus grand dans le monde ouvrier et un sens plus politique de la dialectique passé/présent. Daeninckx ne triche pas, sous prétexte de fiction, avec la complexité historique pour y inscrire l'actualité d'aujourd'hui. Le romancier n'oublie jamais le travail de l'historien pour construire une mémoire collective pour le peuple.

Certes, la prégnance du modèle américain n'a pas disparu, suspense oblige; **Playback** est un titre hommage à Chandler, et dans **La der des ders** le héros meurt dans le caniveau parce qu'il en sait trop, comme dans un roman de Mac Coy. Mais en guise d'exotisme, Daeninckx promène ses lecteurs dans la province française et beaucoup en Belgique, le sanctuaire privilégié de la guerre d'Algérie.

On sent d'ailleurs dans le dispositif narratif comme dans l'écriture sage, une légère touche d'ironie triste et un rien de malice, parce qu'il faut bien, pour un lecteur aveugle et une critique littéraire qui considère le polar comme un genre mineur, mettre le point sur le i et se situer entre S.A.S et Kirkegaard.

Ce qui émeut le plus, ce ne sont pourtant pas les hommages appuyés à Louis Aragon, mais cette image du délégué C.G.T. enfermé dans un asile psychiatrique parce qu'il n'a pas pu supporter la mort économique de sa région, la Lorraine (**Playback**).

Aujourd'hui, avec son dernier roman **La mort n'oublie personne**, Daeninckx sort de l'édition policière, ce qui était prévisible depuis son abandon de l'inspecteur Cadin. Ce dernier, héros des premiers romans de Daeninckx, est un personnage à la conscience malheureuse, qui apprend que faire respecter la loi n'est pas faire le bien et qui, habitué de cette contradiction, devait disparaître de l'univers du polar par incapacité d'emploi.

Les Editions du Cerisier, en collaboration avec Enfin et Séries B, invitent Didier Daeninckx le jeudi 25 mai à 20H. pour un entretien avec ses lecteurs. Lieu: le Cerisier, 20 rue du Cerisier à Cuesmes. Téléphone: 065/31.34.44.

éléments biographiques

Didier Daeninckx est un ancien ouvrier imprimeur qui a quitté l'école à seize ans. Issu d'une famille d'origine belge et fortement politisée, Daeninckx milite à la C.G.T. et au P.C.F. A trente ans, il sort de l'atelier pour tenter sa chance comme journaliste, ensuite comme écrivain. Sans illusions, il appellera à voter pour Pierre Juquin lors de la dernière élection présidentielle française. Son roman le plus célèbre, **Meurtres pour mémoire**, a été vendu à plus de 60.000 exemplaires et commence une seconde carrière sous le label Folio/Gallimard.

bibliographie

Mort au premier tour (Le Masque)

Meurtres pour mémoire (S.N.) Prix Vaillent-Couturier 1984

Le géant inachevé (S.N.)

La der des ders (S.N.)

Métropolis (S.N.)

Le bourreau et son double (S.N.)

Play Back (L'Instant noir) Prix Mystère 1987

La fête des mères (Syros) :

Il s'agit d'un ouvrage pour enfants, retiré des bibliothèques municipales de la ville de Paris par J. Chirac. Cet ouvrage raconte l'histoire d'un père, chauffeur de camion, qui braque une banque, faute de travail, la tête cachée par un masque à l'effigie de Chirac.

La mort n'oublie personne (Denoël)

les économies socialistes confrontées au marché diriger l'économie, mais comment?

hubert cambier

introduction

L'article «Péréstroïka», publié par les *Cahiers Marxistes* en mars dernier, aura sans doute attiré l'attention de nombre de leurs lecteurs. A bon droit. Car l'auteur - Jacques Nagels - y aborde, avec toute la rigueur dont il est coutumier, une question que se posent, de façon plus ou moins explicite, quantités de gens: l'évolution actuelle des pays socialistes - la péréstroïka, lorsqu'il s'agit de l'U.R.S.S. - est-elle suffisamment maîtrisée? N'inclut-t-elle pas le risque de dérapages qui, de moins en moins contrôlés, prépareraient, à terme, la restauration du capitalisme? N'a-t-on pas le droit d'être inquiet devant un certain nombre d'initiatives de réformes (exemples cités: les entreprises mixtes, la libération du commerce extérieur, les zones franches...) que l'on connaît trop bien, chez nous, comme des mesures classiques pour attirer un capital transnational, sur lequel, après, les pouvoirs publics n'ont plus guère de prise?

Toutes ces questions sont des questions réelles. Elles nécessitent donc d'être prises au sérieux. C'est pourquoi nous avons pensé qu'il valait la peine de les reprendre. Ceci non pas dans un esprit de polémique stérile, mais parce que nous sommes convaincu que sur un sujet aussi important - qui ne relève pas d'une seule préoccupation intellectuelle, car cela touche aussi à des approches politiques, pratiques, très concrètes - une réflexion de fond vaut la peine d'être menée. Notre article, qui discute les différentes thèses avancées par J. Nagels, n'a pas non plus pour prétention de clore cette réflexion. La péréstroïka en est encore à ses débuts. Il est donc normal qu'on s'efforce d'en comprendre la portée, qu'il y ait des différences dans la façon de l'analyser. Ces différences révéleront d'ailleurs leur caractère positif dans la mesure où elles serviront à alimenter une réflexion plus large, un débat qui n'intéresse pas évidemment que le seul progrès de la théorie marxiste. Ce qui se passe aujourd'hui à l'est de l'Europe dépasse largement le cadre des seuls pays directement concernés. Le débat sur la signification de la péréstroïka se doit d'être mené, ne fût-ce que parce qu'il est aussi celui du socialisme, du «comment organiser le passage au

socialisme». «De te fabula narratur», nous rappelle le vieil adage. Un adage de circonstance : c'est à nous aussi finalement que la péréstroïka s'adresse.

1. le socialisme: l'organisation d'une transition

Première question, question de fond, donc: qu'est ce que le socialisme?

1.1. le socialisme n'est pas un mode de production...

S'appuyant sur Marx (*Le Capital*, p.85), J. Nagels répond : *Représentons-nous une réunion d'hommes libres travaillant avec des moyens de production communs, et dépensant, d'après un plan concerté, leurs nombreuses forces individuelles comme une seule et même force de travail social*. Cette définition est trop vague. Et elle ne sert d'ailleurs à l'auteur qu'à mettre en évidence l'idée de plan concerté, sur laquelle nous reviendrons nous plus loin.

Avançons notre propre position pour nous. **le socialisme n'est pas un mode de production. C'est l'organisation d'un passage, d'une transition.** Avec comme point de départ une société (de quelque niveau de développement qu'elle soit, que cette société soit à dominante capitaliste, féodale...ou asiatique, pour reprendre les formulations traditionnelles, encore que rapides, sur les modes de production). Et comme objectif d'arrivée : une société largement développée - matériellement, culturellement, politiquement...- où l'homme, son épanouissement, son libre-choix, son engagement social, professionnel...constituent l'objectif essentiel de l'organisation sociale. Une société communiste, où le «développement de chacun est la condition et la raison du développement de tous». S'il est donc licite de parler de Mode de Production Capitaliste (Marx en a ébauché le concept dans *Le Capital*), de Mode de Production Communiste (encore que la théorie en reste à faire, et la formulation de Marx sur laquelle s'appuie J.Nagels ne prétend évidemment pas être cette théorie), c'est, à notre avis, s'obscurcir la pensée que de parler de Mode de Production Socialiste. Il n'y a pas de mode de production socialiste, il n'y a que des formations sociales concrètes qui se réclament du socialisme, c'est-à-dire qui se réclament de certaines idées: le progrès économique, scientifique et technique, la justice sociale, la démocratie (au sens complet du terme), la participation de chacun à l'édification de la société nouvelle (le socialisme, ce n'est pas seulement pour les travailleurs, c'est aussi par, avec, ces travailleurs).... Et ces idées forment autant d'objectifs qu'une formation sociale concrète s'assigne en essayant de conduire en conséquence la marche de son développement social.

1.2. c'est la prise en main par les citoyens de leur société

Si le socialisme n'est pas un mode de production (et c'est faire du verbalisme que de vouloir à toutes forces le définir comme un «mode de transition»), cela ne signifie pas qu'il s'agisse d'un concept vide, ou qu'on puisse y ranger tout ce qu'on veut. «Socialisme» veut bien dire certaines choses. Essentiellement : **qu'il y ait maîtrise du processus de reproduction sociale**, ce qui implique que la société se dote des moyens économiques, sociaux... politiques, qui lui permettront d'orienter son développement dans le sens de ses objectifs; **qu'il y ait engagement de tous pour construire une société qui doit être celle de tous**, et c'est pourquoi toute forme de division de la société en classes (classe profiteuse, classe stérile d'un côté, classe laborieuse, classe productive de l'autre) est incompatible avec l'idée de socialisme.

Ce socialisme ainsi défini est-il bien concret? Non évidemment, puisqu'il ne s'agit ici que du concept, c'est-à-dire de quelque chose de nécessairement abstrait. Mais qui nous est cependant éminemment utile lorsqu'il s'agit d'analyser les formations sociales qui s'en réclament, et parfois de tracer les lignes de démarcation nécessaires (n'est pas socialiste tout pays dont le gouvernement décide un beau matin de le proclamer, parce qu'il juge le statut séduisant ... ou qu'il pense y trouver des avantages). Le socialisme ne se réalise ni contre, ni malgré les travailleurs ..., fût-ce au nom de leur intérêt proclamé; il ne s'accommode pas d'une division de la société en classes, fût-ce sous la forme d'une bureaucratie arrogante, pléthorique... vivant largement aux dépens d'une classe travailleuse réduite au simple rôle d'exécutante, plus ou moins encadrée, plus ou moins docile. Le socialisme postule la «maîtrise» des principaux leviers de reproduction sociale : la propriété des moyens de production en est en effet un élément essentiel. Mais autant s'épargner le ridicule de savoir si une société est «socialiste» à partir du moment où elle a collectivisé à 100, à 90, à 80, ou à 30 pourcents ... les principaux moyens de production. La maîtrise est quelque chose de relatif, donc de dynamique, et elle ne s'apprécie que dans sa capacité d'influer **effectivement** sur le développement social (a contrario, et on l'a bien vu en France en 81-83, une quantité même importante d'entreprises nationalisées, un service public fort ... lorsqu'ils ne sont pas insérés dans une politique industrielle active ne signifient quasi-rien et c'est le capital qui continue à imposer sa loi, y compris sur le secteur d'état). Mais la propriété des moyens de production n'est pas tout, il faut encore qu'il y ait planification (car en cela nous suivons totalement J. Nagels: le socialisme implique planification; encore qu'il y ait planification et planification, mais nous y reviendrons plus loin). Ce qui déborde d'ailleurs largement la seule sphère économique. Est-ce vraiment un hasard - ou est ce que cela n'exprimerait pas plutôt une nécessité de

base - chaque pays qui fait le choix du socialisme a démarré, d'entrée de jeu, une campagne de masse d'alphabétisation. Aujourd'hui, certes, le niveau s'est élevé. Mais l'éducation secondaire généralisée pour tous constitue bien - au même titre que nombre de choix de politiques industrielles - un levier indispensable pour orienter le développement de la société. Aussi bien dans le sens d'une plus grande efficacité que dans celui d'une plus profonde démocratie. La maîtrise du processus de reproduction sociale doit donc être entendue dans un sens beaucoup plus large qu'économique. Elle n'est réelle que si elle embrasse l'ensemble de ce qui constitue les forces productives d'un pays. Dont on sait qu'elles ne sont pas faites que d'outils de production ou de matières premières. Qu'elles incluent aussi, par exemple, le savoir technologique «actif» dans la production. Et surtout, cette force productive par excellence qu'est l'homme.

1.3. Le marché dans une société socialiste

La réintroduction des rapports de production capitalistes, dans un système socialiste, est-elle chose inimaginable? telle est l'interrogation de fond qui sous-tend l'article de J. Nagels. Au risque de choquer, nous dirions volontiers que cette question n'enfoncé qu'une porte... déjà largement ouverte. Combien de «révolutions socialistes» ont échoué, écrasées sous les coups conjugués de la guerre civile et de l'intervention étrangère, sombrant dans leurs contradictions internes? Combien de pays qu'on croyait fermement arrimés à l'objectif du socialisme ont-ils, contraints ou pas, changé de cap? Il est inutile de citer ici des exemples. En matière de socialisme, le temps même ne fait rien à l'affaire, et la lutte de classes - sous une forme ou sous une autre, la lutte militaire étant loin d'être la seule - ne disparaît évidemment pas le jour où les travailleurs, dans un pays, se sont emparés du pouvoir politique.

Ceci étant dit, il nous faut aller beaucoup plus loin. L'histoire connaît certes ses mouvements de ruptures révolutionnaires, ou contre-révolutionnaires. Mais ceci n'est pas le pain quotidien des sociétés. Et les choix qui se font, les évolutions qui marquent leur trace, n'ont que rarement la signification du tout ou rien, du blanc ou du noir, de «confortation du socialisme» ou de «restauration du capitalisme», qu'on aime, dramatisant un tantinet, leur prêter. Les sociétés forment un tout. Un tout qu'une politique plus ou moins consciente, plus ou moins réfléchie, essaye de faire évoluer: c'est en tous cas une nécessité pour le socialisme. N'est-ce pas faire la part trop belle à l'économie, et encore, à une certaine économie, que de dessiner ainsi des scénarios-catastrophes: *Un jour bien sûr on pourrait s'aviser qu'une aciérie, que V.A.Z., qu'un complexe chimique, qu'un combinat agro-industriel... tournerait mieux s'il ne dépendait plus d'un ministère industriel, s'il n'était plus*

étranglé par les mailles du plan. Un jour on pourrait, dans le même ordre d'idées, faire accroire que l'allocation optimale des ressources implique la mobilité des facteurs de production. Dès lors, on pourrait être enclin à penser que la mobilité du facteur de production «capital» ne serait réelle que si les installations de l'aciérie, de V.A.Z., du complexe chimique... étaient privatisées. Comment privatiser en U.R.S.S. sans susciter une levée de boucliers générale, des vagues de protestations? Le processus pourrait se dérouler lentement, par étapes, en douceur. Dans un premier temps les moyens de production de l'une ou l'autre entreprise pourraient être transférés aux travailleurs de l'entreprise. Ces derniers pourraient, par exemple, en devenir les actionnaires. De fil en aiguille, «quelques partenaires» pourraient acquérir des actions. A ce moment-là les «installations» des entreprises deviendraient du «capital» dans l'acception première du terme chez Marx, à savoir un rapport social déterminé. Scénario impossible? Non, évidemment. Mais peu sérieux. Il peut certes être tentant d'envisager une réalité à son point de départ - l'économie de marché - et d'en construire le développement logique...comme si tout le reste n'existait pas. Mais le reste existe! Et J. Nagels n'explique nulle part pourquoi la formule, usuelle sans doute dans l'étude mathématique des modèles économiques, «toutes choses restant inchangées par ailleurs», serait ici d'application. La science n'est pas l'étude d'une chose, pensée dans l'ensemble de son déroulement logique possible. Elle est d'abord explicitation de l'ensemble des hypothèses, des déterminations, des paramètres, qui permettent à cette chose d'être: à cette variable, si on préfère, de prendre telle ou telle valeur... parmi tout un ensemble de valeurs possibles. Or, si on devait suivre J. Nagels dans son raisonnement, on serait amené à penser que l'économie de marché n'existe que pour elle-même, indépendante de cet ensemble qu'on appelle la réalité sociale. Ce qui impliquerait, ou bien, qu'elle exprime à elle seule la totalité du procès de reproduction sociale. Ce qui est absurde. Ou bien, qu'elle est à ce point dominante que le reste de la société, une fois que la logique de marché s'est implantée quelque part, n'a plus - question de temps plus ou moins rapide qu'à s'aligner. Ce qui est alors faire bien peu de cas des capacités de cette société, de l'Etat, des travailleurs, des communistes... pour maîtriser le développement de leur économie.

D'aucuns objecteront qu'il y a des précédents. Au moins un bien connu. La tradition marxiste n'explique-t-elle pas comment, dans les flancs de la société féodale pourrissante, l'économie marchande s'est installée progressivement, jusqu'à imposer sa loi de la façon la plus universelle qui soit: la force de travail elle-même devenant marchandise. Mais précisément. Ce processus - qui part du petit producteur marchand pour conduire au capitaliste - s'est réalisé «dans les flancs de la société

féodale pourrissante». Certes, en disant cela, on dit trop peu. Il y a tout un travail théorique nécessaire, qui n'a été mené que trop partiellement, pour comprendre réellement pourquoi, dans quelles conditions exactes, un tel processus a conduit à ce résultat-là. Après tout, d'autres sociétés ont été largement marchandes (la Grèce, la Rome antiques...), et elles n'ont pas conduit au capitalisme (même si pourtant existaient, dans l'exploitation des mines, dans le commerce maritime ... de véritables «entrepreneurs» exploitant des armées de travailleurs). En théorie donc, rien ne permet aujourd'hui - sauf à assimiler les sociétés socialistes actuelles au féodalisme pourrissant, ce qui est quand même plus qu'hors de propos - de prétendre que l'économie de marché libérée conduira inévitablement, ou nécessairement, à l'instauration (ou à la réinstauration) du capitalisme dans ces sociétés.

2.les sociétés socialiste-des sociétés marchandes

Avant de chercher cependant à prédire ce que donnera la réhabilitation des mécanismes de marché dans les pays socialistes, peut-être vaut-il la peine de s'interroger sur ce que cette économie de marché présente, et pouvoir ainsi se donner les moyens de répondre à la question, qui fait tout l'intérêt de l'article de J.Nagels: est-ce que vraiment économie de marché et socialisme sont incompatibles?

2.1. la loi de la valeur: cela concerne aussi les économies socialistes

Une économie constitue toujours, et quelque chose de réel, et quelque chose de social . Il est parfois utile de se le rappeler. Car les économies socialistes ne font pas exception à la règle. On y produit certes des «choses» (du lait, des chaussures, des réfrigérateurs, des camions, des machines à commandes numériques,...), on y organise même un certain nombre de services (du bain public aux coupes de cheveux...), et ces «choses» ou ces «services» sont censés correspondre à une certaine «utilité» (encore que - nous y reviendrons plus loin - ce soit loin d'être toujours le cas). Les économies socialistes ne sont-elles que cela? Certains économistes semblent le penser qui, lorsqu'ils décrivent le système mis en place en U.R.S.S., nous font évoluer dans un monde de choses, de produits, choisis pour répondre plus ou moins bien (la planification peut être appréciée comme encore trop imparfaite) aux besoins de la population et de l'appareil industriel. La loi de la valeur, dans tout cela? Apparemment, elle n'est jugée d'application que pour les économies capitalistes . Ce qui est quand même pour le moins contestable.

Marx, analysant au début du *Capital* la nature double de la marchandise entreprenait-il de décrire, et de critiquer, un mécanisme typiquement capitaliste ? Une telle position serait à notre avis difficile à défendre. Car elle est contraire, et au processus d'exposition (rappelons que Marx choisit un mode d'exposition hégélien, et que l'étude de la marchandise, située au premier livre, premier chapitre, du *Capital*, a pour fonction d'établir les concepts les plus généraux, les plus abstraits donc, à l'aide desquels il s'efforcera ensuite de penser un objet théorique bien plus concret, le mode de production capitaliste; et cela est tout autre chose que de voir dans la marchandise les «germes» de ce que, développé, on appelle le capitalisme), et à ce que Marx affirme lui-même : la marchandise est la forme élémentaire de la richesse, qu'il convient donc d'analyser comme telle. Et si les sociétés capitalistes suscitent bien cette «accumulation énorme de marchandises» qui tranche par rapport aux sociétés précédentes, plus faiblement développées, il ne dit pas, parce que ce serait absurde, que la forme marchande définit le capitalisme (car cela aboutirait à voir du capitalisme dans toutes les sociétés antérieures!); il ne dit pas non plus, parce qu'il ne le pense pas, que l'organisation du marché, c'est l'organisation du capitalisme.

Le capitalisme est certes une société marchande. Mais l'inverse n'est pas toujours vrai pour autant: toute société marchande n'est pas capitaliste! Pour cela, précise Marx, il faut que la logique marchande ait été poussée un pas plus loin - jusqu'à s'imposer à la force de travail - ce qui est la clef effectivement de la généralisation de la marchandise à toutes les sphères de l'activité sociale. Cette définition du capitalisme, des rapports entre capitalisme et économie de marché, nous est évidemment de la plus haute importance. Car elle introduit une distinction (l'économie marchande ne définit pas le capitalisme, ce serait plutôt, pour parodier une autre expression bien connue, «l'économie marchande jusqu'au bout», ce qui est bien différent), et nous prévient ainsi que dans l'économie de marché, il y a des degrés de généralisation différents, lesquels se prêtent, donnent lieu, à des modes de développement qui ne sont donc pas nécessairement les mêmes.

2.2. définir la valeur en dehors de l'échange: un pari impossible

Mais revenons à notre loi de la valeur. Et à notre thèse essentielle : **toute économie -et cela concerne donc aussi les économies socialistes** - qu'elle le reconnaisse ou non, et le fait qu'on l'ait refusé en U.R.S.S. pendant des décennies ne change rien à l'affaire, **est contrainte d'obéir** - d'une façon ou d'une autre, ce qui n'est pas maîtrisé se transformant en «sanctions» - **à la loi de la valeur**. Que l'on réfléchisse au niveau de la marchandise, ou au niveau de la société tout entière, impose d'ailleurs le même constat. Car la société doit certes faire choix

de certaines productions, si elle veut répondre de manière plus ou moins adéquate à ses besoins. Mais elle doit aussi, en même temps, organiser la répartition du travail social disponible, car c'est sur cette base seulement qu'on peut parler de «création de richesses». Et un bien, un service, ne peuvent eux non plus être appréciés seulement pour leurs aptitudes à être consommés, pour leur seule valeur d'usage. Ils doivent aussi être produits, ils incarnent donc une part plus ou moins importante de travail... Et, dans la mesure où ce travail concret correspond au travail socialement nécessaire, c'est cela qui définit la **valeur**. La valeur se mesure dans l'échange, elle ne naît évidemment pas de l'échange.

Le problème est, lorsqu'on parle de valeur, que celle-ci se définit socialement. Ce qui signifie qu'elle s'établit au travers d'un processus social d'estimation particulièrement complexe, qui a à intégrer aussi bien les niveaux de technologie, de productivité..., atteints par une société, que l'intérêt porté par cette société à la production de tel ou tel produit, leur substituabilité éventuelle (la valeur d'échange n'est jamais totalement indépendante de la valeur d'usage). Ce qui fait que si la valeur s'indique (au-delà des oscillations de court terme qui sont nettement plus volatiles) de façon relativement claire dans l'échange, il est extrêmement difficile de la «calculer» en tant que telle, encore plus difficile de chercher à la respecter, à se fonder sur elle, en refusant l'échange. C'est à dire en refusant le marché. Ce qui explique sans doute la simplification - qui est en même temps une déformation théorique - à laquelle se sont résolues les économies socialistes qui refusaient le marché : celle de considérer comme travail socialement nécessaire le travail humain concret! Une déformation qui rend quasi-inévitable toute une série de «monstruosités» économiques: «reconnaisances» à peu près égales du travail réalisé dans des entreprises «de pointe» et de celui accompli avec des technologies désuètes, faiblement productif; mise quasi sur le même pied d'un travail manuel, peu qualifié, et de celui qui requiert, du travailleur, une culture technique et professionnelle élevée (parfois, c'est même l'inverse - les ingénieurs étant moins rémunérés que le manoeuvre!); attention quasi-exclusive portée sur le «travail vivant», en oubliant que le «travail accumulé», le «travail mort» (surtout lorsqu'il prend la forme de nouveaux procédés techniques, de diffusion d'une innovation scientifique...) est au moins aussi important lorsqu'on se préoccupe de la productivité du travail «total». Ces problèmes - qu'on rencontre dans la plupart des pays socialistes - sont connus. Et ils résultent sans doute autant du poids d'une certaine idéologie (égalitariste...) que d'une difficulté, théorique et pratique, à cerner de près la loi de la valeur. Mais ces problèmes -ils ne sont pas les seuls malheureusement- sont en même temps relativement inévitables. Car tous les efforts consacrés jusqu'à présent, pour essayer de définir - en dehors de l'échange, en se

passant au maximum du marché - la valeur, se sont avérés vains . Bien heureux encore quand ils n'aboutissent pas à des contre-résultats (exemple-type: l'habitude - certes aujourd'hui dépassée- de définir la valeur d'un produit en fonction des quantités de matières premières, d'énergie, de travail humain,...consacrées à le produire avec comme seule logique: au plus au mieux!).

2.3. les économies socialistes: des économies de marché contrarié.

La loi de la valeur a beau être une réalité, cela n'empêche pas évidemment certaines sociétés de la refuser, de la méconnaître, de la négliger. Ce qui a été grosso modo la position des pays socialistes définissant leur modèle de développement à partir de l'Union Soviétique des années trente et suivantes. Car, comme nous l'avons dit, c'est tenter un pari impossible que de reconnaître la loi de la valeur et de refuser l'échange. Lequel, dans des pays aussi développés, pratiquant aussi largement la division du travail, est évidemment généralisé. «L'économie de marché» refoulée de la conscience sociale - qu'on nous pardonne cet emprunt à la théorie psychanalytique - des pays socialistes, conduit évidemment à un suite de paris impossibles : intégrer la valeur-travail mais refuser l'évaluation par le marché; tolérer l'échange ...mais en le vidant au maximum de sa signification de «valorisation sociale»; organiser une large division du travail...mais en freinant l'échange au maximum! Lorsque Marx dit *qu'à un certain moment les rapports sociaux entrent en contradiction avec le développement des forces productives, qu'ils les freinent, les limitent...* comment ne pas constater que l'avertissement est ici particulièrement d'application?

Car la question ne se pose évidemment pas: **ou** économie socialiste **ou** économie de marché. L'Union soviétique d'avant la péréstroïka - à partir de laquelle J.Nagels dégage sa conception de l'économie socialiste - n'était pas une société où la loi de la valeur, l'échange, le marché, la nécessité pour les marchandises de se faire apprécier socialement..étaient choses inconnues. On pourrait presque dire que c'était une «économie de marché contrarié». Mais dont les bases sont bien celles d'une économie marchande. Et la «réforme» que propose la péréstroïka n'est pas celle d'une création, à toute force, ex nihilo, d'une économie de marché; elle n'est pas non plus le saut d'un type d'économie dans une autre, qui lui serait strictement opposée. Il s'agit simplement, comme l'exprime très bien J.Nagels, de «réhabiliter» le marché dans l'économie socialiste, c'est à dire de le reconnaître, de lui faire place, et d'apprendre à l'utiliser.

Enfin, la principale question, ici, est de savoir distinguer ce qui est de l'ordre de l'infrastructure et de celui de la superstructure . Il ne

suffit pas d'écouter ce qu'une société déclare sur elle même, pas non plus d'observer comment elle organise -plus ou moins délibérément- son processus de reproduction sociale et économique, pour comprendre sa véritable base, ses rapports sociaux fondamentaux. L'économie capitaliste est bien une économie marchande. Il ne viendrait à l'idée de personne de mettre cela en cause. La pratique, dominée par les firmes transnationales, ne permettrait-elle pas pourtant, tous les jours, de constater combien l'esprit de «monopolisation» bat en brèche le libre-fonctionnement du marché? Toute la question est de savoir s'il faut réfléchir avec moins de rigueur lorsqu'il s'agit des économies socialistes. Dont les bases - c'est notre thèse en tous cas - sont indéniablement marchandes. Même si, en même temps, la pratique économique quotidienne était dominée essentiellement par quelques dizaines de ce qu'on pourrait appeler des grands «konzerns», les groupements d'entreprises parfois, mais les ministères industriels surtout. Lesquels organisent - c'est la loi du genre - le diktat des producteurs sur les consommateurs. Il nous semble que la plupart des critiques qu'on adresse, désormais ouvertement, au fonctionnement de l'économie soviétique (mépris du consommateur, mais aussi de l'environnement, du développement régional là où leurs entreprises s'implantent, rigidité des coûts de production, tendances inflationnistes, manque de stimulation à l'innovation scientifique et technique, lutte «économico-institutionnelle» pour asseoir des sphères d'influences, ou de pouvoir,...) peuvent être expliquées de façon bien plus pertinentes par une analyse des «effets de monopole» que par de vagues théorisations sur les spécificités du «mode de production socialiste». Tout en n'oubliant pas, car c'est évidemment une clef de compréhension essentielle, qu'en Union Soviétique, il y a, jusqu'à présent, contradiction entre une superstructure inspirée en fait des principes d'une économie de guerre (J.Nagels rappelle lui même opportunément que la planification impérative n'est pas propre au socialisme ; on la trouve aussi, en situation d'urgence - cfr la dernière guerre mondiale - dans les pays capitalistes), et la structure réelle, le niveau de développement atteint, de l'économie.

2.4. le fétichisme de la marchandise, l'opacité de la société

Une dernière réflexion sur la marchandise ...et sur son «fétichisme», sur lequel J.Nagels appuie une partie de son argumentation. En deux mots: le socialisme suppose une conduite consciente - donc transparente - du développement économique. Et -cfr ici l'analyse de Marx - les rapports marchands ne sont pas transparents. Au contraire. Ils s'inversent, se transforment et se déforment, dans la conscience des gens.

L'argumentation vaut ce qu'elle vaut. Car après tout, il ne serait pas trop difficile, pour une plume un peu alerte, de reprendre quasi telles

quelles les pages que Marx consacre au fétichisme, à la réification, des marchandises,... pour les transposer à cette autre réalité - tout aussi peu transparente - qu'est la planification administrative soviétique. Arguerait-on qu'au moins dans le chef des planificateurs, l'organisation de la production s'opère en toute clarté, simple analyse des besoins d'un côté, simple calcul des forces disponibles de l'autre? C'est rien moins que sûr (on se demande d'ailleurs comment il est possible d'avoir une idée claire du fonctionnement de dizaines de milliers d'entreprises, de la production de millions de produits...). Serait-ce même le cas, il serait difficile de prétendre que ce soit plus démocratique pour autant. Car quel contrôle a, pourra avoir la population (même avec les 2.250 députés qu'elle vient d'élire) sur les calculs d'un Gosplan? Et ne peut-on, à bon droit, s'interroger sur le mécanisme de régulation de l'activité d'une société qui n'est maîtrisé, s'il l'est véritablement, que par quelques organismes (Gosplan, conseil des ministres...) à qui la société confie-abandonne en fait - son pouvoir de décision? L'aliénation est-elle moindre lorsque la société abandonne tout savoir, tout pouvoir, sur l'économie, et se repose en ce domaine sur une administration séparée d'elle-même, laquelle prend de plus en plus figure de «puissance extérieure à cette société», ou lorsque la société «oublie» derrière les marchandises le rapport social qui les pose seules comme marchandises, «naturalise» le procès de production au point de considérer les formes (capitalistes en l'occurrence) qu'il prend comme l'expression d'une économie aussi éternelle que nécessaire, immuable ?

Mais notre propos n'est pas de nous lancer dans une vaine polémique argumentation et contre-argumentation. Ce qui nous fait problème ici, c'est l'utilisation par J.Nagels de ce chapitre sur le fétichisme - un chapitre certes difficile à situer - pour défendre une thèse qui aurait pu parfaitement s'appuyer sur les autres parties du *Capital* que Marx consacre à la marchandise, à la loi de la valeur, aux rapports sociaux.

Pour être plus clair, disons qu'à notre avis, ce chapitre de Marx sur le fétichisme a un statut différent de ceux qui le suivent ou le précèdent. L'objet du *Capital* -pour faire court- est d'exposer l'enchaînement des concepts qui permettent de définir le mode de production capitaliste et sa dynamique. Autrement dit, il est clairement situé au niveau de l'infrastructure ... et même si Marx avait dessein de poursuivre son analyse en abordant la question de la superstructure (il projetait un livre sur l'Etat), il n'en eut en tous cas jamais le temps. Or, le chapitre sur le fétichisme de la marchandise sort manifestement de cette infrastructure. Et nous pensons qu'il s'agit d'un chapitre inachevé. Inachevé non pas dans sa forme, mais dans une réflexion qu'il ne fait qu'amorcer. Ce qui explique aussi d'une certaine façon son intérêt.

Quel est le problème soulevé par Marx, en discutant du fétichisme? D'abord et avant tout un problème épistémologique. Qui est celui d'une connaissance par les individus en société du fonctionnement, des ressorts internes, qui déterminent leur société. En cela, Marx aborde en fait deux questions conjointes. L'une, en partant de l'analyse de «l'opacité» de la marchandise, ou de l'économie, car c'est tout un, est celle qu'il pose aussi dans *l'Introduction générale à la critique de l'économie politique* (1857) et qu'on peut résumer ainsi: pourquoi une «science» des sociétés, de l'histoire, est elle nécessaire? Comment peut-on définir la «scientificité» de cette oeuvre dans laquelle Marx s'est lancé corps et âme pendant quarante ans? L'autre, et c'est ici l'analyse du fétichisme proprement dit, n'est en fait qu'esquissée. On pourrait cependant la présenter rapidement comme suit: si les hommes se font bien une certaine représentation de la société - représentation qui n'est pas scientifique - sur quoi repose, comment s'organise, alors cette représentation? Quel est son statut? Inutile de souligner que c'est cette dernière question qui présente le plus d'intérêt. Mais qui, on le pressent aussi, nous emporte bien plus loin que la simple question des rapports marchands. Ce que le chapitre de Marx sur le fétichisme pose en fait, c'est le problème des rapports entre infrastructure et superstructure, entre conscience sociale, idéologie et base économique d'une société.

L'opacité de la marchandise, ou de l'économie donc, est un problème familier dans l'histoire de la pensée scientifique. Elle ne constitue qu'un paradoxe qui vient après beaucoup d'autres. Quel est celui qui, observant, jour après jour, et avec la plus grande attention, le firmament ne conclura pas que le soleil tourne autour de la terre? La science n'est jamais «lecture» d'une réalité qui accepterait de se montrer «transparente» à qui voudrait bien prendre le temps, l'attention de l'observer. Elle est essentiellement **construction d'une intelligibilité**. Ce qui permet d'organiser les faits, les événements, les «observables», sous forme de rapports, de lois, de dynamiques, le tout constituant un concept, une théorie, qui permettra de «penser» la réalité à laquelle une science s'attache. En ce sens, Marx ne fait ici que réfléchir - dans le domaine qui l'occupe, la compréhension des sociétés - un problème à la base de toute science. Et il serait réducteur d'y voir un appel à simplifier les choses (comme il l'exprimera dans *Misère de la Philosophie*, ce n'est pas simplifier une contradiction que d'en supprimer un des termes, celui qui ne satisfait pas; car c'est la chose qui est contradictoire, et ce faisant on supprime la chose plutôt que la contradiction). La connaissance du fonctionnement d'une économie, d'une société, se gagne. La transparence se construit à mesure que la science se développe. Et ceci vaut aussi bien pour les économies socialistes que capitalistes.

Marx n'en reste cependant pas là. En mettant en question, au-delà de l'opacité, le fétichisme de la marchandise, il nous entraîne en effet un pas plus loin. Philosophiquement, en ce qu'il contribue à enrichir le traditionnel - et assez pauvre - débat «ignorance-connaissance». L'ignorance est-elle le manque, le défaut de connaissance? est-elle son négatif, la connaissance fausse? est-elle perversion de la volonté, paresse de l'âme? Dans tout ce fatras, Marx introduit la notion de **pluralité** de la connaissance. La connaissance qui se veut vraie, rigoureuse, ancrée dans le réel, est la connaissance scientifique. Mais il en existe d'autres. La connaissance idéologique par exemple. Qui n'est à proprement parler une connaissance ni vraie ni fausse. Qui est une connaissance qui reflète la position qu'un individu, un groupe d'individus, entretient vis-à-vis du monde, de la société. Et si l'idéologie doit être dépassée pour que puisse s'établir la science (c'est la fameuse «rupture épistémologique» de G. Bachelard), cela ne la renvoie pas non plus au néant, à la non-connaissance. Avancée scientifique aussi que cette étude du fétichisme par Marx: car si les individus se font une certaine représentation - idéologique - du fonctionnement de la société, il est particulièrement important de noter que cette représentation idéologique est immédiatement sociale, politique. L'économie: une réalité «naturelle» ou «historique»? Les hommes: des «individualités libres» ou des «êtres sociaux»? Les biens: ces «choses affectées d'un prix» ou des marchandises qui témoignent de l'existence de rapports sociaux bien particuliers? Comment ne pas voir là que chaque fois ce sont des valeurs, des «choix de pensée», des «conceptions sociales» qui s'affrontent, et qui témoignent par là d'un affrontement bien plus fondamental, un affrontement de classes qui s'impose aussi, comme on le voit, dans le domaine de la connaissance.

«Le caractère fétiche de la marchandise et son secret», cette dernière partie du chapitre premier du *Capital* a déjà fait couler beaucoup d'encre. Et on comprend maintenant pourquoi. Non pas, comme semble le penser J. Nagels, parce que c'est là que Marx exprime le mieux sa condamnation de l'économie marchande ou du capitalisme, mais parce que sa réflexion sur le fétichisme se présente comme une sorte d'appel à sortir du champs plus strictement «économiste» du *Capital*. Comment la réalité économique, comment ce qui est de l'ordre de l'infrastructure se reflète-t-il dans la conscience des gens, comment est-ce appréhendé cognitivement? Comment à partir d'une connaissance «faussée» - ou en tous cas d'une connaissance non spontanément scientifique - arriver à une connaissance exacte, objective des processus sociaux et économiques? Comment donc fonder une politique - car c'est cela qui importe en définitive - sur une connaissance scientifique plutôt qu'idéologique? Le débat qu'aborde Marx dans ce chapitre déborde bien, et de loin, le seul

problème de la marchandise, et de l'aliénation qu'elle induirait. Car il est en définitive essentiellement celui des rapports entre l'infrastructure et la superstructure: d'un côté, les structures économiques, sociales, déterminent la conscience des gens, l'horizon à partir duquel ils vont situer leur action politique. En même temps, les individus peuvent se libérer de leurs conditions sociales concrètes, prendre du champ par rapport au mode de penser spontané qui s'offre à eux dans la société à la fois opaque, à la fois de classes, qui est la leur. Et ils peuvent donc aussi définir une politique qui puisse sortir des contraintes du temps présent, ou des intérêts de classes limités, dans lesquelles un déterminisme facile l'aurait enfermé. Toutes ces questions sont des questions réelles. Et Marx ne les a pas épuisées, ni dans ce chapitre du *Capital*, ni dans les autres. Nous avons encore à les reprendre. Mais pour pouvoir les reprendre, il importe d'abord de les identifier comme telles.

3. réhabiliter le marché-apprendre à le contrôler aussi

En Europe occidentale, nous explique J. Nagels à la fin de son article, *le marché est plus ou moins civilisé parce que des forces puissantes, principalement les syndicats et les organisations de la classe ouvrière, l'obligent à adopter un comportement plus ou moins social*. La formulation vaut qu'on s'y arrête. D'abord parce qu'elle est si joliment exprimée. Ensuite, parce qu'elle pose une question de fond: le marché est-il «civilisable»? Et puisque nous nous préoccupons ici des sociétés socialistes: le socialisme peut-il civiliser le marché?

3.1. le socialisme implique la planification

Nous l'avons déjà dit: sur ce point, nous sommes pleinement en accord avec J. Nagels. Qui dit planification dit contrôle sur le développement matériel et social, et une société qui abandonnerait toute prétention à diriger son développement ne saurait d'aucune façon être définie comme socialiste. Il s'ensuit donc qu'une société où ce serait le marché qui aurait tout à dire, qui fonctionnerait comme le seul régulateur, ou comme régulateur non contrôlé, de l'économie ne saurait non plus être posée comme société socialiste. Laisser les mains libres au marché, laisser celui-ci envahir petit à petit la totalité des sphères de la vie sociale, c'est effectivement organiser la voie vers le capitalisme.

Mais on n'en est pas là (rappelons que nous n'analysons ici les choses que sous leur aspect théorique: qu'en Hongrie, en Pologne, et même en U.R.S.S. il y ait des forces poussant, parfois délibérément, dans le sens d'une confiance absolue, et donc aveugle, au marché est une autre question; encore que ces forces soient loin d'être aussi totales,

aussi peu contredites que ne semble le penser J.Nagels). Car les réformes prévues ne parlent pas de remplacer l'économie planifiée par l'économie de marché, elles précisent seulement (et c'est déjà beaucoup) qu'il faut revoir le mécanisme de planification pour qu'il tienne compte des mécanismes du marché. Autrement dit: **la planification n'est pas appelée à disparaître; on lui demande de se transformer.** De quitter ses habitudes d'ordonner concrètement et impérativement toutes choses pour organiser les conditions de reproduction de l'activité économique.

La planification indirecte, une révolution? Loin de là. Les exemples abondent, en Union Soviétique probablement depuis que la planification existe, qui témoignent de ce que la planification directe fut rarement la seule utilisée. Prenons le faible coût de l'énergie, des matières premières: en quoi est-ce fondamentalement différent d'un allègement des droits d'accises, d'une suspension des contraintes et taxes douanières à l'importation de matières premières ou du pétrole, que l'on connaît aussi dans nos sociétés capitalistes. Le résultat n'en est pas moins désastreux pour autant: habituées à disposer de l'eau, du pétrole, des minerais à des tarifs qui défient toute prise au sérieux, aucune entreprise soviétique, aucun ministère, ne s'est jamais soucié de «rationaliser» sa consommation d'énergie ou de matières premières. L'état soviétique ne perçoit aucune «rente» sur la mise en exploitation agricole des terres. Mais il se rattrape en différenciant ses indices de production, de prix selon la productivité estimée des terres, et en prélevant un bénéfice sensiblement supérieur sur les fermes les plus prospères. Est-ce vraiment si différent? Combien de fois, depuis Khrouchtchev, l'état soviétique n'a-t-il pas augmenté les prix qu'il paye aux exploitations agricoles pour l'achat de viande, de lait, de céréales (sans obtenir les résultats espérés, mais cela est une autre affaire). Ne s'agit-il pas là de «soutien à la production agricole», ce que nous pratiquons aussi dans nos contrées? Aides à l'exportation? Mais par le système de multiplicité des coefficients de convertibilité entre devises étrangères et rouble (un système que l'on revoit aujourd'hui), que faisait d'autre l'état soviétique sinon stimuler financièrement certaines exportations dont il avait besoin pour équilibrer sa balance commerciale? Quant à la fiscalité, à voir les déboires successifs des coopératives, le ministère des finances, en toute apparence, sait très bien comment taxer suffisamment lourdement pour décourager n'importe quelle initiative.

La planification, dans la réalité, n'est jamais uniquement directe. Et lorsqu'elle est directe dans un secteur, elle est indirecte pour les autres. Le problème donc ici n'est pas un problème de fond, c'est un problème d'efficacité: est-il plus efficace de régenter tout, production par produc-

tion, depuis Moscou. Ou est-il plus efficace de laisser aux producteurs l'initiative d'organiser leur production, au mieux, au plus vendable, au plus rentable, de les laisser s'arranger eux-mêmes avec leurs fournisseurs et leurs clients, et de concentrer l'intervention de l'Etat, directe et indirecte, de façon à dynamiser l'activité productive le plus possible (c'est le problème de la construction, ou de la modernisation, des infrastructures, routières, ferroviaires, de télécommunications), afin d'ajuster ce qui est le plus rentable pour les entreprises à ce qui est le plus souhaitable pour la société (on peut détaxer la production des marchandises de consommation populaire par exemple, octroyer un crédit à bon marché aux candidats-construteurs de leur logement; à l'inverse, augmenter le prix de l'eau, de l'énergie, des matières premières pour les entreprises, pénaliser les entreprises polluantes et les responsabiliser vis-à-vis de leurs dégâts sur l'environnement). Les entreprises deviennent, seront demain, indépendantes. Elles détermineront elles-mêmes leurs activités. Certes, pour l'armée des bureaucrates, qui voudraient diriger jusqu'à la fabrication du moindre boulon, c'est une perte de pouvoir. Mais l'Etat perd-t-il vraiment la maîtrise de l'économie pour autant? Par le biais de la fiscalité, du système de crédit, de la formation des travailleurs, de l'aide à l'investissement ou à la modernisation, des commandes d'Etat, des programmes de recherche et d'innovation technologique, des investissements publics,...n'est-il pas capable d'influer sur le processus social et économique? Pour peu qu'il veuille les utiliser - et il n'y a guère de raisons, en U.R.S.S., d'en douter - ce ne sont en tous cas pas les moyens d'action qui lui font défaut.

3.2. plan ou marché? plan contre marché?

Ces deux termes ne sont plus perçus, aujourd'hui en U.R.S.S., comme des réalités antagoniques. On peut très bien, affirme-t-on, combiner planification et économie de marché. Avoir le souci d'élargir les rapports d'échange pour les mettre au niveau des exigences de forces de production développées, et en même temps souhaiter une planification plus efficace, qui trace des perspectives, qui oriente de façon plus décisive le développement économique. Car, contrairement à ce qu'on pourrait croire au premier abord, la planification directe, impérative, administrative n'est pas non plus la planification la plus efficiente. Empêtrée qu'elle se trouve dans l'organisation quotidienne d'une production de plus en plus complexe, dépossédant les entreprises de tout ce qu'elles peuvent contenir de «cerveaux», «d'intelligences décisionnelles», elle est aussi incapable d'aborder l'économie comme un tout dynamique dont il faut saisir les clefs de développement.

Comment percevoir autrement les discussions qui ont lieu ces dernières années autour de la restructuration du Gosplan? N'est-il pas

symptomatique qu'on ait par exemple dû insister sur l'utilité d'intégrer un certain nombre de méthodes modernes de gestion - de modèles mathématiques notamment - qu'on aurait jugées communément comme le B.A.BA de toute planification d'une économie un tant soit peu complexe? Or tout se passe comme si on en était resté au vieil appareil théorique stalinien de la planification (on sait que c'est un point sur lequel Staline s'était fortement opposé à Boukharine): comptabilité nationale d'un côté, tableaux d'inputs-outputs, répartitions entre le secteur A (biens de production) et le secteur B (biens de consommation), **plus** le tracé d'objectifs, plus ou moins volontaristes selon les époques, plus ou moins tempérés de pragmatisme selon l'humeur. A ce compte-là la planification ne perçoit pas plus la dynamique réelle d'une économie qu'elle ne conduit un développement. Elle organise une économie existante et elle répartit des investissements. C'est tout, et c'est trop peu. Depuis septante ans qu'existe l'U.R.S.S., avec toute l'expérience accumulée par les pays socialistes, mais pas seulement par eux (la planification a aussi été un objet de débat, théorique et pratique, dans nombre de pays capitalistes), faut-il vraiment en rester à l'idée brute que signifiait la planification à son origine? Et n'avons nous pas tous les moyens de penser un peu plus loin ses formes, sa diversité, ses potentialités?

Il faudrait dire la même chose, soit dit en passant, de la propriété des moyens de production. Le terme englobait, à l'époque de Marx, la prise de pouvoir, de contrôle, la réorientation de l'outil selon des finalités différentes, l'instauration d'un autre rapport décideurs-travailleurs, individus-sociétés. De tout cela, comment ne pas voir que nous nous sommes rabattus trop souvent sur une définition «juridique» de la propriété. Et certes, il est indispensable que l'Etat ait la possibilité «formelle» de prendre des initiatives, de mener une politique industrielle. Mais, et rappelons-nous encore la France de 81-82, ce n'est guère être fort avancé en besogne que d'avoir instauré cette propriété formelle, si on en reste là. Car, il importe surtout qu'elle se transforme en pouvoir d'action réel. En droit romain, la propriété, c'est peut-être le droit d'user, d'abuser, de disposer; économiquement, la propriété, c'est surtout ce qu'on en fait, ce qu'elle permet de mettre réellement en oeuvre. Et lorsqu'on parle de propriété collective des moyens de production, c'est quand même plus la signification économique que l'on vise - le contrôle qu'elle permet sur un outil industriel afin de mener une politique déterminée - que sa signification juridique. Si le même objectif est servi par des dispositions juridiques variées, si aujourd'hui les sociétés socialistes découvrent qu'il y a une multiplicité de «formes de propriété» - adaptables selon les cas - étatiques (centrale, républicaine, locale...), coopératives (kolkhoziennes, de travailleurs associés...), contractuelles (affermage, prise à bail...), faudra-t-il donc s'en effrayer, et se dire «on nie la

propriété collective des moyens de production», comme on aura désespéré auparavant de la planification? Alors que ce ne sont ni la planification ni la propriété collective des moyens de production qui sont mises en cause, mais que, beaucoup plus simplement, leurs formes sont aujourd'hui appelées à s'approfondir, se complexifier, s'affiner aussi.

3.3. des limites à la logique marchande

Non pas la planification ou le marché donc, mais une planification rénovée qui sache prendre en compte, utiliser, les mécanismes de marché. Ce qui implique savoir poser des limites au fonctionnement marchand. Car là encore J.Nagels a parfaitement raison: une société qui inconscience ou manque de volonté politique, peu importe-perdrait tout contrôle sur son «marché...libéralisé», perdrait tout contrôle sur son économie, et tout moyen de conduire le processus de son développement. Et, vu l'environnement international, serait sans doute une société qui retrouverait vite les caractéristiques de nos sociétés capitalistes: d'une part autonomie de l'économie, fonctionnement selon ses propres lois, d'autre part état national (mais progressivement de moins en moins national, et de moins en moins puissance publique) chargé de gérer les affaires civiles.

Il faut donc poser des limites au marché. Des limites à la fois négatives (tout ne doit pas ressortir de la logique marchande), et positives (la planification doit avoir les moyens d'orienter le marché vers des objectifs que de lui-même il n'aurait pas choisis). Ces limites sont nombreuses. Il y en a d'ailleurs un certain nombre qui sont, ou qui étaient, admises (verbalement en tous cas) par nos sociétés capitalistes occidentales. A défaut de les énumérer toutes, nous tenons cependant à dire quelques mots de celles qui nous paraissent les plus essentielles.

1°) le droit à l'emploi

La force de travail peut effectivement être considérée comme une marchandise, qui se vend, qui s'achète, selon l'usage qu'on en a et le besoin qu'a le vendeur d'une rémunération qui lui permette de vivre. C'est le fond de la position du capitalisme. Le fond, car celui-ci a dû accepter parfois de mettre un peu d'eau dans son vin. Les services publics - jusqu'au stade actuel où on entreprend de les démanteler - reconnaissent l'idée de sécurité d'emploi. A une certaine époque- les années soixante du capitalisme national en pleine expansion -l'objectif de plein emploi était un objectif reconnu assez unanimement comme fondé. Mais sur le fond, et on le voit bien aujourd'hui, le capitalisme, c'est essentiellement l'homme considéré comme une marchandise particulière, capable de travailler et de produire une plus-value. Le socialisme lui

se veut une société «pour l'homme». Question d'objectif: on se demande pourquoi il vaudrait la peine, sinon, d'essayer d'édifier une société nouvelle; question de démocratie, et la démocratie n'a de sens véritable que si elle est aussi démocratie sociale, économique; question d'efficacité, la société doit pouvoir intégrer l'apport de tous, et toute société «duale» est une société qui se prive d'une partie- plus ou moins importante- de ses potentialités. Il est donc normal que le «droit à l'emploi» soit inscrit au coeur de la définition même du socialisme. Qu'il y ait, ça et là, des économistes qui pensent différemment, c'est leur droit le plus personnel. En URSS, en tous cas, il n'y a nulle raison de soupçonner que les autorités inclineraient dans ce sens (cfr A. Aganbeguian) le droit à l'emploi est un des grands acquis de notre société socialiste. Il n'y a nulle raison de l'abandonner. Et nous avons d'autres moyens de stimuler les travailleurs au travail que de recourir à la menace du chômage». Interview accordée au D.R. -juillet 87).

En même temps, il n'y a pas non plus à surcharger les termes d'une signification qu'ils ont certes acquises au fil du temps, mais qu'ils n'exigent pas par eux-mêmes. Droit à l'emploi ne signifie pas «droit à l'emploi à vie dans une entreprise, dans un travail, déterminés». Il fut un temps où l'on croyait construire des usines pour une période éternelle. Et où l'accent était mis avant tout sur la «fidélisation des travailleurs» (car en URSS aussi la classe ouvrière, russe en tous cas, voyage facilement d'une entreprise à l'autre). Aujourd'hui les économies - et les économies socialistes n'échappent pas à la règle - suivent un autre «tempo». Et la perspective de devoir changer de travail, plusieurs fois au cours de sa carrière (verticalement, par le biais de formations-promotions; horizontalement, en changeant d'atelier, d'usine, de secteur) n'est plus une perspective inenvisageable. Ce n'est pas non plus - pourvu qu'un certain «accompagnement social» soit mis en place - une perspective par essence négative (la variété des expériences professionnelles, c'est aussi un accroissement de qualifications, de connaissances...). Des entreprises ne sont plus nécessaires (certaines entreprises de la défense, par exemple), ou plus rentables (l'URSS produit bien trop d'acier, de tracteurs, de chaussures,...); le travail manuel est remplacé par un travail plus technique, plus qualifié; tout cela oblige à des reconversions, et c'est normal. Il serait anti-économique, et faussement social, de penser que chaque entreprise - d'autant plus qu'aujourd'hui peut se poser le cas de «dissolution-faillite-fermeture» de cette entreprise - doit absolument assurer le même travail à un ouvrier, pourvu qu'il ait été engagé sous contrat, et cela peut-être pendant les quarante ans que couvrera sa carrière professionnelle.

«Le plein-emploi est une responsabilité de la société; l'emploi efficace est une préoccupation de l'entreprise». Cette formulation - entendue en Hongrie - nous semble définir le mieux le fond de la question. On ne saurait, sauf à charger les entreprises d'obligations qui ne sont pas les leurs, résoudre le problème du chômage par décision administrative: «chaque entreprise sera tenue désormais d'engager x % de travailleurs supplémentaires». Il est au contraire important que chaque travailleur soit non pas seulement «occupé», mais qu'il contribue réellement et efficacement au développement de la société. On peut concevoir que pour un ouvrier mineur qui aurait travaillé pendant trente ans au fond d'une mine, la reconversion soit chose difficile. Il faut donc des «mesures sociales, humanitaires», pour éviter que ce travailleur perde ses moyens d'existence, sa dignité. Pour d'autres, la reconversion devra passer par une re-qualification. Les entreprises ont chaque fois une part de responsabilité à assumer. Mais fondamentalement, c'est la société qui garantit concrètement ou pas le droit à l'emploi. Pas seulement «socialement», ou par des «pseudo-emplois», mais par une politique économique, industrielle, dynamique. Qui s'appuie sur les ressources en hommes, en qualifications, disponibles. C'est là une des composantes essentielles de la planification.

2°) la reproduction de la force de travail

Cette expression -barbare- englobe beaucoup de choses. Les hommes doivent se nourrir, se vêtir, se loger, et pour tout cela il importe finalement peu que les aliments, les vêtements, le logement, soient fournis par une économie centralisée ou décentralisée. Pourvu qu'ils soient en nombre suffisant, accessibles, et correspondent aux besoins des consommateurs. Certes il y a un «juste prix» à payer (le prix sera d'autant plus juste que l'on se sera éloigné d'une économie de rationnement), certes cela implique des modifications substantielles du système des prix en Union Soviétique (les vêtements - ceux qui sont «mettables» tout au moins- sont démesurément hors-de-prix, le loyer par contre-entre trois et cinq pourcents du revenu familial - ne correspond ni aux coûts de production, ni à l'importance du besoin que le logement représente). Mais la responsabilité de la société, c'est d'abord que les magasins soient approvisionnés, que les logements soient accessibles, et peu importe la forme de production-distribution sous laquelle cela s'opère. Elle est ensuite que personne - quelle qu'en soit la raison: charge d'une famille nombreuse, maladie-invalidité, solitude d'une vieillesse peu argentée...- ne soit interdit d'accès à un processus de consommation somme toute vital (parfois «socialement vital», mais c'est la même chose). Ce qui est certainement une priorité plus fondée que de subsidier, indistinctement, tous les consommateurs (quels que soient

leurs niveaux de revenus), en maintenant les prix à la consommation tels qu'ils étaient il y a 20, 30 ou 50 ans.

Par contre, lorsqu'on parle de reproduction de la force de travail, il y a tout ce qu'on peut rassembler sous l'étiquette de «services sociaux» soins de santé, éducation, secteur culturel aussi - dont l'objectif est d'abord de considérer chacun, quel que soit son statut ou son pouvoir d'achat, également positivement. Dont la forme de services se prête aussi très mal à la marchandisation (on peut calculer le coût d'une jambe cassée plâtrée, plus difficilement le maintien en bon état de santé d'une famille, d'une collectivité, d'une population idem ; des leçons spéciales d'anglais se laissent comptabiliser, mais comment évaluera-t-on l'éducation d'un enfant, son apprentissage - humain, social, professionnel - de sa vie d'homme et de travailleur? Comment estimer enfin ce qu'implique l'élévation du niveau culturel d'une société, dans l'ensemble de ses membres? etc, etc). La reproduction **sociale** de la force de travail ne peut s'opérer sur une base essentiellement ou principalement marchande. Elle relève d'une politique -une politique volontariste- de l'Etat (qui décide d'investir plus ou moins dans ce domaine); elle relève aussi d'un engagement - humain, social - des «prestataires de services». Car ce n'est pas seulement la vente d'une force de travail contre une rémunération qui est en jeu ici, pas plus que la production d'un travail qui puisse alors être «vendu»: il y a nécessité d'une «adhésion», d'un «engagement», des travailleurs de la santé, de l'enseignement, de la culture qui font leurs des objectifs qui sont fondamentalement des objectifs politiques. Cela ne signifie pas que dans ce domaine le calcul des coûts n'ait jamais aucune pertinence (il y a toujours des choix à faire, et donc la question d'une plus ou moins grande rationalité économique se pose). Mais en tous cas ce ne pourra jamais être la logique dominante pour organiser, ou évaluer, ces secteurs.

3°) le libre-déploiement des forces productives

L'activité économique, actuellement en Union Soviétique, est monopolisée de fait par les «ministères industriels». Qu'il faille décentraliser, restituer aux entreprises leurs capacités d'initiatives et de décisions, diversifier (pour éviter notamment aux entreprises de se trouver pieds et poings liés devant leurs uniques fournisseurs, de ne jamais se tracasser de ce que pourront leur dire leurs quelques clients obligés) est une stricte évidence. Cela signifie-t-il que demain ce qui se fera ou ne se fera pas, ce qui s'investira ou ce qui se désinvestira devrait être réglé par le seul marché? Certainement pas. L'Etat - directement et indirectement a là une responsabilité de première importance.

S'il s'agit d'organiser la jonction entre besoins solvables et production (mais il n'y a pas que les besoins solvables à prendre en considération, nous l'avons rappelé au paragraphe précédent), le marché est un bon régulateur. De même, s'il s'agit de diffuser les méthodes de production les plus nouvelles, de la mise en oeuvre du progrès scientifique et technique, de la mise en oeuvre d'exigences de productivité, le marché, utilisant le critère du taux de profit moyen, s'avère un instrument bien utile. Mais tout cela ne fait évidemment ni une politique industrielle, ni une politique de développement.

Le marché fonctionne sur le temps présent. Or il faut parfois investir lourdement, sans garantie, pendant longtemps pour que ce qui est recherches, projets aujourd'hui, devienne demain brevet industriel rentable. C'est une question que se posent toutes les sociétés marchandes. En système capitaliste, le problème est en général résolu de manière mixte. Grosso modo: l'Etat assume à ses propres frais la recherche fondamentale, et ce sont les entreprises de puissance suffisante - firmes multinationales, souvent, gérant (planifiant, pourrait-on presque dire) tout un secteur industriel - qui organisent la recherche appliquée. Restent bien quelques baboles pour les autres entreprises, mais ce n'est guère significatif. On ne peut donc pas attendre plus du marché, dans une société socialiste, que ce qu'il réalise dans une société capitaliste. Concrètement, cela signifie que si l'Etat ne prend pas les devants, organisant, impulsant, lui-même la recherche fondamentale et appliquée - que ce soit directement (en subventionnant l'académie des sciences, les groupements science-production) ou indirectement (par une série de programmes de recherche proposés aux entreprises et instituts) - le marché ne sera pas capable lui de l'organiser. Autrement dit, le marché, dans les pays socialistes, se mettra à la traîne de qui prendra l'initiative ailleurs, au Japon, aux USA, en Europe occidentale, ou ailleurs.

Le marché a comme principal critère la rentabilité. Sinon immédiate, du moins assurée. Palpable en tous cas. Lui proposeriez-vous d'entreprendre de «grands travaux d'infrastructures»? Oui, s'il s'agit d'autoroutes à péages, de lignes ferroviaires entre grandes agglomérations, dont on peut estimer d'avance ce qu'elles rapporteront. Mais le développement d'une région est aussi fait, aux jonctions des autoroutes ou des noeuds ferroviaires à grands trafics, de tout un réseau de voies chaussées, pavées, ferrées, navigables. Et que le marché n'a ni le souci ni l'envergure d'entreprendre. Peu importe ici qui exécute. Mais c'est un fait que le développement d'un pays passe par la construction d'un réseau ramifié, étendu (qui ne rejette à son extérieur aucune région, aucune bourgade) d'infrastructures: depuis les infrastructures routières,

navigables (fût-ce à l'aide de brise-glaces à propulsion nucléaire) ... jusqu'aux télécommunications, par câbles, par satellites. Et que l'Etat a là (ce peut être l'objet des «commandes d'état» prévues dans la nouvelle loi sur les entreprises) une responsabilité irréductible à celle du marché.

Reste enfin la question d'une stratégie de développement à adopter. Le marché est-il capable d'en élaborer une par lui-même? C'est peu probable, sauf à réduire stratégie de développement à l'art de saisir des opportunités. Même dans l'histoire des sociétés capitalistes, le marché n'a jamais été aussi actif, aussi offensif, qu'on a bien voulu le croire. Et l'Etat n'a jamais été le simple porte-étendard, ouvrant au marché des espaces nouveaux, qu'une certaine imagerie d'Epinal a bien voulu nous décrire. Chaque fois qu'il a fallu aller de l'avant, le marché, au contraire, a eu besoin de l'Etat. Un Etat qui était le véritable organisateur, le sujet réellement actif, d'une stratégie de développement. Et cela s'est marqué d'autant plus que cette stratégie avait besoin de s'opérer à marches plus forcées. L'Allemagne du dix-neuvième siècle, le Japon de l'après-guerre, sont encore là, suffisamment proches, pour en témoigner. Mais qui oserait, sauf cas de monomanie néo-libérale aigüe, avancer que le développement de la France, depuis Colbert jusqu'à de Gaulle, s'est réalisé par la seule grâce, et la seule intelligence, du marché? Que l'Etat américain n'a, comme certains aiment -presqu'honnêtement- à le proclamer, qu'un rôle de gardien, des règles du marché, scrupuleux mais extérieur? Le laisser-faire laisser-aller, s'il a jamais réellement existé, n'a jamais correspondu qu'à une situation assez courte, et somme toute assez exceptionnelle, en Angleterre du temps d'A. Smith. Pour le reste, la prétendue indépendance du marché n'est qu'une idéologie qu'on produit à bon compte, et sans doute sans même y croire trop réellement. Le marché, à lui seul, est incapable de «tracer une voie» de développement, d'autant moins si celle-ci doit être originale, si elle doit tenir compte des particularités, des retards de la société où il est censé «se développer». C'est l'Etat qui est seul en mesure, qui peut seul occuper la charge de le faire: l'Etat «envahi» par une bourgeoisie qui s'était éduquée pratiquement - dans la pratique marchande et industrielle concrète - avant de partir à l'assaut de ce qui lui paraissait l'enjeu de ses intérêts de classe bien compris; ou l'Etat mené de façon démocratique par les représentants d'une nation qui tient d'abord à rattraper ses retards de développement, ensuite à marquer ses priorités dans le modèle de croissance qu'elle veut suivre.

Car l'Etat n'a évidemment pas qu'un rôle «d'organisateur du rattrapage des retards». S'appuyer sur le marché, c'est aussi organiser, guider celui-ci. Et c'est l'Etat qui est seul capable de définir des objectifs - à moyen et à long termes - objectifs de développement industriel, régio-

nal, objectifs de «révolutionnarisation scientifique et technique» de la production. Là aussi ce ne sont pas les moyens qui font défaut: affectation, plus ou moins massive, des investissements publics, facilités de crédits, programmes de formation, de recherches, implantation d'entreprises nouvelles - directement à l'initiative des pouvoirs publics, ou conjointes en s'appuyant sur le potentiel industriel déjà existant - accords d'état à état lorsqu'il s'agit de coopération internationale. Critiquant, en octobre 1987, la N.E.P. et Boukharine (pour ne pas avoir compris à temps les nécessités d'une politique d'industrialisation bien plus active), M.Gorbatchev ne justifiait pas pour autant le choix de Staline d'abandonner la N.E.P., et de procéder selon une toute autre voie. Car il y avait sans doute ce moyen terme: la N.E.P. plus une planification active, la N.E.P. mise au service d'une politique d'industrialisation volontaire.

4°) l'internationalisation du marché

L'U.R.S.S. tend à s'ouvrir aujourd'hui aux capitaux étrangers. Sous forme d'entreprises mixtes, de joint-ventures, de «zones franches» aussi. Et cette ouverture s'appuie, évidemment, sur tout l'arsenal de facilités fiscales, économiques, sociales que l'on connaît partout où l'on s'essaye à attirer les capitaux étrangers. Aujourd'hui, c'est loin d'être encore significatif - *«un pipi d'ourson dans la toundra»*, dira, de manière imagée, J.Nagels- mais le processus étant appelé à prendre de l'ampleur, il y a évidemment une maîtrise de l'environnement, tant économique que social, à sauvegarder.

S'agissant d'environnement social, la dramatisation n'est guère de mise. La nouvelle législation soviétique prévoit peut-être que, pour chaque entreprise mixte, les conditions économiques, sociales se négocieront au cas par cas: la société soviétique n'étant pas une société de négriers, on imagine mal comment contraindre les travailleurs, qui sont toujours libres d'aller choisir ailleurs un job qui leur conviendra mieux, à travailler plus dur dans des firmes dominées par le capital étranger pour un salaire et des avantages sociaux moindres. On peut certes regretter le manque de dynamisme des syndicats soviétiques; mais c'est surtout à l'égard des conditions de travail dans l'ensemble des entreprises - donc essentiellement des entreprises soviétiques - qu'il faut le regretter. Et pour ce qui est des firmes étrangères qui viennent s'implanter sur le sol soviétique, sachons leur reconnaître au moins l'intelligence qu'elles ont de savoir tenir compte de la situation sociale objective des travailleurs du pays où elles veulent fonctionner. En Chine, les travailleurs qui acceptent d'oeuvrer dans des firmes à capitaux étrangers sont loin d'être plus mal payés que leurs confrères de n'importe quelle entreprise publique. Au contraire. Et si, pour s'attacher une

main d'oeuvre de qualité, une firme germano-soviétique (ou italo-soviétique ou...) doit investir dans une crèche, un gymnasium, un hôpital d'entreprise, un sanatorium sur la mer Noire... (tous avantages qu'une «bonne» entreprise soviétique doit pouvoir fournir à ses travailleurs), qui oserait prétendre qu'elle hésitera un seul moment ? S'agissant du social, le problème n'est pas ici celui d'une législation particulière s'appliquant à des firmes particulières, il est celui de l'ensemble des acquis de protection, de sécurisation, de bien-être des travailleurs qu'une société à réussi à considérer comme «normal», comme «devant être». Sans doute devrait-on considérer les choses sous un jour différent si la société soviétique devenait une société de chômage, où les travailleurs se battent pour trouver le travail qui leur permette de survivre. Mais ce n'est pas le cas. Et donc, la seule question qu'il est légitime de poser est celle-ci : **comment l'U.R.S.S. fera-t-elle progresser - pour toutes les entreprises, pour toute la société - le niveau des normes, normes aussi bien de conditions de travail, de revenu... que d'habitudes prises de démocratie à l'entreprise.** Et le reste, comment cela se déroulera dans les firmes à capitaux étrangers, sera donné, largement, par surcroît.

Reste l'environnement économique. Certes les zones franches, les firmes dominées par le capital étranger sont limitées en nombre. Mais il y a des seuils à ne pas franchir. Car si toute l'U.R.S.S. devenait une large zone franche, il est clair que l'état soviétique n'aurait plus grand chose à dire sur son économie. Sans aller jusque là, si la moitié de l'économie des pays baltes était prise en charge par des zones franches ou des entreprises à capitaux étrangers, la quasi totalité de l'industrialisation de l'extrême-orient soviétique ...le problème n'en serait pas moins inquiétant. Il y aurait bien alors - et pourquoi ne pas dire que dans ce cas J.Nagels aurait raison? - «risque de dérapage». C'est à dire que la dynamique impulsée par une économie internationalisée, dominée par un capitalisme qui n'en est pas à sa première expérience, loin de là, l'emporterait sur la dynamique de développement qu'a à charge de promouvoir l'état soviétique.

Encore une fois, on n'en est pas là. Et les quelques expériences existantes (quelques trois cents entreprises mixtes, un pourcentage insignifiant du chiffre d'affaires total) en sont toujours à leurs débuts.

Cela signifie que tout se jouera d'abord dans la capacité de l'économie soviétique d'opérer son propre re-démarrage. Car il est clair que si l'économie soviétique devait rester stagnante, et la dynamique de développement être portée uniquement par les entreprises étrangères, cela conduirait, à terme, à une impasse certaine. Il faudrait d'ailleurs dire la même chose à propos des relations du secteur public et du secteur

privé dans les pays socialistes. Et c'est vrai que les stratégies mises en oeuvre par des pays comme la Hongrie ou la Pologne (contournant en quelque sorte leurs difficultés à redynamiser leurs entreprises publiques en développant à côté un secteur privé, beaucoup plus libre, nettement plus dynamique, ou en faisant appel aux capitaux étrangers pour fonder des entreprises là aussi beaucoup plus efficaces que les grosses entreprises d'Etat, souvent attardées dans des secteurs de grosse transformation) sont des stratégies qui laissent une partie essentielle du problème pendant. Car une économie socialiste ne peut passer trop longtemps à côté de ce problème de fond, qui se pose d'ailleurs partout, c'est à dire y compris dans nos sociétés où il existe un important, ou moins important, secteur public: comment rentabiliser, rendre plus efficace, plus porteur du progrès scientifique et technique ces entreprises publiques, quelles sont les nouvelles formes d'organisation, de gestion, à trouver pour en faire un secteur économique moderne. Non pas parce que le secteur public devrait concurrencer, prendre la place de toutes les autres formes d'entreprise. Mais parce qu'il est impossible que ce secteur puisse être la véritable épine dorsale du développement économique, s'il n'est pas aussi un secteur performant.

Tout se jouera, deuxièmement, dans la capacité - à mettre au point - de l'état soviétique de «contrôler» les firmes étrangères qu'il accueille sur son territoire (on peut penser à des formules de type «contractuel», avec volets sociaux, économiques, de recherches, de retombées pour la région). A ce niveau, c'est moins, comme nous le savons bien en occident, affaire de «difficultés techniques» que de «volonté politique». Et les firmes transnationales qui investissent ici, désinvestissent là, ne sont reines que parce qu'on accepte, chez nous, de leur laisser les pleins pouvoirs. Il n'y a pas de raisons que les pays socialistes acceptent d'adopter purement et simplement la même attitude.

Les entreprises mixtes, zones franches,... ne constituent donc pas, en tant que telles, un danger particulièrement menaçant. Ou alors, on devrait aborder, avec la même inquiétude, toute coopération économique (pour ne pas parler des autres) avec le monde capitaliste. Importation de céréales, de biens de consommation, achat de technologies occidentales, d'usines «clefs-sur-porte», acquisition de know-how, de techniques de management, entreprises mixtes, joint-ventures,... à partir de quel moment doit-on crier au «dérèglement»? D'une certaine façon, oui, chaque coopération induit des risques de dépendance, peut servir à sortir d'une impasse non résolue du développement économique. Mais en même temps, comment peut-on concevoir autrement la coopération, sinon comme un réseau -accepté- de dépendances réciproques? Et l'acheteur qui a besoin de marchandises est-il réellement

plus dépendant que le vendeur qui est à la recherche de débouchés ? On peut certes se dire que l'U.R.S.S., les pays socialistes, en accroissant leur commerce avec l'occident courent le risque d'y «perdre leur âme». Mais n'y a-t-il pas tout autant de raisons de penser que, pour les pays capitalistes, s'habituer à traiter les pays socialistes en partenaires stables, sérieux, avec qui l'on noue des affaires importantes, c'est aussi accepter la loi, sinon du socialisme, du moins de la détente et du développement pacifique interdépendant? En cherchant à promouvoir ces «nouvelles formes de coopération économique» (dont l'objectif est triple: améliorer la situation du marché intérieur, en produits plus sophistiqués, de haute technologie ; améliorer la balance commerciale du pays vis-à-vis de l'extérieur; lancer un effet d'entraînement sur le reste de l'économie en apprenant les formes de gestion, de management des entreprises capitalistes), l'U.R.S.S. - comme les autres pays socialistes - ne vise essentiellement que ceci: **prendre davantage au sérieux le commerce international, la coopération est-ouest** (qui jusqu'à présent suivait le principe résiduel: on n'achète que ce que l'on n'arrive pas à produire soi-même, au moins-au mieux), **et y assumer une part beaucoup plus active** (non plus vendre du pétrole pour acheter du blé, mais arriver à des relations de partenariat). Une telle démarche ne devrait pas, à terme, bouleverser que les seules économies socialistes.

Nous nous trouvons ici au coeur même de la péréstroïka. Le socialisme pouvait bien se concevoir - jusqu'il y a peu - comme un «monde à part», suivant une voie de développement propre, indépendante. Et penser sa rivalité historique avec le capitalisme comme une compétition/concurrence entre deux systèmes sociaux fonctionnant de façons totalement séparées. Quoi de plus normal dans ces conditions qu'une coopération est-ouest réduite à son minimum *minimorum*, et toujours appréhendée comme quelque chose de temporaire, comme un pis-aller? Aujourd'hui le socialisme se pense différemment. Il se pense comme partie intégrante d'un monde qui est essentiellement unifié, interdépendant, solidaire. Ce qui signifie que ce qui est vrai dans le domaine écologique, de la révolution scientifique et technique, de la culture, l'est tout autant lorsqu'on s'attache à la réalité économique. L'internationalisation des échanges, ne fait qu'exprimer l'universalité de la loi de la valeur. La division internationale du travail est une réalité à laquelle chaque pays, chaque économie sont confronté. En renégociant son insertion dans les grandes organisations économiques internationales (le GATT, le FMI, la Banque Mondiale) l'Union Soviétique peut bien paraître à certains, reconnaître une légalité strictement capitaliste. En fait, elle tire simplement les conclusions d'une responsabilité que les pays socialistes ont à l'égard de l'ensemble du développement économique mondial (cf. le 7 décembre, à la tribune de l'ONU, M.Gorbatchev

exposant ses propositions pour le règlement de la dette des pays du tiers-monde, le nouvel ordre économique international, des propositions reprises le 5 avril à Cuba). Elle exprime une volonté de prise au sérieux de ces organisations, qu'elles soient économiques, culturelles (l'Unesco) ou politiques (l'ONU). Elle fait valoir surtout que les pays socialistes entendent prendre dans ces organisations une place, une capacité d'initiative, qui soient conformes à l'importance réelle du socialisme sur le plan mondial. Proclamer le monde un, l'environnement, l'économie interdépendants, ce n'est donc pas accepter le capitalisme comme étant le seul système social «naturel». C'est affirmer au contraire que le socialisme a lui aussi son mot à dire, quant à l'approche de cette réalité, quant aux solutions à faire prévaloir. Or, si le socialisme se sent aujourd'hui de taille à reprendre l'initiative sur le plan mondial, à peser sur le développement de la planète (pour que celui-ci non seulement soit un développement pacifique, mais un développement qui reconnaisse aussi le droit de chacun, de chaque peuple à y prendre part), on se demande par quelle inconséquence il se révélerait demain impuissant à maîtriser les quelques entreprises mixtes qu'il a suscitées sur son propre territoire.

conclusion

Au début de cet article, nous avons voulu y insister: l'enjeu d'un débat théorique autour de la *péréstroïka* ne touche pas qu'à la seule intelligence de ce qui se passe aujourd'hui dans les pays socialistes. Ce débat est aussi notre débat, en Europe capitaliste, en Belgique. Et il concerne tous ceux pour qui transformer notre société signifie quelque chose. C'est sur ce point que nous souhaitons ici brièvement insister.

Supposons en effet donnée - poussée peut-être à l'extrême - la thèse que J. Nagels défend dans son article. Supposons l'économie de marché réellement opposée à l'économie socialiste. Au point que l'une chasse l'autre. Supposons aussi cette économie si insidieuse, si tenace, qu'une fois installée, il soit quasi impossible de la débouter, de sorte qu'elle conduise, lentement peut-être mais sûrement, au capitalisme, ou à sa restauration. Supposons que cette économie de marché-économie capitaliste s'impose dans la conscience des gens, à un point tel que les valeurs dominantes deviennent désormais dans les sociétés socialistes des valeurs capitalistes, bourgeoises. Si l'essentiel de cette thèse est juste, il y a quand même lieu de se demander dans quelle mesure il est possible de la combiner avec la conviction que la gauche, les communistes, peuvent, en Europe occidentale, agir sur le processus de déve-

loppement de la société. Autrement dit : prise au pied de la lettre une telle thèse aboutit à considérer comme absurde, comme vouée d'avance à l'échec, toute stratégie qui se réclame du socialisme dans nos pays capitalistes développés. Car si, dans les pays socialistes, où l'Etat contrôle à 90, voire à 99 %, les leviers de l'économie, la reconnaissance du marché - ou l'ouverture d'un espace pour son développement - ramène presque aussi sûrement le capitalisme que «la nuée amène l'orage», comment parler en effet sérieusement - pour des pays, comme les nôtres, où le marché est aussi dominant, aussi généralisé, qu'il ne l'est - de «voie vers le socialisme»? Sauf, peut-être à concevoir la stratégie du passage comme une stratégie de prise de contrôle totale - à 100 % - de l'économie, et de sa réorientation radicale (puisqu'il s'agirait de passer d'une économie régie par le marché à une économie qui ne suit que la seule règle des valeurs d'usage). Mais on peut difficilement qualifier une telle stratégie de réaliste. J.Nagels serait d'ailleurs le premier à la dénoncer comme peu sensée.

La question n'est certes pas de s'interroger pour savoir si c'est l'*U.R.S.S. d'avant la pérestroïka*, l'*U.R.S.S. de la pérestroïka* ou l'*U.R.S.S. d'après la pérestroïka* (qui doit nous servir) de modèle...pour définir en Belgique (notre) *voie vers le socialisme*. Chaque société fonctionne avec ses caractéristiques propres. Et expérimente sa propre voie. Mais cela ne signifie pas non plus que ce qui se déroule dans les pays socialistes ne nous interpelle pas. Au moins théoriquement. Car, autant le souligner encore une fois, nous ne disposons pas jusqu'à présent de théorie du socialisme, de théorie de la conduite du processus de transformation sociale que veut réaliser le socialisme.

On trouve certes bien des passages chez Marx qui traitent du socialisme, de la société communiste. Mais là surtout, il convient d'être attentif. A aucun moment, Marx ne présente ses idées comme des propositions scientifiques, dûment étudiées comme telles. Lorsqu'il évoque la société communiste, Marx ne le fait jamais que pour indiquer la perspective autour de laquelle s'organise la lutte du mouvement ouvrier de son époque. Il esquisse si on veut - mais avec les lumières, l'horizon, de son époque - les contours d'une société affranchie de l'exploitation, de l'asservissement qui caractérisent le capitalisme. Mais Marx - qui se défendait d'être un socialiste utopique - n'a jamais prétendu faire la théorie d'une société qui n'existait pas. Et un de ces derniers textes (*la Critique du Programme de Gotha* -1875) marque bien ce qui était son souci lancinant : rappeler que le socialisme naît dans les conditions concrètes d'une société existante. Que c'est donc se lancer dans une phraséologie creuse que de vouloir dépeindre d'avance le «socialisme réalisé», si on ne s'attache pas d'abord à étudier concrète-

ment les contradictions de la société dans lesquelles, en prenant le pouvoir, les travailleurs imposent le socialisme.

C'est pourquoi il nous semble important de dépasser une certaine pratique d'exégèse des textes de Marx pour chercher à définir ce qu'est/ce que doit être le socialisme. La philosophie soviétique s'y est essayée pendant des décennies, sans que cela ait produit -autant le dire- des résultats particulièrement impressionnants. Peut-être, après tout, Marx pensait-il, dans son for intérieur, que la société socialiste, ou communiste, serait une société n'envisageant la production que selon le seul critère de la valeur d'usage. L'important n'est pas de chercher les textes qui permettent de l'affirmer (ils existent, indiscutablement), ni de polémiquer avec d'autres passages qui permettent d'affirmer le contraire. L'important, c'est d'analyser l'expérience existante afin d'avancer vers cette théorie du socialisme dont nous avons besoin. Pour cela, heureusement, nous ne sommes pas totalement démunis, puisque nous disposons des concepts que Marx nous a exposés dans le *Capital*. Concepts généraux sur l'histoire, sur l'organisation, le mécanisme de reproduction des sociétés; concepts plus concrets qui définissent le mode de production capitaliste.

Théorie du socialisme, cela ne signifie pas pour autant théorie nouvelle, autonome... renvoyant à un objet -les sociétés socialistes- qui serait conçu comme indépendant. Par théorie du socialisme au contraire nous visons essentiellement une théorie de la conduite du processus de reproduction sociale. Ce qui renvoie en définitive à une théorie du politique, c'est à dire de la capacité d'agir de la superstructure sur l'infrastructure.

Le politique par rapport à l'économique? On s'est habitué, dans une certaine tradition marxiste, à trop simplifier des rapports, qui méritent pourtant d'être analysés beaucoup plus avant, puisqu'ils permettent seuls d'aborder la question de la conduite (plus ou moins consciente, plus ou moins maîtrisée) du processus de reproduction (de transformation) sociale. Un peu selon le schéma: l'économie est déterminante (en dernière instance - mais personne ne sait trop bien ce que cela veut dire) et le reste est considéré comme devant suivre (avec plus ou moins de promptitude). Or, fondamentalement, un tel schéma n'a de valeur que dans une société immobile (cas de la reproduction simple), se trouvant (fût-ce temporairement) en état d'équilibre.

Il se révèle par contre totalement inopérant s'il s'agit d'analyser l'évolution, la dynamique d'une société. Que nous dit d'autre la *péréstroïka*, sinon que transformer une société, est une question avant tout politi-

que? Bien sûr, il y a une contrainte de réalité à respecter (on ne fait pas les choix que l'on veut, simplement parce qu'on les souhaite). Mais contrairement à notre vieux schéma, l'économie se révèle tout sauf indépendante: la lutte pour la décentralisation, pour restituer l'initiative aux travailleurs, aux paysans, est une lutte d'abord et essentiellement idéologique. La péréstroïka inclut peut-être un programme de réformes économiques, elle est surtout une révolution sociale, politique. Qu'il faut analyser comme telle si on veut comprendre où elle mène. Comme d'où elle provient. Car qui aurait pu prévoir la péréstroïka simplement à partir de l'étude du développement des forces productives soviétiques?

MOSCOU. Avril 1989.

LIVRES

Le New Deal européen – La pensée et la politique social-démocrates face à la crise des années trente

par Mario TELO

Editions de l'Université de Bruxelles, 216 pages, 995 FB

Quelles réactions la grande crise de 1929 a-t-elle suscitées de la part des partis sociaux-démocrates et des syndicats d'Europe occidentale? C'est l'objet d'une étude originale du professeur Mario Telo, une histoire comparée de la pensée et de l'action politiques dans divers pays européens.

Le titre de l'étude indique clairement le propos de l'auteur. «New Deal européen» signifie que Roosevelt n'a pas le monopole des alternatives démocratiques à la crise. Le mouvement ouvrier européen -singulièrement en Grande-Bretagne, en Belgique et en Suède- a joué le rôle d'un laboratoire d'idées.

Avec une éloquence toute italienne, Mario Telo souligne la nouveauté de la demande sociale, dont la crise de 1929 a été porteuse, demande de changement adressée plus directement aux syndicats. L'incitation au renouvellement programmatique a abouti à des plans de travail, dont le vecteur principal furent les syndicats. Les Plans ont suscité des résistances dans quasi tous les partis sociaux-démocrates. De fait, la paralysie des socialistes «orthodoxes» était patente, et inopérants les vieux schémas.

Une sorte de «nouveau début» se réalise donc dans l'histoire de la social-démocratie, écrit Mario Telo, qui s'en explique en ces termes: «Je désire me servir de cette formule dans le sens où le patrimoine politique et organisationnel acquis est soumis à une radicale et dramatique critique des faits, symbolisée par l'échec de Weimar». Il entend donc analyser les conditions qui ont permis «un nouvel enracinement social» des socialistes au cours des années trente. Et il récuse expressément deux types d'interprétation de cette période: celle qui y voit l'antichambre du fascisme, celle qui la mesure à l'aune de la «révolution keynésienne».

Quatre chapitres dans cet ouvrage: une introduction qui, de manière générale, situe le tournant des années trente en Europe occidentale, avec la crise de représentativité du mouvement socialiste (vis-à-vis des chômeurs, des classes moyennes, et même des travailleurs menacés de chômage) et l'émergence des plans d'expansion économique; un chapitre consacré au rôle des Trade-Unions et du Labour dans les changements en Grande-Bretagne; un chapitre sur la Belgique, et un dernier sur l'exceptionnel et étonnant cas suédois. On notera que ces trois pays ont en commun une faible implantation des partis communistes.

Sans méconnaître le vif intérêt de l'ensemble de l'ouvrage, c'est surtout aux trente pages où Telo étudie le cas belge, qui est aussi le cas De Man, que nous nous attacherons.

Il est salutaire qu'un regard étranger et frais scrute la pensée de Henri De Man et mesure ce qu'elle a apporté au mouvement ouvrier, en particulier entre 1933 et 1937. Cet apport est loin d'être négligeable, et il suffit par exemple de lire (ou de relire) «L'idée socialiste» pour en sentir la richesse. Telo met en lumière le caractère novateur des recherches de De Man, pour qui 1929 marque la fin d'une phase de l'histoire du mouvement ouvrier. La classe ouvrière devra se rendre compte, écrit Henri De Man, «de l'étroitesse des limites que l'organisation capitaliste de l'économie mondiale impose à chaque avancée du prolétariat, et qu'il n'est pas possible de dépasser ces obstacles si on ne dépasse pas radicalement le système capitaliste». La crise, marquée par l'avènement de la domination du capital financier, ne permet plus de satisfaire les revendications ouvrières en prélevant une part plus grande d'un «gâteau» demeuré identique. Il faut «préparer un nouveau gâteau». Les réformes de structure qu'il réclame, s'inscrivent dans cette perspective: contrôle public du crédit, politique de l'emploi, économie dirigée. Pour les conquérir -et chaque classe ouvrière aura à se battre sur le terrain des formations sociales nationales- il importera de prendre en compte des forces sociales telles que les chômeurs et les «secteurs prolétaires les plus désespérés», mais aussi les classes moyennes. D'où l'idée d'un bloc de forces capables de constituer une majorité dans le pays contre les monopoles. Telo souligne «le rôle fondamental d'un changement des rapports de force» chez De Man. Un thème récurrent de la campagne préparatoire du congrès du POB de décembre 1933 est d'ailleurs: il est possible de construire une «majorité économique et pas seulement politique». C'est sur ces divers éléments que De Man fonde sa conviction qu'il est possible de trouver une issue socialiste à la crise.

On sait que le congrès du POB de Noël 1933 approuve les propositions de De Man. Après avoir admis que la lutte du mouvement ouvrier ne peut aboutir «qu'en poursuivant une transformation profonde de la structure économique du pays», le congrès fait siennes les directives du Plan du Travail. «Le Plan, rien que le Plan, tout le Plan» sera le mot d'ordre d'une campagne ardente, qui marque effectivement un tournant pour le mouvement socialiste. En septembre 1934, les Thèses de Pontigny lui donnent un prolongement international -au moins théorique.

Que sont ces résolutions devenues?

Au «gouvernement des banquiers» dirigé par G. Theunis, succède en mars 1935 un gouvernement catholique-libéral-socialiste, dirigé par P. Van Zeeland, et comprenant cinq ministres socialistes, dont Henri De Man, titulaire des Travaux Publics et de la résorption du chômage. Ce gouvernement n'adopte pas «tout le plan», mais un certain nombre de mesures réclamées par le POB, notamment la création de la Commission bancaire et de l'Office de redressement économique (OREC).

Mario Telo considère la période 36-37 comme «décisive dans l'arrêt de l'action réformatrice». Décisive sans doute. Mais a-t-il fallu un an pour qu'apparaisse «un hiatus» entre les objectifs du plan et les moyens mis en oeuvre? Mario Telo fait état de l'adhésion de la CSC au Plan de travail: il y a certes eu adhésion sur certains aspects du Plan et accord sur des aspirations, mais dans la CSC de l'époque, la nationalisation du crédit était considérée par des maîtres à penser comme contraire à la morale chrétienne. Et dès 1934, la Ligue nationale des travailleurs chrétiens refusait de collaborer à la réalisation du Plan. Le «bloc social très large» que De Man appelait de ses vœux a-t-il vraiment pris corps? La grande grève de l'été 1936 et les élections de mai qui l'ont précédée indiquent clairement un recul de la confiance dans le PS (ainsi que dans les deux autres partis de la coalition, le PC gagnant 6 sièges et REX faisant un malheur à la Le Pen avec 21 sièges). De surcroît, on peut se demander quelle place les classes moyennes ont effectivement occupée dans le soutien aux réformes de structure.

Nous relevons dans la partie introductive du livre l'idée suivante: «Dans cet ouvrage le rapport entre les intellectuels et le socialisme n'est jamais limité au processus d'élaboration d'une technique de politique économique, et encore moins réduit à la reconstruction de la genèse de choix effectués par certaines personnalités après la défaite des expériences socialistes examinées. La question centrale concerne la reconquête par le socialisme européen d'une large représentation sociale plutôt que d'une culture de gouvernement.»

Question centrale pour qui? A l'évidence, pour Mario Telo, et on comprend parfaitement l'intérêt qu'il y porte, car c'est le problème des alliances qui est ainsi posé, avec toute sa force interpellatrice. Mais qu'en est-il pour Henry De Man et le POB des années trente? Assurément, la préoccupation de façonner un nouveau bloc social -avec les ouvriers actifs, les chômeurs et les classes moyennes- est très présente chez De Man et dans la résolution adoptée par le Congrès du POB de Noël 1933. Mais cette préoccupation n'est nullement exclusive d'une «culture de gouvernement». Le congrès du POB est explicite sur ses ambitions: «il décide que le POB entame dès à présent la lutte pour la conquête du pouvoir, par tous les moyens constitutionnels, en vue de la réalisation de ce plan». On ne peut certes réduire une culture de gouvernement à pareil propos, mais n'en est-ce pas un ingrédient fondamental? Quant à Henri De Man, on sait qu'après sa participation au gouvernement Van Zeeland, il se sentit ulcéré de n'être pas désigné comme Premier ministre -ni en septembre 37, ni en mai 38.

Au-delà de ces observations mineures, redisons fortement l'intérêt de la recherche de Mario Telo: à travers les cas britannique, belge et suédois, il nous invite à une redécouverte stimulante des années trente. Il a renouvelé la réflexion sur des documents connus ou inexplorés, et l'attention qu'il porte constamment à des notions telles que «culture politique», «culture socialiste», «culture de gouvernement» éclaire très opportunément des aspects de l'histoire souvent négligés.

rosine lewin

Populations-un point de vue africain

par Landing SAVANE

Editions epo, anvers, 1988, 213 p.

A la première page de cet ouvrage, l'éditeur nous apprend que l'auteur est un statisticien économiste, qu'il participe depuis 1971 à de nombreuses conférences internationales consacrées à la démographie, e.a. à celle de Bucarest en 1974 et à celle de Mexico en 1984, qu'il est le «Secrétaire général d'un des principaux mouvements d'extrême gauche du Sénégal» et qu'il est «rédacteur en chef d'un mensuel maoïste».

Ces précisions biographiques sont importantes parce qu'elles expliquent pourquoi l'auteur apparaît divisé entre les exigences de sa formation scientifique et ses options idéologiques de militant maoïste.

Le livre également n'est pas sans contradictions.

Deux conférences symbolisent cette contradiction: celle de Bucarest qui vit la victoire des thèses anti-malthusiennes grâce principalement à l'action de la Chine, de l'Algérie et de l'Argentine; dix ans plus tard à Mexico en 1984, ce sont les positions malthusiennes qui triomphent. Entretemps la Chine et l'Algérie ont changé de cap politique et la famine a commencé à se faire sentir en Afrique. L'action des organisations internationales et des Etats Unis en faveur d'une limitation des naissances a fait le reste. L'auteur ne cache pas que ses sympathies vont aux thèses anti-malthusiennes et anti-impérialistes de la première conférence, tout en affirmant qu'il est nécessaire actuellement de définir «un point de vue africain indépendant».

Le corps du livre est une compilation de statistiques officielles, d'informations générales et d'opinions diverses sur la plupart des grandes questions démographiques qui se posent au monde d'aujourd'hui: l'évolution de la croissance démographique et les paramètres de cette croissance (fécondité, mortalité, nuptialité), les migrations, l'urbanisation; celles-ci sont confrontées aux principales données économiques et sociales: éducation, emploi, santé, production alimentaire; un chapitre est consacré à la crise africaine résumée en ces termes: «l'abandon de l'autosuffisance alimentaire au profit d'importations massives de nourriture qui ont été multipliées par dix en deux décennies, la mise en oeuvre de stratégies bureaucratiques excluant toute participation réelle et aggravant la marginalisation des femmes, pourtant responsables de la satisfaction des besoins en nourriture des familles, le délabrement de

la situation sanitaire dont les vieillards mais surtout les femmes sont les principales victimes, l'indifférence généralisée dans la rupture des équilibres traditionnels des écosystèmes de la région qui est à la base de la déforestation-désertification qui soulève, à présent, plaintes et préoccupations aussi tardives qu'hypocrites; telles sont certaines des caractéristiques les plus essentielles de la crise africaine contemporaine.» (p.174-175)

Face à cette crise catastrophique l'auteur énonce une série de propositions et de conclusions dont il faut bien souligner le caractère contradictoire: d'une part l'expansion démographique de l'Afrique est saluée comme une «bombe libératrice de la situation actuelle»(p.183); car «les grandes masses africaines, hagardees, affamées, et surexploitées n'ont rien à craindre de leur démographie galopante. Elles ont tout à y gagner et sur la voie de leur victoire inéluctable...»(p.184); d'autre part, dans un chapitre final plus réaliste intitulé «Repères pour l'avenir», l'auteur dégage quelques principes d'une stratégie auxquels on peut souscrire sans tomber dans l'utopie. Nous les résumons: 1) le problème démographique est politique et doit s'insérer dans une stratégie globale du développement qui passe par la déconnexion (cf Samir Amin) économique du Tiers Monde; 2) la priorité doit être accordée à une politique démographique à l'égard des villes; 3) quelles que soient les divergences sur les stratégies, il faut un accord absolu concernant la lutte contre les maladies et la mortalité surtout infantiles; 4) l'émergence d'une nouvelle conscience féminine est un facteur capital dans la solution des problèmes démographiques. Par contre lorsqu'il préconise «la fin des villes» et espère que la conquête de l'espace et les nouvelles frontières interstellaires pourraient marquer «le renouveau du genre humain et la réconciliation de l'homme avec l'homme», l'auteur retombe dans l'utopie.

Au passif de l'ouvrage il faut ajouter les trop nombreuses erreurs matérielles qui rendent certains tableaux statistiques difficilement compréhensibles. Quant au texte relevons deux perles parmi beaucoup: la révolution culturelle chinoise devient la réduction culturelle (p.74) et la mortalité se change en moralité (p.211).

Cependant le sujet est trop grave, la recherche d'une stratégie démographique à l'échelle africaine trop impérieuse, et les positions de l'auteur sont suffisamment originales et intéressantes pour qu'on passe outre aux faiblesses déjà mentionnées et qu'on recommande la lecture de cet ouvrage à tous les lecteurs concernés par la situation dramatique de la plupart des pays africains.

benoit verhaegen

REVUES

socialisme 208-209

(juillet-octobre 1988)

Cette livraison de «Socialisme» est tout entière consacrée à l'Amérique centrale, avec un dossier qui s'étale sur deux ans. Il comprend en effet un volumineux rapport d'Ernest Glinne au Parlement européen, daté du 20 octobre 86; une actualisation de ce rapport (juin 87); d'autres documents plus récents du Parlement européen; et, comme entrée en matière, un texte de la revue qui fait le point sur «un conflit régional qui saigne toujours», dossier à coup sûr ample, qui éclaire crûment les menaces persistantes qui pèsent sur la démocratie et les droits de l'homme dans cette région du monde.

La politique du président Reagan est critiquée sans ménagement, non seulement pour l'aide obstinée apportée aux Contras du Nicaragua, mais aussi pour les services multiples rendus à l'establishment militaire, en particulier au Honduras.

On sera frappé, dans les rapports d'E. Glinne, par la place (tout à fait légitime) qu'occupe la théologie de la libération, «nouveau cadre de la confrontation» et dont l'europarlementaire socialiste rappelle l'histoire et l'enracinement populaire.

Il est regrettable que son analyse du rôle «du Kremlin et des PC» cède trop souvent à une tentation réductrice. Certes tout n'y est pas faux et certaines de ses critiques sont fondées. Mais pourquoi par exemple ignorer que le PC cubain n'a pas attendu l'entrée des Barbudos à La Havane en janvier 59, pour soutenir le «castrisme»? Pourquoi ne pas reconnaître que le retrait des fusées par Khrouchtchev en 1962 a mis Cuba à l'abri de nouvelles interventions des USA? Et faut-il vraiment reprocher à Fidel d'éviter des provocations envers les Etats-Unis, ou à l'URSS de n'avoir pas de traité militaire avec le Nicaragua?

Nous appuyerons par contre sans réserve l'appel de Glinne à la Communauté européenne pour développer son aide à l'Amérique centrale.

Au sommaire du même numéro: la relation d'un colloque sur le sport travailliste, à Evere en mars 88.

rosine lewin

bulletin de la far n° 174

Tenu en mai 88, le colloque de l'interrégionale CGSP-Enseignement sur «Communautarisation ou régionalisation de l'enseignement?» risquait d'avoir pris quelques rides à l'heure où le Bulletin de la FAR en publiait les actes. De fait, l'avancée fédéraliste, la communautarisation effective de l'enseignement rendent certains propos inactuels. Mais l'essentiel demeure. Epinglons en particulier les stimulantes contributions de Jacques Defay sur la pertinence de l'espace régional, et de J.F. Escarmelle sur les rapports croissants entre économie et culture.

Le premier part d'une donnée-désastre -le chômage et ses effets dissolvants sur la société- pour déboucher sur les contraintes et les possibilités qu'implique le Marché unique de 1992. «Il faut bien voir, dit-il, que du point de vue du monde du travail, dire OUI au grand marché de 92, ce n'est pas dire OUI à n'importe quelles conditions, c'est dire OUI à condition qu'on change de politique économique et qu'on se mette dans une politique économique de tonus élevé.» Pour assurer ce tonus élevé, JD estime qu'il faut passer par l'unification des monnaies européennes, afin d'éliminer la surenchère des taux d'intérêt et de les faire baisser. «L'unification de la monnaie est une revendication sociale, déclare JD. A cette revendication s'en ajoutent d'autres: une politique» fiscale et budgétaire européenne, une politique de Recherche-Développement européenne, la création d'un espace social, une politique régionale européenne. Sa conclusion: «Il faut que le monde du travail commence par exiger cette politique. S'il ne le fait pas, ce sera la politique de la bourgeoisie passive qui continuera à prédominer, et chacun, dans son pays, fera des Val-Duchesse.»

Jean-François Escarmelle formule l'hypothèse que l'évolution de la société, y compris celle de son système économique, est étroitement liée aux modifications du système de significations ou du système de valeurs qui régit toutes manifestations, c.à.d. en dernier ressort à sa culture.

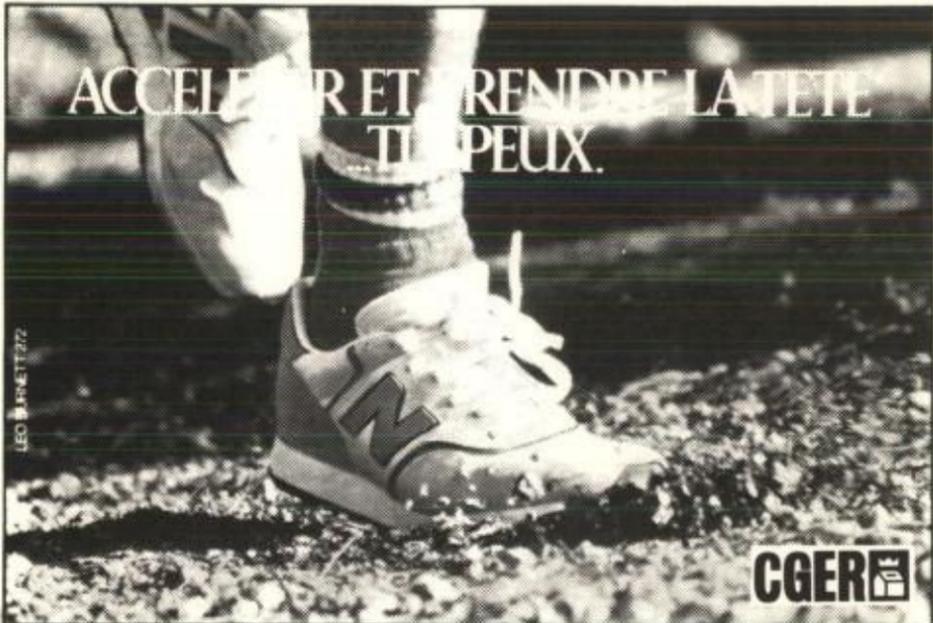
En d'autres termes, les conditions d'une nouvelle prospérité sont aussi immatérielles. Et J.F. Escarmelle d'en appeler à une nouvelle créativité, à de nouvelles significations de l'action, à une culture nouvelle, qui liée à l'économique, serait composante d'un autre projet de société.

On notera que les liens entre projet global de société et culture/enseignement sont très présents aussi dans les réflexions d'autres intervenants au colloque, chez J. Dubois, Georges Viatour, Jean Louvet par exemple.

On retrouve l'idée dans les conclusions d'Englebert Renier, qui propose la promotion d'une «identité wallonne positive... exprimant une idéologie fédéraliste, inséparable de l'avenir du socialisme», et pose sur cette base trois questions:

- 1- comment conduire les habitants de la Wallonie à se réclamer d'une telle identité collective wallonne, sans pour autant remettre en question la lutte des classes?
- 2- quelle politique de l'éducation pourrait aider à la relance de l'économie wallonne?
- 3- que faire pour former des Wallons ouverts aux relations avec l'extérieur?

Au sommaire de la même livraison: les commentaires de J. Jacquain et J. Gennen sur la jurisprudence du travail, ainsi qu'une étude de Richard Tialans sur «les trois morts d'André Blavier», qui analyse des rencontres et échanges entre le Wallon Blavier et un Français nommé Raymond Queneau.



ACCELERER ET PRENDRE LA TETE
TU PEUX.

LEO BARNETT

CGER 

— TES EQUIPIERS BANQUE + ASSURANCES —

Les «Cahiers marxistes» sont déposés dans les librairies suivantes:

DU MONDE ENTIER
rue du Midi 162
1000 Bruxelles

CERCLE D'EDUCATION
POPULAIRE
rue des Deux Eglises 128
1040 Bruxelles

F.N.A.C.
City II, rue Neuve
1000 Bruxelles

PRESSES UNIVERSITAIRES
DE BRUXELLES
av. Paul Héger 42
1050 Bruxelles

LE LIVRE INTERNATIONAL
Bd. Lemonnier 171
1000 Bruxelles

LIBRAIRIE LEFEBVRE
Rue des Colonie 7-9
1000 Bruxelles

TROPISMES
Galerie des Princes 5-11
1000 Bruxelles

LIBRIS - 44
Passage 44 (bd. Botanique)
1000 Bruxelles

LIBRAIRIE BIBLIO
rue de la Régence 53
4000 Liège

LIBRAIRIE ANDRE LETO
rue d'Havré 9
7000 Mons

L'ILE LETTREE
6914 Redu

LIBRAIRIE DERIVE
rue des Augustins 17
5200 Huy

CLUB ACHILLE CHAVEE
rue Hamoir 93
7100 La Louvière

LIBRAIRIE L'AVENIR
Rue St Léonard 102
4000 Liège

Les «Cahiers Marxistes» sont membres de l'Association des revues scientifiques et culturelles (ARSC)

Adresse: 20 av de Stalingrad - 1000 Bruxelles

150 F.